

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU CONGO

paraissant le jeudi de chaque semaine à Brazzaville

DESTINATIONS	ABONNEMENTS			NUMERO
	1 AN	6 MOIS	3 MOIS	
REPUBLIQUE DU CONGO	24.000	12.000	6.000	500 F CFA
	Voie aérienne exclusivement			
ETRANGER	38.400	19.200	9.600	800 F CFA

- Annonces judiciaires et légales et avis divers : 460 frs la ligne (il ne sera pas compté moins de 5.000 frs par annonce ou avis).
Les annonces devront parvenir au plus tard le jeudi précédant la date de parution du "JO".
□ Propriété foncière et minière : 8.400 frs le texte. □ Déclaration d'association : 15.000 frs le texte.

DIRECTION : TEL./FAX : (+242) 281.52.42 - BOÎTE POSTALE 2.087 BRAZZAVILLE - Email : journal.officiel@sgg.cg
Règlement : espèces, mandat postal, chèque visé et payable en République du Congo, libellé à l'ordre du **Journal officiel**
et adressé à la direction du Journal officiel et de la documentation.

SOMMAIRE

Loi n° 34-2021 du 3 août 2021 autorisant la ratification de l'accord de financement additionnel « 6953-CG » pour le projet de riposte d'urgence à la Covid-19, entre la République du Congo et la Banque mondiale.....	3
Loi n° 35-2021 du 3 août 2021 autorisant la ratification de l'accord de financement additionnel « 6890-CG » pour le « projet de renforcement du système de santé (KOBIKISA) », entre la République du Congo et la Banque mondiale.....	3
Décret n° 2021-404 du 3 août 2021 portant ratification de l'accord de financement additionnel « 6953-CG » pour le projet de riposte d'urgence à la Covid-19, entre la République du Congo et la Banque mondiale.....	3
Décret n° 2021-405 du 3 août 2021 portant ratification de l'accord de financement additionnel « 6890-CG » pour le « projet de renforcement du système de santé (KOBIKISA) », entre la République du Congo et la Banque mondiale.....	33

Loi n° 34-2021 du 3 août 2021 autorisant la ratification de l'accord de financement additionnel « 6953-CG » pour le projet de riposte d'urgence à la Covid-19, entre la République du Congo et la Banque mondiale

L'Assemblée nationale et le Sénat ont délibéré et adopté ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier : Est autorisée la ratification de l'accord de financement additionnel « 6953-CG » pour le « projet de riposte d'urgence à la Covid-19 », entre la République du Congo et la Banque mondiale d'un montant de 12 000 000 de dollars américains, dont le texte est annexé à la présente loi.

Article 2 : La présente loi sera publiée au Journal officiel et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Brazzaville, le 3 août 2021

Par le Président de la République,

Denis SASSOU-N'GUESSO

Le Premier ministre, chef du Gouvernement,

Anatole Collinet MAKOSSO

Le ministre des finances, du budget et du portefeuille public,

Rigobert Roger ANDELY

Le ministre de la santé et de la population,

Gilbert MOKOKI

La ministre de l'économie, du plan, de la statistique et de l'intégration régionale,

Ingrid Olga Ghislaine EBOUKA-BABACKAS

Loi n° 35-2021 du 3 août 2021 autorisant la ratification de l'accord de financement additionnel « 6890-CG » pour le « projet de renforcement du système de santé (KOBIKISA) », entre la République du Congo et la Banque mondiale

L'Assemblée nationale et le Sénat ont délibéré et adopté ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier : Est autorisée la ratification de l'accord de financement additionnel « 6890-CG » pour le « projet de renforcement du système de santé (KOBIKISA) », entre la République du Congo et la Banque mondiale

d'un montant de 42 700 000 Euros, dont le texte est annexé à la présente loi.

Article 2 : La présente loi sera publiée au Journal officiel et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Brazzaville, le 3 août 2021

Par le Président de la République,

Denis SASSOU-N'GUESSO

Le Premier ministre, chef du Gouvernement,

Anatole Collinet MAKOSSO

Le ministre des finances, du budget et du portefeuille public,

Rigobert Roger ANDELY

Le ministre de la santé et de la population,

Gilbert MOKOKI

La ministre de l'économie, du plan, de la statistique et de l'intégration régionale,

Ingrid Olga Ghislaine EBOUKA-BABACKAS

Décret n° 2021-404 du 3 août 2021 portant ratification de l'accord de financement additionnel « 6953-CG » pour le projet de riposte d'urgence à la Covid-19, entre la République du Congo et la Banque mondiale

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 34-2021 du 3 août 2021 autorisant la ratification de l'accord de financement additionnel « 6953-CG » pour le projet de riposte d'urgence à la Covid-19, entre la République du Congo et la Banque mondiale ;

Vu le décret n° 2021-300 du 12 mai 2021 portant nomination du Premier ministre, chef du Gouvernement ;

Vu ensemble les décrets n°s 2021-301 du 15 mai 2021 et 2021-302 du 16 mai 2021 portant nomination des membres du Gouvernement,

Décrète :

Article premier : Est ratifié l'accord de financement additionnel « 6953-CG » pour le projet de riposte d'urgence à la Covid-19, entre la République du Congo et la Banque mondiale d'un montant de 12 000 000 de dollars américains, dont le texte est annexé au présent décret.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 3 août 2021

Par le Président de la République,

Denis SASSOU-N'GUESSO

Le Premier ministre, chef du Gouvernement,

Anatole Collinet MAKOSSO

Le ministre des finances, du budget
et du portefeuille public,

Rigobert Roger ANDELY

Le ministre de la santé
et de la population,

Gilbert MOKOKI

La ministre de l'économie, du plan,
de la statistique et de l'intégration régionale,

Ingrid Olga Ghislaine EBOUKA-BABACKAS

THE WORLD BANK
IBRD-IDA / WORLD BANK GROUP*

June, 30, 2021

H.E. Roger Rigobert Andely
Minister of Finance, Budget and Public Portfolio
Ministry of Finance, Budget and Public Portfolio
B.P. 2083, Brazzaville
Republic of Congo

Republic of Congo IDA Credit 6953-CG
(*Republic of Congo COVID-19 Emergency Response
Project*)
Additional Financing)

Excellency :

Enclosed are the following documents regarding
the above-mentioned Credit and Grant, which are
delivered to you as the authorized representative of
the Republic of Congo (The «Recipient»):

1. One signed original of the Financing Agreement,
of even date herewith, between the Recipient and
the International Development Association (the
Association);
2. One signed original of the Amendment Letter to the
Original Financing
3. One signed original of the Disbursement and
Financial Information Letter.
4. One signed original of the Supplemental Letter of
HEIS.
5. One copy of the «International Development
Association General Conditions for IDA Financing,
Investment Project Financing», dated December 14,

2018 (revised on August 1, 2020 and April 1, 2021).
6. One copy of the «World Bank Procurement
Regulations for World Bank Procurement Regulations
for IPF Borrowers» dated November 2020.

7. One copy of the «Guidelines on Preventing and
Combating Fraud and Corruption in Projects Financed
by IBRD Loans and IDA Credits and Grants» dated
October 15, 2006 and revised in January 2011 and
as of July 1, 2016.

8. One copy of the «Disbursement Guidelines for
Investment Project Financing»
dated February 2017.

Pursuant to Section 4.02 of the Financing Agreement,
September 29, 2021 is the terminal date for the
effectiveness of the Financing Agreement.

Please confirm, on behalf of the Recipient, receipt of
the documents listed above, by signing the enclosed
copy of this letter.

Sincerely,

Marie A. Nezam
Counsel
Legal Vice Presidency
Africa, Middle East & North Africa Practice Group

Enclosures

CREDIT NUMBER 6953-CG

Financing Agreement

(Additional Financing to Republic of Congo
COVID-19
Emergency Response Project)

between

REPUBLIC OF CONGO

and

INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION

Agreement dated as of the Signature Date between
Republic of Congo («Recipient») and International
Development Association («Association») for the
purpose of providing additional financing for new and
scaling-up activities related to the project described in
the financing agreement for a COVID-19 Emergency
Response Project («Original Project») between the
Recipient and the Association, dated April 24, 2020
(Credit No. 6634-CG) («Original Financing Agreement»).

WHEREAS

(A) under the Original Financing Agreement, the
Association decided to provide the Recipient with a
grant in an amount equivalent to ten million four

hundred thousand Euros (€10,400,000) («Original Financing») to assist in financing the Original Project ; and

(B) the Recipient has requested the Association to provide additional financial assistance in support of activities related to the Original Project and described in Schedule 1 to this Agreement («Project») by providing a credit in an amount equivalent to twelve million United States Dollars (\$12,000,000) («Additional Financing»).

The Recipient and the Association hereby agree as follows :

ARTICLE I - GENERAL CONDITIONS ; DEFINITIONS

1.01. The General Conditions (as defined in the Appendix to this Agreement) apply to and form part of this Agreement.

1.02. Unless the context requires otherwise, the capitalized terms used in this Agreement have the meanings ascribed to them in the General Conditions, or in the Preamble or in the Appendix to this Agreement.

ARTICLE II - FINANCING

2.01. The Association agrees to extend to the Recipient a credit, which is deemed as Concessional Financing for purposes of the General Conditions, in the amount of ten million three hundred thousand Euros (10,300,000 €) (variously, «Credit» and «Financing»), to assist in financing the project described in Schedule 1 to this Agreement («Project»).

2.02. The Recipient may withdraw the proceeds of the Financing in accordance with Section III of Schedule 2 to this Agreement.

2.03. The Maximum Commitment Charge Rate is one-half of one percent (1/2 of 1%) per annum on the Unwithdrawn Financing Balance.

2.04. The Service Charge is the greater of : (a) the sum of three-fourths of one percent (3/4 of 1%) per annum plus the Basis Adjustment to the Service Charge ; and (b) three-fourths of one percent (3/4 of 1%) per annum ; on the Withdrawn Credit Balance.

2.05. The Interest Charge is the greater of : (a) the sum of one and a quarter percent (1.25%) per annum plus the Basis Adjustment to the Interest Charge ; and (b) zero percent (0%) per annum ; on the Withdrawn Credit Balance.

2.06. The Payment Dates are May 15 and November 15 in each year.

2.07. The principal amount of the Credit shall be repaid in accordance with the repayment schedule set forth in Schedule 3 to this Agreement.

2.08. The Payment Currency is Euro.

ARTICLE III - PROJECT

3.01. The Recipient declares its commitment to the objective of the Project and the MPA Program. To this end, the Recipient shall carry out the Project, through its Ministry of Health, Population. Promotion of Women and Integration of Women in Development («MoH»), in accordance with the provisions of Article V of the General Conditions and Schedule 2 to this Agreement.

ARTICLE IV - EFFECTIVENESS; TERMINATION

4.01. The Additional Condition of Effectiveness consists of the following, namely that the Recipient has updated the ESMF and the LMP in a manner acceptable to the Association.

4.02. The Effectiveness Deadline is the date ninety (90) days after the Signature Date.

4.03. For purposes of Section 10.05(b) of the General Conditions, the date on which the obligations of the Recipient under this Agreement (other than those providing for payment obligations) shall terminate is twenty (20) years after the Signature Date.

ARTICLE V-REPRESENTATIVE; ADDRESSES

5.01. The Recipient's Representative is its minister responsible for finance and budget.

5.02. For purposes of Section 11.01 of the General Conditions :

(a) the Recipient's address is :

Ministry of Finance and Budget
Boulevard Denis Sassou-N'guesso
B.P. : 2083 - Brazzaville
Republic of Congo; and

(b) the Recipient's Electronic Address is :

Facsimile : (242) 2281 43 69

5.03. For purposes of Section 11.01 of the General Conditions :

(a) The Association's address is :

International Development Association
1818 H Street, N.W.
Washington, D.C. 20433
United States of America ; and

(b) the Association's Electronic Address is :

Telex :

Facsimile :

248423 (MCI)

1-202-477-6391

AGREED as of the Signature Date.

REPUBLIC OF CONGO

By : _____
Authorized Representative

Name : *Rigobert Roger ANDELY*
Title : *Ministre des Finances, du Budget et du Portefeuille Public*
Date : *30/06/2021*

INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION

By : _____
Authorized Representative

Name : *Abdoulaye SECK*
Title : *Directeur des opérations*
Date : *30/06/2021*

SCHEDULE 1

Project Description

The objective of the Project is to prevent, detect, and respond to the threat posed by COVID-19 and strengthen national systems for public health preparedness in the Republic of Congo.

The Project constitutes a part of the MPA Program, and consists of the following parts under the Original Project modified as underlined below :

Part 1 : Emergency COVID-19 Response and Health System Strengthening

Providing assistance in the urgent efforts to respond to COVID-19 pandemic through :

1.1. Early Case Detection, Diagnostic Capacity, Contact Tracing, Recording, Reporting

Enhancing early case detection, laboratory confirmation, contact tracing, recording and reporting through, *inter alia* : (a) strengthening disease surveillance systems, public health laboratories, and epidemiological capacity for early detection and confirmation of cases ; (b) combining detection of new cases with active contact tracing ; (c) supporting epidemiological investigation ; (d) strengthening risk assessment ; (e) providing on-time data and information for guiding decision-making, response and mitigation activities ; (f) strengthening the health management information systems to facilitate recording, on-time virtual sharing of information, and decision-making based on data ; and (g) supporting vaccine surveillance and expanding testing, through acquisition and distribution of lab testing equipment and supplies, personal protective equipment and life-saving medical equipment for COVID-19 response, testing and case management, all for the benefit of selected health facilities and laboratories.

1.2. Health System Strengthening

(a) Relieving the burden on health care services, by :
(i) rehabilitating and equipping selected (A) primary

health care facilities and hospitals, in particular intensive care facilities, (B) public health laboratories, and (C) the national blood transfusion center, in order to deliver critical medical services ; (ii) financing the establishment of specialized units in selected hospitals to strengthen clinical capacity ; (iii) developing treatment guidelines ; and (iv) establishing strategies to increase hospital bed availability, including deferring elective procedures, more stringent triage for admission and earlier discharge with follow-up by home health care personnel.

(b) Improving infection prevention and control through, *inter alia* : (i) developing intra-hospital infection control measures ; (ii) ensuring the availability of safe blood products ; (iii) ensuring safe water and basic sanitation in health facilities ; (iv) strengthening medical waste management and disposal systems ; (v) providing critical medical supplies including protective equipment ; and (vi) promoting personal hygiene including handwashing among health workers, and raising awareness on COVID-19 to slow the spread of the pandemic.

(c) Strengthening human resource through the financing of activities in connection with, *inter alia* : (i) communication activities (including outreach or advertisement) in order to identify and mobilize health workers across the Recipient's territory ; (ii) Training to health facilities staff on hygiene, infection prevention and control ; (iii) clinical Training to health teams ; (iv) Training on risk mitigation measures for health facilities' staff and front-line workers ; (v) Training for animal health workers on treatment of infected animals and reporting procedures ; and (vi) reasonable Hazard Pay for health workers addressing the pandemic.

(d) Providing quality critical medical supplies (including equipment, reagents, and commodities) by implementing a procurement and supply chain plan, based on the national supplies list for the COVID-19 response, in collaboration with WHO, UNICEF, WFP, the Recipient's national drug regulatory authority, and the Recipient's national drug medical stores.

(e) Supporting the development of mobile vaccine delivery units and acquisition and distribution of mobile outreach equipment to selected health workers.

(f) Strengthening human resources through the financing of activities including, *inter alia* : (i) awareness-raising activities in order to identify health facilities staff and frontline ancillary staff across the Recipient's territory ; (ii) Training for health facilities staff and front-line ancillary workers on vaccine preparedness; and (iii) strengthening of a human resources health information system.

(g) Strengthening regulatory systems capacity, including *inter alia* : (i) strengthening and adapting the pharmacovigilance system to detect adverse effects following Project COVID-19 Vaccine immunization ; (ii) developing a vaccine adverse event reporting system ; and (iii) implementing relevant traceability activities to track Project COVID-19 Vaccines.

(h) Supporting the development of the Recipient's health data-related infrastructure, including *inter alia* : (i) models for innovative tracking schemes, digitized health records, electronic immunization records, coverage mapping methods; and (ii) supply chain digitization.

1.3. National and Sub-National Prevention and Preparedness

(a) Developing observatories within the Recipient's public health emergency operations center and building analytical and assessment capacity within national primary human health systems.

(b) Supporting the development of the Integrated National COVID-19 Response and Preparedness Plan to :

(i) improve prevention of and response planning for Emerging Infectious Diseases (EIDs) in the context of human and animal health ;

(ii) support simulation exercises in selected provinces ; and

(c) supplement the activities of the Regional Disease Surveillance Systems Enhancement IV Project ("REDISSE IV Project"), by strengthening the One Health system at the department level through the organization of workshops and the development of a departmental guidance to address One Health.

1.4 Immunization System Enhancements and COVID-19 Vaccination

Supporting Project COVID-19 Vaccines acquisition, planning and distribution, including the following :

(a) financing of : (i) the procurement, importation, storage, transportation and distribution of Project COVID-19 Vaccines, including increased/equitable access to Project COVID-19 Vaccines procured via advance purchase mechanisms or via direct procurement ; (ii) the development of a Project COVID-19 Vaccines procurement plan ; and (iii) the acquisition and distribution of vaccination ancillary supply kits (*i.e.*, *inter alia*, needles, syringes, vaccination record cards, alcohol prep pads, personal protective equipment for vaccinators), waste management boxes, non-energy consuming coolant packs, and temperature monitoring devices ;

(b) strengthening the immunization program to effectively deploy and deliver Project COVID-19 Vaccines, through update of existing cold chain facilities, acquisition of ultra-cold chain equipment, and provision of logistics infrastructure ; and

(c) strengthening the Recipient's policies and institutional framework to enable safe and effective deployment of Project COVID-19 Vaccines, including : (i) developing and/or revising policies ensuring no forced vaccination ; and (ii) developing a policy for prioritizing intra-country vaccine allocation.

Part 2 : Communication campaign, Community Engagement and Behavior Change

2.1. Supporting communication campaigns through, *inter alia* :

(a) massive nationwide campaigns promoting and marketing handwashing through different communication channels ;

(b) increasing the attention and commitment of the government, private sector, civil society, community leaders, and religious leaders to raise awareness, knowledge and understanding among the general population on the risk and potential impact of the pandemic ;

(c) developing multi-sectoral strategies to address the pandemic ; and

(d) developing and distributing basic communication materials including (i) materials on COVID-19 ; (ii) general preventative measures for the general public ; (iii) symposia on surveillance, treatment and prophylaxis.

2.2. Developing community and multi-stakeholder engagement through *inter alia*:

(a) improving inclusion and healthcare worker safety ;

(b) developing : (i) community-centered feedback mechanisms, (ii) anthropologist and social scientist feedback, (iii) community engagement activities with local religious, traditional and community leaders, and (iv) community-based structures for health workers to better communicate with local populations ;

(c) improving community-based epidemiological surveillance networks ;

(d) carrying out community-based animal disease surveillance and early warning networks ;

(e) establishing at the community level of early warning systems to support an emergency reporting and feedback system against notifiable diseases ;

(f) developing, testing, and sending key messages and materials for pandemic and other emerging infectious disease outbreak ; and

(g) enhancing communication infrastructure to disseminate information at the national, state and local levels as well as between the public and private sectors.

2.3. Implementing national risks communication and advocacy campaigns related to Project Covid-19 Vaccines; and developing a community and multi-stakeholder engagement to increase awareness of COVID-19 prevention, Project COVID-19 Vaccines and associated public health services.

Part 3 : Implementation Management and Monitoring and Evaluation

3.1. Coordination, Financial Management and Procurement

Supporting Project coordination by : (a) using existing PRISP-PIU (or REDISSE-PIU, as the case may be) to coordinate Project activities, procurement and financial management of the Project ; (b) recruiting additional staff and consultants dedicated to the implementation of the Project, placed within the PRISP-PIU (or the REDISSE-PIU as the case may be), responsible for overall administration, procurement and financial management, and Environmental and Social Standards compliance of the Project ; and (c) financing Project coordination activities including : (i) carrying out Project administration, procurement, environmental, social, financial management activities ; (ii) preparing a Vaccine Delivery and Distribution Manual ; and (iii) setting up accountability, grievances and citizen and community engagement mechanisms.

3.2. Monitoring and Evaluation

Supporting the monitoring and evaluation of Project implementation : (a) based on an agreed monitoring and evaluation section in the Project Implementation Manual ; (b) using traditional and innovative tools for remote monitoring as needed ; and (c) based on verification mechanisms included in the Vaccine Delivery and Distribution Manual.

SCHEDULE 2 Project Execution

Section I. Implementation Arrangements

A. Institutional Arrangements

1. Ministry of Health, Population, Promotion of Women and Integration of Women in Development («MoH»)

The Recipient, through its MoH, shall vest the responsibility for the implementation of the Project, with the involvement of other relevant ministries as may be required.

2. Project Steering Committee

(a) The Recipient shall maintain at all times throughout the Project implementation period, a project steering committee with composition and mandate acceptable to the Association («Project Steering Committee»). The Project Steering Committee shall be chaired by the Recipient's Minister of Planning, Statistics, Regional Integration, Transports, Civil Aviation, and Merchant Navy and vice-chaired by the Recipient's MoH.

(b) The Recipient shall ensure that the Project Steering Committee is responsible for (i) providing strategic and policy guidance to the REDISSE-PIU, (ii) carrying out cross-sectoral coordination and consistency with sector policy and strategies, and (iii) endorsing the Annual Work Plans and Budgets, as detailed in the Project Implementation Manual.

3. Project Technical Committee

The Recipient shall maintain, at all times throughout the Project implementation period, the Project Technical Committee, chaired by the Recipient's Minister of Health and supervised by the Recipient's Prime Minister, and responsible for (a) providing technical oversight of the Project ; (b) Project performance monitoring; (c) developing and concurring with the Annual Work Plans and Budgets, and monitoring their implementation ; and (d) developing procurement plans and progress reports.

4. Project Implementation Unit

(a) The Recipient shall maintain at all times throughout the Project implementation period a Project Implementation Unit established under the REDISSE IV Project («REDISSE-PIU»), with composition, fonctions, staffing, facilities and other resources satisfactory to the Association.

(b) The Recipient shall designate the REDISSE-PIU to be responsible for day to day management of the Project activities, including : (i) providing technical assistance for the Project ; (ii) carrying out Project fiduciary management of the Project (including financial management, internal audit, disbursement and procurement activities) ; (iii) monitoring and evaluating Project activities; (iv) collaborating with the Project Technical Committee to prepare the Annual Work Plans and Budgets ; (v) preparing and consolidating periodic progress reports in accordance with provisions of the Project Implementation Manual; (vi) coordinating with stakeholders involved in Project implementation; (vii) monitoring and evaluation of the Project ; and (viii) ensuring compliance with the Environmental and Social Commitment Plan («ESCP») and environmental and social instruments therein for Project activities.

(c) The REDISSE-PIU, shall be at all times throughout the Project implementation period, a dedicated Project team with *inter alia* : (i) a coordinator ; (ii) a financial management specialist ; (iii) an accountant ; (iv) an environmental safeguard specialist ; (v) a social safeguard specialist ; and (vi) sexual exploitation and abuse/sexual harassment specialist ; each of whose qualifications, experience and terms of reference shall be acceptable to the Association.

(d) The REDISSE-PIU shall, not later than sixty (60) days after the Effective Date, recruit for the dedicated Project team a Vaccination Specialist with qualifications, experience and terms of reference satisfactory to the Association, in accordance with the provisions of the Project Implementation Manual.

(e) The Recipient shall ensure that internal and external monitoring and verification of the activities under Part 1.4 of the Project will be carried out in accordance with the provisions of the Vaccine Delivery and Distribution Manual.

5. Integrated National COVID-19 Response and Preparedness Plan and National Deployment and Vaccination Plan

Without limitation to Section 3.01 of this Agreement, the Recipient shall ensure that the Project is carried out in accordance with the Integrated National COVID-19 Response and Preparedness Plan and the National Deployment and Vaccination Plan, all in a manner acceptable to the Association.

B. Project Manuals.

Project Implementation Manual

1. No later than thirty (30) days after the Effective Date, the Recipient, through the MoH, shall :

(a) update and adopt the project implementation manual for the Original Project (as so updated, «Project Implementation Manual» or «PIM») in a manner and on terms acceptable to the Association, containing, specificities of the Project such as, *inter alia*, detailed arrangements and procedures for : (i) implementation arrangements ; (ii) administrative aspects ; (iii) procurement; (iv) terms and conditions, criteria and procedures to be applied for the provision of Hazard Pay ; (v) implementation of Environmental and Social Standards ; (vi) financial management and accounting ; (vii) monitoring and evaluation ; (viii) personal data collection and processing in accordance with applicable national law and good international practice ; (ix) development and approval of the Annual Work Plans and Budgets ; and (x) such other technical, administrative, fiduciary or coordination arrangements as may be necessary to ensure effective Project implementation ; and

(b) (i) furnish the updated PIM referred to in Section I.B.1(a) above to the Association for review ; (ii) afford the Association a reasonable opportunity to exchange views with the Recipient on said PIM ; and (iii) adopt said updated PIM as shall have been approved by the Association.

Vaccine Delivery and Distribution Manual

2. Without limitation on Section I.B.1 above, in order to ensure adequate implementation of Part 1.4 of the Project, the Recipient shall, by no later than thirty (30) days after the Effective Date, prepare and adopt, a manual for the Project COVID-19 Vaccine delivery and distribution («Vaccine Delivery and Distribution Manual»), in form and substance satisfactory to the Association, which shall include :

(a) rules and procedures for prioritizing intra-country vaccine allocation following principles established in the WHO Fair Allocation Framework, including an action plan setting out the timeline and steps for implementing such rules ;

(b) rules and procedures establishing minimum standards for vaccine management and monitoring, including medical and technical criteria, communications

and outreach plan, cold chain infrastructure, and other related logistics infrastructure ;

(c) rules and procedures for processing and collecting Personal Data in accordance with national law on Personal Data protection and good international practice ;

(d) vaccine distribution plan, including action plan setting out timeline and steps for immunization ;

(e) arrangements for the procurement (whether, *inter alia*, via advance purchase mechanisms, direct procurement or through the COVAX facility), importation, storage and deployment of Project COVID-19 Vaccines, including increased/equitable access to Project COVID-19 Vaccines ; and

(f) verification mechanisms of Project COVID-19 Vaccine deployment (including verification carried out by the Recipient's MoH and external verification based on monitoring and evaluation conducted by WHO and other COVAX facility's partners).

3. The Recipient shall carry out the Project in accordance with this Agreement, the Project Implementation Manual, and the Vaccine Delivery and Distribution Manual.

4. Except as the Association shall otherwise agree, the Recipient shall not assign, amend, abrogate, or waive the provisions of the Project Implementation Manual or the Vaccine Delivery and Distribution Manual without prior written approval of the Association.

5. In the event of any conflict between the provisions of the Project Implementation Manual or Vaccine Delivery and Distribution Manual and this Agreement, the provisions of this Agreement shall prevail.

C. Standards for Project COVID-19 Vaccine Approval

All Project COVID-19 Vaccine acquired under Part 1.4 of the Project shall satisfy the Vaccine Approval Criteria.

D. Annual Work Plans and Budgets

1. The Recipient shall :

(a) not later than November 30 of each calendar year during Project implementation (but not later than June 30, 2021 (or such later date as agreed by the Bank) for the first year of Project implementation), prepare and furnish to the Association for its approval, the Annual Work Plan and Budget («A WPB»), setting forth, *inter alia* : (i) a detailed description of planned Project activities for the following calendar year ; (ii) the sources and uses of funds therefor ; (iii) responsibility for execution of said Project Activities ; (iv) a detailed timetable for the sequencing and implementation of said activities ; and (v) the types of expenditures required for such activities, a proposed financing plan and a budget, outputs, and monitoring indicators to track progress of each activity ;

(b) afford the Association a reasonable opportunity to exchange views with the Recipient on such proposed

AWPB ; and thereafter approve the AWPB, on an absence of objection basis of the Project Steering Committee (as detailed in the PIM) ; and

(c) ensure that the Project is carried out in accordance with the A WPB as shall have been approved by the Association, and only those activities which are included in the AWPB shall be implemented (provided, however, that in the event of any conflict between the AWPB and the provisions of this Agreement, the provisions of this Agreement shall prevail).

2. The Recipient shall carry out Training on the basis of A WPBs, which shall identify : (a) particulars of the training envisaged ; (b) the personnel to be trained; (c) the selection methods and criteria of the institution or individuals conducting such training ; (d) the institution conducting such training if identified ; (e) the purpose and justification for such training ; (f) the location and duration of the proposed training ; and (g) the estimate of the cost of such training.

3. Except with the prior and written concurrence of the Association, the AWPBs shall not be waived, amended or otherwise modified to include new activities.

E. Environmental and Social Standards

1. The Recipient shall ensure that the Project is carried out in accordance with the Environmental and Social Standards, in a manner acceptable to the Association.

2. Without limitation upon paragraph 1 above, the Recipient shall ensure that the Project is implemented in accordance with the Environmental and Social Commitment Plan ("ESCP»), in a manner acceptable to the Association. To this end, the Recipient shall ensure that :

(a) the measures and actions specified in the ESCP are implemented with due diligence and efficiency, and provided in the ESCP ;

(b) sufficient funds are available to cover the costs of implementing the ESCP ;

(c) policies and procedures are maintained, and qualified and experienced staff in adequate numbers are retained to implement the ESCP, as provided in the ESCP; and

(d) the ESCP, or any provision thereof, is not amended, repealed, suspended or waived, except as the Association shall otherwise agree in writing, as specified in the ESCP, and ensure that the revised ESCP is disclosed promptly thereafter.

3. In case of any inconsistencies between the ESCP and the provisions of this Agreement, the provisions of this Agreement shall prevail.

4. The Recipient shall ensure that :

(a) all measures necessary are taken to collect, compile, and furnish to the Association through regular reports, with the frequency specified in the ESCP, and promptly in a separate report or reports, if so requested by the Association, information on

the status of compliance with the ESCP and the environmental and social instruments referred to therein, all such reports in form and substance acceptable to the Association, setting out, *inter alia* : (i) the status of implementation of the ESCP ; (ii) conditions, if any, which interfere or threaten to interfere with the implementation of the ESCP ; and (iii) corrective and preventive measures taken or required to be taken to address such conditions ; and

(b) the Association is promptly notified of any incident or accident related to or having an impact on the Project which has, or is likely to have, a significant adverse effect on the environment, the affected communities, the public or workers, in accordance with the ESCP, the environmental and social instruments referenced therein and the Environmental and Social Standards.

5. The Recipient shall establish, publicize, maintain and operate an accessible grievance mechanism, to receive and facilitate resolution of concerns and grievances of Project-affected people, and take all measures necessary and appropriate to resolve, or facilitate the resolution of, such concerns and grievances, in a manner acceptable to the Association.

6. The Recipient shall ensure that all bidding documents and contracts for civil works under the Project include the obligation of contractors and subcontractors, and supervising entities to : (a) comply with the relevant aspects of ESCP and the environmental and social instruments referred to therein ; and (b) adopt and enforce codes of conduct that should be provided to and signed by all workers, detailing measures to address environmental, social, health and safety risks, and the risks of sexual exploitation and abuse, sexual harassment and violence against children, all as applicable to such civil works commissioned or carried out pursuant to said contracts.

Section II. Project Monitoring, Reporting and Evaluation

1. The Recipient shall furnish to the Association each Project Report not later than one (1) month after the end of each calendar semester, covering the calendar semester.

2. Except as may otherwise be explicitly required or permitted under this Agreement or as may be explicitly requested by the Association, in sharing any information, report or document related to the activities described in Schedule 1 of this Agreement, the Recipient shall ensure that such information, report or document does not include Personal Data.

Section III. Withdrawal of the Proceeds of the Financing

A. General

Without limitation upon the provisions of Article II of the General Conditions and in accordance with the Disbursement and Financial Information Letter, the Recipient may withdraw the proceeds of the Financing to finance Eligible Expenditures ; in the amount allocated and, if applicable, up to the percentage set forth against each Category of the following table :

Category	Amount of the Credit Allocated (expressed in EUR)	Percentage of Expenditures to be Financed (exclusive of Taxes)
(1) Goods (including Project COVID-19 Vaccines), works, non-consulting services, consulting services, Operating Costs and Training under Part 1.4 of the Project.	8,600,000	100%
(2) Goods, works, non-consulting services, consulting services, Operating Costs and Training under Parts 1.1 (g), 1.2 (e) (f) (g) (h), 2.3, 3. 1(c), and 3.2(c) of the Project	1,700,000	100%
TOTAL AMOUNT	10,300,00 0	

B. Withdrawal Conditions; Withdrawal Period

1. Notwithstanding the provisions of Part A above, no withdrawal shall be made :

(a) for payments made prior to the Signature Date ;

(b) under Category (1), for delivery or distribution of Project COVID-19 Vaccines under Part 1.4 of the Project, unless and until the Vaccine Delivery and Distribution Manual, in form and substance acceptable to the Association, has been duly adopted in accordance with Section I.B.2 of Schedule 2 to this Agreement.

2. The Closing Date is April 30, 2023.

Schedule 3 Repayment Schedule

Date Payment Due	Principal Amount of the Credit repayable (expressed as a percentage)*
On each May 15 and November 15 :	
commencing November 15, 2026, to and including May 15, 2046	1.65%
Commencing November 15, 2046, to and including May 15, 2051	3.40%

* The percentages represent the percentage of the principal amount of the Credit to be repaid, except as the Association may otherwise specify pursuant to Section 3.0S(b) of the General Conditions.

June 30, 2021

H.E. Roger Rigobert Andely
Minister of Finance, Budget and Public Portfolio
Ministry of Finance, Budget and Public Portfolio
B.P. : 2083, Brazzaville
Republic of Congo

Republic of Congo -COVID-19 Emergency Response Project
Credit No. 6634-CG
First Amendment to the Financing Agreement

Excellency :

We refer to the Financing Agreement between the Republic of Congo ("Recipient") and the International Development Association («Association»), dated April 24, 2020 («Financing Agreement»), for the abovementioned Project. Please note that the capitalized terms used in this letter («Amendment Letter») and not defined herein have the meanings ascribed to them in the Agreement.

Pursuant to your letter of October 26, 2020 requesting the Association for specific amendments to the Project, we are pleased to inform you that the Association proposes to amend the Financing Agreement in respect of the provisions below :

1. Schedule 1 to the Agreement is hereby amended to read as set forth in Attachment 1 to this Amendment Letter.

2. Section I.A.4 of Schedule 2 to the Agreement is hereby amended to read as follows :

«5. Project Implementation Unit

(a) The Recipient shall maintain at all times throughout the Project implementation period, from a date agreed upon in writing between the Recipient and the Association, a Project Implementation Unit established under the REDISSE IV Project ("REDISSE-PIU»), with composition, fonctions, staffing, facilities and other resources satisfactory to the Association.

(b) The Recipient shall designate the REDISSE-PIU to be responsible for day to day management of the Project activities, including : (i) providing technical assistance for the Project ; (ii) carrying out Project fiduciary management of the Project (including financial management, internal audit, disbursement and procurement activities) ; (iii) monitoring and evaluating Project activities ; (iv) collaborating with the Project Technical Committee to prepare the Annual Work Plans and Budgets ; (v) preparing and consolidating periodic progress reports in accordance with provisions of the Project Implementation Manual ; (vi) coordinating with stakeholders involved in Project implementation ; (vii) monitoring and evaluation of the Project ; and (viii) ensuring compliance with the Environmental and Social Commitment Plan («ESCP») and environmental and social instruments therein for Project activities.

(c) The REDISSE-PIU shall be at all times throughout the Project implementation period a dedicated Project team with *inter alia* : (i) a coordinator ; (ii) a financial management specialist ; (iii) an accountant; (iv) an environmental safeguard specialist ; (v) a social safeguard specialist ; and (vi) sexual exploitation and abuse/sexual harassment specialist ; each of whose qualifications, experience and terms of reference shall be acceptable to the Association.

(d) The REDISSE-PIU shall, not later than sixty (60) days after the Effective Date, recruit for the dedicated Project team a Vaccination Specialist with qualifications, experience and terms of reference satisfactory to the Association, in accordance with the provisions of the Project Implementation Manual.

(e) The Recipient shall ensure that internal and external monitoring and verification of the activities under Part 1.4 of the Project will be carried out in accordance with the provisions of the Vaccine Delivery and Distribution Manual.

3. Section I.A.5 of Schedule 2 to the Agreement is hereby deleted in its entirety and replaced by :

«5. Integrated National COVID-19 Response and Preparedness Plan and National Deployment and Vaccination Plan

Without limitation to Section 3.01 of this Agreement, the Recipient shall ensure that the Project is carried out in accordance with the Integrated National

COVID-19 Response and Preparedness Plan and the National Deployment and Vaccination Plan, all in a manner acceptable to the Association.»

4. A new Section I.B is hereby added to Schedule 2 to the Agreement to read as follows :

«B. Project Manuals

Project Implementation Manual

1. No later than thirty (30) days after the Effective Date (or such later date as agreed by the Association), the Recipient, through the MoH, shall :

(a) update and adopt the REDISSE project implementation manual, in a manner and on terms acceptable to the Association (as so updated, "Project Implementation Manual» or («PIM»), containing, specificities of the Project such as, *inter alia*, detailed arrangements and procedures for : (i) implementation arrangements ; (ii) administrative aspects ; (iii) procurement ; (iv) terms and conditions, criteria and procedures to be applied for the provision of Hazard Pay ; (v) implementation of Environmental and Social Standards ; (vi) financial management and accounting ; (vii) monitoring and evaluation ; (viii) personal data collection and processing in accordance with applicable national law and good international practice ; (ix) development and approval of the Annual Work Plans and Budgets ; and (x) such other technical, administrative, fiduciary or coordination arrangements as may be necessary to ensure effective Project implementation ; and

(b) (i) furnish the updated PIM referred to in Section I.B.1(a) above to the Association for review ; (ii) afford the Association a reasonable opportunity to exchange views with the Recipient on said PIM ; and (iii) adopt said updated PIM as shall have been approved by the Association.

Vaccine Delivery and Distribution Manual

2. Without limitation on Section I.B.1 above, in order to ensure adequate implementation of Part 1.4 of the Project, the Recipient shall, by no later than thirty (30) days after the Effective Date, prepare and adopt, a manual for the Project COVID-19 Vaccine delivery and distribution («Vaccine Delivery and Distribution Manual»), in form and substance satisfactory to the Association, which shall include :

(a) rules and procedures for prioritizing intra-country vaccine allocation following principles established in the WHO Fair Allocation Framework, including an action plan setting out the timeline and steps for implementing such rules ;

(b) rules and procedures establishing minimum standards for vaccine management and monitoring, including medical and technical criteria, communications and outreach plan, cold chain infrastructure, and other related logistics infrastructure ;

(c) rules and procedures for processing and collecting Personal Data in accordance with national law on Personal Data protection and good international practice ;

(d) vaccine distribution plan, including action plan setting out timeline and steps for immunization ;

(e) arrangements for the procurement (whether, *inter alia*, via advance purchase mechanisms, direct procurement or through the COV AX facility), importation, storage and deployment of Project COVID-19 Vaccines, including increased/equitable access to Project COVID-19 Vaccines ; and

(f) verification mechanisms of Project COVID-19 Vaccine deployment (including verification carried out by the Recipient's MoH, and external verification based on monitoring and evaluation conducted by WHO and other COVAX facility's partners).

3. The Recipient shall carry out and implement the Project in accordance with this Agreement, the Project Implementation Manual, and the Vaccine Delivery and Distribution Manual.

4. Except as the Association shall otherwise agree, the Recipient shall not assign, amend, abrogate, or waive the provisions of the Project Implementation Manual or the Vaccine Delivery and Distribution Manual without prior written approval of the Association.

5. In the event of any conflict between the provisions of the Project Implementation Manual or Vaccine Delivery and Distribution Manual and this Agreement, the provisions of this Agreement shall prevail.»

5. Section I.B of Schedule 2 to the Agreement is hereby renumbered as Section I.C.

6. Section I.C of Schedule 2 to the Agreement is hereby renumbered as Section I.D.

7. Section II of Schedule 2 to the Agreement is hereby amended to read as follows :

«Section II. Project Monitoring, Reporting and Evaluation

1. The Recipient shall furnish to the Association each Project Report not later than one month after the end of each calendar semester, covering the calendar semester.

2. Except as may otherwise be explicitly required or permitted under this Agreement or as may be explicitly requested by the Association, in sharing any information, report or document related to the activities described in Schedule 1 of this Agreement, the Recipient shall ensure that such information, report or document does not include Personal Data.»

8. The table under Section III.A of Schedule 2 to the Agreement is hereby amended to read as set forth in Attachment 2 to this Amendment Letter.

9. Section III.B of Schedule 2 to the Agreement is

hereby amended to read as follows :

«The Closing Date is April 30, 2023.»

10. A new Section IV is hereby added to Schedule 2 to the Agreement to read as follows :

«Section IV. Other Undertakings

A. Standards for Project COVID-19 Vaccine Approval.

All Project COVID-19 Vaccines shall satisfy the Vaccine Approval Criteria.»

11. The Appendix to the Financing Agreement is hereby amended to read as set forth in Attachment 3 to this Amendment Letter.

All the terms and conditions of the Financing Agreement that have not been amended hereby shall remain unchanged and in full force and effect.

Please confirm your agreement with the foregoing amendment, on behalf of the Recipient, by signing, dating and returning to the Association the enclosed copy of this Amendment Letter. This Amendment Letter shall become effective as of the date of its countersignature upon receipt by the Association of a countersigned copy of this letter.

Sincerely,

Abdoulaye Seck
Country Director for Republic of Congo
Africa West and Central Region

Confirmed and agreed :

Republic of Congo

By : _____

Name : Rigobert Roger ANDELY
Title : Ministre des Finances, du Budget et du Portefeuille Public
Date : 30/06/2021

Attachment 1

«SCHEDULE 1
Project Description

The objective of the Project is to prevent, detect, and respond to the threat posed by COVID-19 and strengthen national systems for public health preparedness in the Republic of Congo.

The Project constitutes a phase of the MPA Program, and consists of the following parts :

Part 1: Emergency COVID-19 Response and Health System Strengthening

Providing immediate support to prevent COVID-19 from arriving or limiting local transmission through

containment strategies, including the following :

1.1. Early Case Detection, Laboratory Confirmation, Contact Tracing, Recording, Reporting

Enhancing early case detection, laboratory confirmation, contact tracing, recording and reporting through, *inter alia* : (a) strengthening disease surveillance systems, public health laboratories, and epidemiological capacity for early detection and confirmation of cases; (b) combining detection of new cases with active contact tracing ; (c) supporting epidemiological investigation ; (d) strengthening risk assessment ; (e) providing on-time data and information for guiding decision-making, response and mitigation activities ; (f) strengthening the health management information systems to facilitate recording, on-time virtual sharing of information, and decision-making based on data ; and (g) supporting vaccine surveillance and expanding testing, through acquisition and distribution of lab testing equipment and supplies, personal protective equipment and life-saving medical equipment for COVID-19 response, testing and case management, all for the benefit of selected health facilities and laboratories.

1.2. Health System Strengthening

(a) Relieving the burden on health care services, by :

(i) rehabilitating and equipping selected : (A) primary health care facilities and hospitals, in particular intensive care facilities ; (B) public health laboratories ; and (C) the national blood transfusion center, in order to deliver critical medical services ;

(ii) financing the establishment of specialized units in selected hospitals to strengthen clinical capacity ;

(iii) developing treatment guidelines ; and

(iv) establishing strategies to increase hospital bed availability, including deferring elective procedures, more stringent triage for admission and earlier discharge with follow-up by home health care personnel.

(b) Improving infection prevention and control through, *inter alia* :

(i) developing intra-hospital infection control measures; (ii) ensuring the availability of safe blood products ; (iii) ensuring safe water and basic sanitation in health facilities ; (iv) strengthening medical waste management and disposal systems ; (v) providing critical medical supplies including protective equipment ; and (vi) promoting personal hygiene including handwashing among health workers, and raising awareness on COVID-19 to slow the spread of the pandemic.

(c) Strengthening human resource through the financing of activities in connection with, *inter alia* : (i) communication activities (including outreach or advertisement) in order to identify and mobilize health workers across the Recipient's territory ; (ii) Training to health facilities staff on hygiene, infection prevention and control ; (iii) clinical Training to health teams ; (iv) Training on risk mitigation measures

for health facilities' staff and front-line workers ; (v) Training for animal health workers on treatment of infected animals and reporting procedures; and (vi) reasonable Hazard Pay for health workers addressing the pandemic.

(d) Providing quality critical medical supplies (including equipment, reagents, and commodities) by implementing a procurement and supply chain plan, based on the national supplies list for the COVID-19 response, in collaboration with WHO, UNICEF, WFP, the Recipient's national drug regulatory authority, and the Recipient's national drug medical stores.

(e) Supporting the development of mobile vaccine delivery units and acquisition and distribution of mobile outreach equipment to selected health workers.

(f) Strengthening human resources through the financing of activities including, *inter alia* : (i) awareness-raising activities in order to identify health facilities staff and frontline ancillary staff across the Recipient's territory ; (ii) Training for health facilities staff and front-line ancillary workers on vaccine preparedness ; and (iii) strengthening of a human resources health information system.

(g) Strengthening regulatory systems capacity, including *inter alia* : (i) strengthening and adapting the pharmacovigilance system to detect adverse effects following Project COVID-19 Vaccine immunization ; (ii) developing a vaccine adverse event reporting system ; and (iii) implementing relevant traceability activities to track Project COVID-19 Vaccines.

(h) Supporting the development of the Recipient's health data-related infrastructure, including *inter alia* : (i) models for innovative tracking schemes, digitized health records, electronic immunization records, coverage mapping methods; and (ii) supply chain digitization.

1.3. National and Sub-National Prevention and Preparedness

(a) Developing observatories within the Recipient's public health emergency operations center and building analytical and assessment capacity within national primary human health systems.

(b) Supporting the development of the Integrated National COVID-19 Response and Preparedness Plan to :

(i) improve prevention of and response planning for Emerging Infectious Diseases (EIDs) in the context of human and animal health ;

(ii) support simulation exercises in selected provinces ; and

(iii) supplement the activities of the Regional Disease Surveillance Systems Enhancement IV Project ("REDISSE IV Project"), by strengthening the One Health system at the department level through the organization of workshops and the development of a departmental guidance to address One Health.

1.4 Immunization System Enhancements and COVID-19 Vaccination

Supporting Project COVID-19 Vaccines acquisition, planning and distribution, including the following :

(a) financing of : (i) the procurement, importation, storage, transportation and distribution of Project COVID-19 Vaccines, including increased/equitable access to Project COVID-19 Vaccines procured via advance purchase mechanisms or via direct procurement ; (ii) the development of a Project COVID-19 Vaccines procurement plan ; (iii) the acquisition and distribution of vaccination ancillary supply kits (i.e., inter alia, needles, syringes, vaccination record cards, alcohol prep pads, personal protective equipment for vaccinators), waste management boxes, non-energy consuming coolant packs, and temperature monitoring devices ;

(b) strengthening the immunization program to effectively deploy and deliver Project COVID-19 Vaccines, through update of existing cold chain facilities, acquisition of ultra-cold chain equipment, and provision of logistics infrastructure ; and

(c) strengthening the Recipient's policies and institutional framework to enable safe and effective deployment of Project COVID-19 Vaccines, including : (i) developing and/or revising policies ensuring no forced vaccination ; and (ii) developing a policy for prioritizing intra-country vaccine allocation.

Part 2 : Communication campaign, Community Engagement and Behavior Change

2.1. Supporting communication campaigns through, inter alia :

(a) massive nationwide campaigns promoting and marketing handwashing through different communication channels ;

(b) increasing the attention and commitment of the government, private sector, civil society, community leaders, and religious leaders to raise awareness, knowledge and understanding among the general population on the risk and potential impact of the pandemic ;

(c) developing multi-sectoral strategies to address the pandemic ; and

(d) developing and distributing basic communication materials including (i) materials on COVID-19 ; (ii) general preventative measures for the general public ; (iii) symposia on surveillance, treatment and prophylaxis.

2.2. Developing community and multi-stakeholder engagement through inter alia :

(a) improving inclusion and healthcare worker safety ;

(b) developing : (i) community-centered feedback mechanisms, (ii) anthropologist and social scientist feedback, (iii) community engagement activities with local religious, traditional and community leaders, and (iv) community-based structures for health workers to better communicate with local populations ;

(c) improving community-based epidemiological surveillance networks ;

(d) carrying out community-based animal disease surveillance and early warning networks ;

(e) establishing at the community level of early warning systems to support an emergency reporting and feedback system against notifiable diseases ;

(f) developing, testing, and sending key messages and materials for pandemic and other emerging infectious disease outbreak ; and

(g) enhancing communication infrastructure to disseminate information at the national, state and local levels as well as between the public and private sectors.

2.3. Implementing national risks communication and advocacy campaigns related to Project COVID-19 Vaccines; and developing a community and multi-stakeholder engagement to increase awareness of COVID-19 prevention. Project COVID-19 Vaccines and associated public health services.

Part 3 : Implementation Management and Monitoring and Evaluation

3.1. Coordination, Financial Management and Procurement

Supporting Project coordination by : (a) using existing REDISSE-PIU to coordinate Project activities, procurement and financial management of the Project ; (b) recruiting additional staff and consultants dedicated to the implementation of the Project, placed within the REDISSE-PIU, responsible for overall administration, procurement and financial management, and Environmental and Social Standards compliance of the Project ; and (c) financing Project coordination activities including : (i) carrying out Project administration, procurement, environmental, social, financial management activities ; (ii) preparing a Vaccine Delivery and Distribution Manual ; and (iii) setting up accountability, grievances and citizen and community engagement mechanisms.

3.2. Monitoring and Evaluation

Supporting the monitoring and evaluation of Project implementation : (a) based on an agreed monitoring and evaluation section in the Project Implementation Manual ; (b) using traditional and innovative tools for remote monitoring as needed ; and (c) based on verification mechanisms included in the Vaccine Delivery and Distribution Manual.

Attachment 2

«Category	Amount of the Credit Allocated (expressed in EUR)	Percentage of Expenditures to be Financed (exclusive of Taxes)
(1) Goods, works, non-consulting services, and consulting services, Hazard Pay, Operating Costs and Training under the Project except for Parts 1.1 (g), 1.2 (e)(f)(g) (h), 1.4, 2.3, 3.1(c) and 3.2(c) of the Project	10,400,000	100%
TOTAL AMOUNT	10,400.000	

Attachment 3

APPENDIX Definitions

1. “*Annual Work Plan and Budget*” or “*AWPB*” means each annual work plan, together with the related budget, to be prepared by the Recipient for the Project approved by the Association pursuant to the provisions of Section I.D of Schedule 2 to this Agreement.

2. “*Anti-Corruption Guidelines*” means, for purposes of paragraph 5 of the Appendix to the General Conditions, the “*Guidelines on Preventing and Combating Fraud and Corruption in Projects Financed by IBRD Loans and IDA Credits and Grants*”, dated October 15, 2006 and revised in January 2011 and as of July 1, 2016.

3. “*Basis Adjustment to the Interest Charge*” means the Association’s standard basis adjustment to the Interest Charge for credits in the currency of denomination of the Credit, in effect at 12:01 a.m. Washington, D.C. time, on the date on which the Credit is approved by the Executive Directors of the Association, and expressed either as a positive or negative percentage per annum.

4. “*Basis Adjustment to the Service Charge*” means the Association’s standard basis adjustment to the Service Charge for credits in the currency of denomination of the Credit, in effect at 12:01 am. Washington, D.C. time, on the date on which the Credit is approved by the Executive Directors of the Association, and expressed either as a positive or negative percentage per annum.

5. “*Category*” means a category set forth in the table in Section III.A of Schedule 2 to this Agreement.

6. “*COVAX Facility*” means the COVID-19 Vaccine Global Access Facility, a mechanism through which demand and resources are pooled to support the availability of, and equitable access to, COVID-19 vaccines for all economies, and which is coordinated by Gavi, the Vaccine Alliance, the Coalition for Epidemic Preparedness Innovations (CEPI), and the WHO.

7. “*COVID-19*” means the coronavirus disease caused by the 2019 novel coronavirus (SARS-CoV-2).

8. “*EID*” means emerging infectious disease.

9. “*Environmental and Social Commitment Plan*” or “*ESCP*” means the environmental and social commitment plan for the Project, dated April 10, 2020 and updated on April 9, 2021, as the same may be amended from time to time in accordance with the provisions thereof, which sets out the material measures and actions that the Recipient shall carry out or cause to be carried out to address the potential environmental and social risks and impacts of the Project, including the timeframes of the actions and measures, institutional, staffing, training, monitoring and reporting arrangements, and any environmental and social instruments to be prepared thereunder.

10. “*Environmental and Social Management Framework*” or “*ESMF*” means the same plan prepared for the Original Project and to be prepared, disclosed, consulted upon and adopted for this Additional Financing.

11. “*Environmental and Social Standards*” or “*ESSs*” means, collectively : (i) «*Environmental and Social Standard 1 : Assessment and Management of Environmental and Social Risks and Impacts*» ; (ii) «*Environmental and*

Social Standard 2 : Labor and Working Conditions» ; (iii) «Environmental and Social Standard 3 : Resource Efficiency and Pollution Prevention and Management» ; (iv) «Environmental and Social Standard 4 : Community Health and Safety» ; (v) «Environmental and Social Standard 5 : Land Acquisition, Restrictions on Land Use and Involuntary Resettlement» ; (vi) «Environmental and Social Standard 6 : Biodiversity Conservation and Sustainable Management of Living Natural Resources» ; (vii) «Environmental and Social Standard 7 : Indigenous Peoples/ SubSaharan Historically Underserved Traditional Local Communities» ; (viii) «Environmental and Social Standard 8 : Cultural Heritage» ; (ix) «Environmental and Social Standard 9 : Financial Intermediaries» ; (x) «Environmental and Social Standard 10 : Stakeholder Engagement and Information Disclosure» ; effective on October 1, 2018, as published by the Association.

12. «*General Conditions*» means the «*International Development Association General Conditions for IDA Financing, Investment Project Financing*», dated December 14, 2018 (revised on August 1, 2020).

13. «*Hazard Pay*» means a reasonable benefit provided directly to eligible community workers/health care workers implementing COVID-19 pandemic response activities under the Project, in accordance with terms and conditions (including *inter alia*, eligibility criteria, payment terms and methods, maximum amount per person and per pay period) set forth in the Project Implementation Manual.

14. «*Integrated National COVID-19 Response and Preparedness Plan*» means the Recipient's emergency response plan for COVID-19, dated March 2020, as said document may be modified from time to time, and such term includes all schedules and annexes to said document.

15. «*Ministry of Health, Population, Promotion of Women and Integration of Women in Development*» and «*MoH*» each means the Recipient's Ministry in charge of health, or any successor thereto.

16. «*Minister of Planning, Statistics, Regional Integration, Transports, Civil Aviation, and Merchant Navy*» means the Recipient's Minister in charge of planning, or any successor thereto.

17. «*MPA Program*» means the global emergency multiphase programmatic approach program designed to assist countries to prevent, detect and respond to the threat posed by COVID-19 and strengthen national systems for public health preparedness.

18. «*National Development and Vaccination Plan*» means the Recipient's immunization plan for COVID-19, dated February 15, 2021, and acceptable to the Association, as said document may be modified from time to time, and such term includes all schedules and annexes to said document.

19. «*One Health*» means the concept that the health of animals, the health of people, and the viability of

ecosystems are inextricably linked.

20. «*Operating Costs*» means the reasonable incremental expenses incurred by the Recipient on account of Project implementation, including costs related office equipment and supplies, vehicle operation and maintenance, shipping costs, office rentals, communication and insurance costs, office administration costs, bank charges, utilities, transport costs, travel, *per diem* and supervision costs, and salaries of contracted employees, including reasonable hazard payments/indemnity pay, but excluding salaries of officials of the Recipient's civil service.

21. «*Personal Data*» means any information relating to an identified or identifiable individual. An identifiable individual is one who can be identified by reasonable means, directly or indirectly, by reference to an attribute or combination of attributes within the data, or combination of the data with other available information. Attributes that can be used to identify an identifiable individual include, but are not limited to, name, identification number, location data, online identifier, metadata and factors specific to the physical, physiological, genetic, mental, economic, cultural or social identity of an individual.

22. «*Procurement Regulations*» means, for purposes of paragraph 87 of the Appendix to the General Conditions, the «*World Bank Procurement Regulations for IPF Borrowers*», dated November 2020.

23. «*Project Implementation Manual*» or «*PIM*» means the implementation manual for the Project referred to in Section I.B.1 of Schedule 2 to this Agreement, as the same may be amended from time to time with the Association's prior written approval.

24. «*Project COVID-19 Vaccine*» means a vaccine for the prevention of COVID-19, authorized by the Recipient's national regulatory authority for distribution, marketing and administration within the territory of the Recipient, and purchased or deployed under the Project ; «*Project COVID-19 Vaccines*» means the plural thereof.

25. «*Project Implementation Unit*» or «*PIU*» means, as from the date of April 5, 2021 agreed in writing between the Recipient and the Association, the project implementation unit of the REDISSE IV Project established within the MoH («*REDISSE-PIU*»), referred to in Section I.A.4 of Schedule 2 to this Agreement.

26. «*Project Steering Committee*» means the guiding committee established and operating under the Recipient's Decree No. 2020-112 dated April 16, 2020, for purposes of Project implementation, as referred to in Section I.A.2 of Schedule 2 to this Agreement.

27. «*Project Technical Committee*» means the technical committee established and operating under the Recipient's Decree No. 2020-91 dated March 27, 2020 for purposes of the COVID-19 national response, as referred to in Section I.A.2 of Schedule 2 to this Agreement.

28. «*Regional Disease Surveillance Systems Enhancement IV Project*» or «*REDISSE IV Project*» means the project financed by the Association under the Financing Agreement (Credit No. 64990-CG) between the Recipient and the Association dated October 19, 2019.

29. «*Regions*» mean the regional areas of the North America, South America, Europe, Asia, Asia Pacific, and Africa.

30. «*Signature Date*» means the later of the two dates on which the Recipient and the Association signed this Agreement and such definition applies to all references to «the date of the Financing Agreement» in the General Conditions.

31. «*Stakeholder Engagement Plan*» or «*SEP*» means the same plan prepared for the Original Project and to be updated, disclosed, consulted upon and adopted for this Additional Financing.

32. «*Stringent Regulatory Authority*» means a National Regulatory Authority («*NRA*») that is classified by WHO as a Stringent Regulatory Authority.

33. «*Training*» means the reasonable costs incurred by the Recipient associated with training under the Project, based on the relevant Annual Work Plan and Budget, and attributable to study tours, training courses, seminars, workshops and other training activities, not included under service providers' contracts, including costs of purchase and publication of training materials, facilities and equipment rental, travel, accommodation and *per diem* costs of trainees and trainers, trainers' fees, and other training related miscellaneous costs.

34. «*UNICEF*» means United Nations Children's Fund.

35. «*Vaccine Approval Criteria*» means that the Project COVID-19 Vaccine : (a) has received regular or emergency licensure or authorization from at least one of the Stringent Regulatory Authorities identified by WHO for vaccines procured and/or supplied under the COVAX Facility, as may be amended from time to time by WHO ; (b) has received the WHO Prequalification or WHO Emergency Use Listing ; or (c) has met such other criteria as may be agreed in writing between the Recipient and the Association.

36. «*Vaccine Delivery and Distribution Manual*» means the Recipient's manual referred to in Section 1.B.2 of Schedule 2 to this Agreement, as the same may be amended from time to time with the Association's prior written approval.

37. «*Vaccination Specialist*» means the public health specialist with vaccination expertise to be recruited within the REDISSE-PIU, with qualifications, experience and terms of reference satisfactory to the Association and in accordance with provisions of the PIM and Section I.A.4(d) of Schedule 2 to this Agreement.

38. «*WHO*» means World Health Organization.

39. «*WHO Emergency Use Listing*» means a risk-based procedure for assessing and listing by WHO of unlicensed vaccines, therapeutics, and in vitro diagnostics with the aim of expediting the availability of these products to people affected by a declared public health emergency.

40. «*WHO Fair Allocation Framework*» means the WHO's allocation framework as elaborated in its working paper on «*Fair allocation mechanism for COVID-19 vaccines through the COVAX Facility*» dated September 9, 2020, for prioritizing : (a) frontline workers in health and social care settings ; (b) the elderly ; and (c) and people who have underlying conditions that put them at a higher risk of death.

41. «*WHO Prequalification*» means a service provided by WHO to assess the quality, safety, and efficacy of medical products for priority diseases, and which are intended for United Nations and international procurement to developing countries.

42. «*WFP*» means World Food Program.

Date: *june 30, 2021*

H.E. Roger Rigobert Andely
Minister of Finance, Budget and Public Portfolio
Ministry of Finance, Budget and Public Portfolio
B.P. 2083, Brazzaville
Republic of Congo

Re: Republic of Congo
IDA Credit 6953-CG

(*Republic of Congo COVID-19 Emergency Response Project*)
Additional Financing

Additional Instructions: Disbursement and Financial Information Letter.

Excellency :

I refer to the Financing Agreement between Republic of Congo (the «Recipient») and the International Development Association (the «Association») for the above-referenced Project. The General Conditions, as defined in the Financing Agreement, provide that the Recipient may from time to time request withdrawals of Credit amounts from the Credit Account in accordance with the Disbursement and Financial Information Letter, and such additional instructions as the Association may specify from time to time by notice to the Recipient. The General Conditions also provide that the Disbursement and Financial Information Letter may set out Project specific financial reporting requirements. This letter constitutes such Disbursement and Financial Information Letter («DFIL»), and may be revised from time to time.

I. Disbursement Arrangements, Withdrawal of Credit Funds, and Reporting of Uses of Credit Funds.

The *Disbursement Guidelines for Investment Project Financing*, dated February 2017, («Disbursement Guidelines») are available in the Association's public website at [https:// www.worldbank.org](https://www.worldbank.org) and its secure website «Client Connection» at [https:// clientconnection.worldbank.org](https://clientconnection.worldbank.org). The Disbursement Guidelines are an integral part of the DFIL, and the manner in which the provisions in the guidelines apply to the Credit is specified below.

(i) Disbursement Arrangements

• **General Provisions** (Schedule 1). The table in Schedule 1 sets out the disbursement methods which may be used by the Recipient, and conditions, information on registration of authorized signature, processing of withdrawal applications (including minimum value of applications and processing of advances), instructions on supporting documentation, and frequency of reporting on the Designated Account.

(ii) **Electronic Delivery.** Section 11.01 (c) of the General Conditions.

The Recipient will deliver Withdrawal Applications (with supporting documents) electronically through the Association's web-based portal «Client Connection» at <https://clientconnection.worldbank.org>. This option will be effected after the officials designated in writing by the Recipient who are authorized to sign and deliver Withdrawal Applications have registered as users of «Client Connection». The designated officials will deliver Applications electronically by completing the Form 2380, which is accessible through «Client Connection». By signing the Authorized Signatory Letter, the Recipient confirms that it is authorizing such persons to accept Secure Identification Credentials (SIDC) and to deliver the Applications and supporting documents to the Association by electronic means. The Recipient may exercise the option of preparing and delivering Withdrawal Applications in paper form on exceptional cases (including those where the Borrower encounters legal limitations), and which were previously agreed with the Association. By designating officials to use SIDC and by choosing to deliver the Applications electronically, the Recipient confirms through the authorized signatory letter its agreement to : (a) abide by the Terms and Conditions of Use of Secure Identification Credentials in connection with Use of Electronic Means to Process Applications and Supporting Documentation, available in the Association's public website at <https://worldbank.org> and «Client Connection» ; and (b) to cause such official to abide by those terms and conditions.

II. Financial Reports and Audits.

(i) **Financial Reports.** The Recipient must prepare and furnish to the Association not later than forty-five (45) days after the end of each calendar quarter, interim unaudited financial reports («IFR») for the Project covering the quarter. Where a UN agency is contracted by the Recipient, the Recipient is responsible to ensure that the financial reporting requirements applicable to the UN Agency are stipulated in the agreement between the Recipient and the UN agency and met in a timely manner.

(ii) **Audits.** Each audit of the Financial Statements must cover the period of one fiscal year of the Recipient, commencing with the fiscal year in which the first withdrawal was made. The audited Financial Statements for each such period must be furnished to the Association not later than six (6) months after the end of such period. Where a UN agency is contracted by the Recipient, the Recipient is responsible to ensure that the documentation requirements applicable to the UN agency, for project audit purposes, are stipulated in the agreement between the Recipient and the UN agency.

III. Other Information.

For additional information on disbursement arrangements, please refer to the Loan Handbook available on the Association's website (<http://www.worldbank.org/>) and «Client Connection». The Association recommends that you register as a user of «Client Connection». From this website you will be able to prepare and deliver Applications, monitor the near real-time status of the Credit, and retrieve related policy, financial, and procurement information. For more information about the website and registration arrangements, or if you have any queries in relation to the above, please contact the Association by email at AskLoan@WorldBank.org using the above reference.

Very truly yours,
INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION

By _____

Abdoulaye Seck
 Country Director for Republic of Congo
 Africa Region

Schedule I : Disbursement Provisions

Basic Information					
Credit Number	6953-CG	Country	Republic of Congo	Closing Date	Section Finan
		Recipient	Republic of Congo		
		Name of the Project	<i>Republic of Congo COVID-19 Emergency Response Project Additional Financing</i>	Disbursement Deadline Date Subsection 3.7 **	Four 1
Disbursement Methods and Supportinc Documentation					
Disbursement Methods <i>Section 2 (**)</i>	Methods	Supporting Documentation <i>Subsections 4.3 and 4.4 (**)</i>			
Direct Payment	Yes	Copy of records All supporting documentation must be net of taxes			
Reimbursement	Yes	Statement of Expenditure (SOE) in the fonnat provided in Attachment expenditures All supporting documentation must be net of taxes			
Advance (into a Designated Account)	Yes	Statement of Expenditure (SOE) in the format provided in Attachment expenditures All supporting documentation must be net of taxes			
Special Commitments	Yes	Copy of Letter of Credit All supporting documentation must be net of taxes			
Designated Account (Sections 5 and 6 **)					
<i>Type</i>	Segregated			<i>Ceiling</i>	Flexible
<i>Financial Institution – Name</i>	Credit du Congo			<i>Currency</i>	XAF
<i>Frequency of Reporting Subsection 6.3 (**)</i>	Monthly			<i>Amount</i>	06 month for Expenditure
Minimum Value of Applications (subsection 3.5)					
The minimum value of applications for Reimbursement, Direct Payment and Special Commitment is {USD} [equivalent]					
Authorized Signatures (<i>Subsection 3.1 and 3.2 °</i>) <i>The form for Authorized Signatories Letter is provided in Attach Withdrawal and Documentation Applications (Subsection 3.3 and 3.4 ••)</i>					
Authorized Signatures (subsection 3.1 and 3.2). A letter in the fonn attached (attached 1) should be furnished to the World Bank at the address indicated below providing the na signature(s) of the official(s) authorized to sign Application :					
The World Bank Resident Mission Brazzaville Republic of Congo Attention: Abdoulaye Seck Director for Republic of Congo					

Applications (subsections 3.4 - 3.4). Ali Withdrawal Applications and their supporting documentation will be electronically sent Client Connection.
Additional Information
1. In case of payments to UN Agencies (if any) for expenditures of the withdrawal table under Schedule 2 Section disbursements would be made through the payment mechanisms defined in the contract with the UN agency (UN cc special commitment). In case the UN commitment disbursement mechanism is used, an application for issuance of UN by the Recipient. Subsequent payment and documentation of expenditures would be as per the commitment letter to be the agreement between the Recipient and the UN agency. 2. Pursuant to the withdrawal table under Schedule 2 Section ID.A («Withdrawal Table») of the Financing applications and related supporting documentation must be submitted net of taxes. -
Other
None

** Sections and subsections relate to the «Disbursement Guidelines for Investment Project Financing», dated February 2017.

[Attachment I - Form of Authorized Signatory Letter]

[Letterhead]
Ministry of Finance
[Street address]
[City] [Country]

[DATE]

International Development Association
1818 H Street, N.W.
Washington, D.C. 20433
United States of America

Re: [Grant][Credit]¹ No. 6953-CG ([Name of the project])

Attention: _ _ _ _ _ Country Director

I refer to the [Grant] [Credit] Agreement (« Agreement») between the International Development Association (the «Association»), acting as implementing of the]² and [name of recipient] (the «Recipient»), dated _ _ __, providing the above [Grant] [Credit]. For the purposes of Section 2.03 of the General Conditions as defined in the Agreement, any³ [one] of the persons whose authenticated specimen signatures appear below is authorized on behalf of the Recipient to sign applications for withdrawal [and applications for a special commitment] under this [Grant] [Credit].

For the purpose of delivering Applications to the Association, including by electronic means, ⁴[each] of the persons whose authenticated specimen signatures appears below is authorized on behalf of the Recipient, acting ⁵[individually] ⁶[jointly], to deliver Applications, and evidence in support thereof on the terms and conditions specified by the Association.

¹ Instruction to the Recipient : use «Credit» or «Grant» as applicable. *Please delete this footnote in final letter that is sent to the Associations.*

² Instruction to the Recipient : add text in line with the Grant Agreement if applicable ; if not applicable delete it. *Please delete this footnote in final letter that is sent to the Associations.*

³ Instruction to the Recipient : stipulate if more than one person needs to sign Applications, and how many or which positions, and if any thresholds apply. *Please delete this footnote in final letter that is sent to the Association.*

⁴ Instruction to the Recipient : stipulate if more than one person needs to jointly sign Applications, if so, please indicate the actual number. *Please delete this footnote in final letter that is sent to the Association.*

⁵ Instruction to the Recipient : use this bracket if any one of the authorized persons may sign ; if this is not applicable, please delete. *Please delete this footnote in final letter that is sent to the Association.*

⁶ Instruction to the Recipient : use this bracket only if several individuals must jointly sign each Application; if this is not applicable, please delete. *Please delete this footnote in final letter that is sent to the Association.*

This confirms that the Recipient is authorizing such persons to accept Secure Identification Credentials (SIDC) and to deliver the Applications and supporting documents to the Association by electronic means. In full recognition that the Association shall rely upon such representations and warranties, including

without limitation, the representations and warranties contained in the *Terms and Conditions of Use of Secure Identification Credentials in connection with Use of Electronic Means to Process Applications and Supporting Documentation* («Terms and Conditions of Use of SIDC»), the Recipient represents and warrants to the Association that it will cause such persons to abide by those terms and conditions.

This Authorization replaces and supersedes any Authorization currently in the Association records with respect to this Agreement.

[Name], [position] Specimen Signature : _____

[Name], [position] Specimen Signature : _____

[Name], [position] Specimen Signature : _____

Yours truly,

/ signed /

Attachment 2 - Statement of Expenditures

SOE Model Template (incl. listing of prior review payments)

IDA - International Development Association Statement of Expenditures

Payment made during the to
period from

The following expenditures have been incurred during the retroactive financing period (please tick)

Yes	No
Yes	No

The following expenditures have been incurred before the closing date of the loan/credit/grant (please tick)

Financier	
Loan/Credit/Grant #	
Application #	
Category #	
Page #	

											ONLY for the Designated Account		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Item No	Supplier's Name	Brief Description of the Expenditure	Prior Review (Contract?) YES or NO	Contract# (Client Connection* For Prior Review Contracts)	Contract Currency and Amount (Original+ Amendment)	Invoice Number	Date of Payment	Total Amount of Invoice Covered by Application (Net of Retention)	% Financed from the Bank	Eligible Amount (Col 9x10)	Exchange Rate	Date of Withdrawal from the Designated Account	Amount Withdrawn from the Designated Account (Col 11/12)
								0.00		0.00		Total	0.00

Supporting documents for this SOE are retained at

(insert location)

A separate form should be used for each category.

FOR OFFICIAL USE ONLY

Prepared by Ines Etty/Faly Dialio, WFACS

Cleared with and cc : *Marie Aria Nezam, LEGAM*
Lombe Kasonde, HAWH2

Cc : *Francis Tasha Venayen, EAWG2*

June, 30, 2021

H.E. Roger Rigobert Andely
Minister of Finance, Budget and Public Portfolio
Ministry of Finance, Budget and Public Portfolio
B.P. 2083, Brazzaville
Republic of Congo

Re : Republic of Congo: Additional Financing to the
COVID-19 Emergency
Response Project

Bank Facilitated Procurement under Hands-on
Expanded Implementation
Support

Excellency,

We refer to negotiations completed for a Financing Agreement to be entered into between the Republic of Congo and the International Development Association («Bank») for the Additional Financing to the COVID-19 Emergency Response Project.

We are pleased to notify you that the Bank approves your request for Bank Facilitated Procurement as part of its implementation support to the Republic of Congo, under Hands-on Expanded Implementation Support (HEIS). This will support the REDISSE IV PIU in its role as Project Implementation Unit («PIU») in the context of the procurement of COVID-19 emergency response-related goods and services including medical supplies, equipment, COVID-19 vaccines, and supply chain-related equipment, under the terms of this letter («Agreement Letter»). The Bank will provide HEIS under the Bank's procurement framework as part of its implementation support to the PIU in a manner consistent with the Bank's applicable operational policies and procedures.

Bank Facilitated Procurement (BFP) Support

The Bank may provide BFP support for the procurement by the Republic of Congo of medical equipment and consumables, personal protective equipment (PPE), COVID-19 vaccines, and supply chain-related equipment that meet the Bank's eligibility criteria (together referred to as the «Products») by engaging in the following activities :

1. Draft technical requirements and specifications, as requested, for medical equipment and consumables, and PPE.
2. Assist the PIU in drafting procurement documents.
3. Contact suppliers to solicit their interest in supplying the Products to the Republic of Congo.
4. Conduct market research to identify available stock of the agreed list of Products needed under the Project (attached) in the quantities specified, as such list may be updated from time to time by the PIU in agreement with the Bank.
5. Assist the PIU in negotiating prices, delivery terms, and other contract conditions with identified suppliers.
6. Draft final award letters and/or contracts adapted to specific market conditions in accordance with the Bank's procurement framework.
7. Provide support to PIU in contracting logistics services.
8. Provide support for contract management activities, including inspection and quality assurance activities.
9. Facilitate the PIU's review based on publicly available information and data in evaluating if a proposed contract represents value for money.

General

The Bank may provide similar support to other client countries as well as to the Republic of Congo to aggregate demand across countries whenever possible, and may conduct market research to identify suppliers from the private sector, and to facilitate access to governments' and UN agencies' stock. While the Bank will make every effort to assist the Republic of Congo in accessing these markets, it cannot guarantee a successful outcome.

The Republic of Congo acknowledges that any support provided by the Bank for the procurement of a particular vaccine does not constitute an endorsement or warranty of the safety or efficacy of that vaccine. The Republic of Congo acknowledges that the Bank does not assume any responsibility for vaccine efficacy, selection or any adverse events and the decision to authorize the use, distribution and administration of any vaccine is solely the decision of the Republic of Congo.

The Republic of Congo will be responsible for entering into the procurement contracts, and for all ensuing obligations including establishing relevant logistics with suppliers such as arranging the necessary freight/shipment of the goods to their destination, as well as receiving and inspecting the goods and in-country implementation (e.g., cold chain equipment and supplies, vehicles, front-line worker training).

The Bank shall not be liable to the Republic of Congo or any third party for any losses, damages, costs, expenses, penalties, fines, judgements, awards or settlement amounts of any nature whatsoever, whether arising from breach of contract, tort, statute, or any other theory of recovery and irrespective of whatever such costs, expenses, losses or damages are direct, indirect, consequential, special exemplary, punitive or foreseeable, or demands from third parties or from Republic of Congo, that may arise as a result

of or in connection with any activity of the Bank under its provision of the agreed BFP, including with respect to the procurement, distribution, storage, handling, transportation or administration of any Products.

Additionally, the Republic of Congo hereby agrees to :
 (i) indemnify and hold harmless the Bank for any liabilities incurred by the Bank, including, without limitation, any actions brought against it by any third party (whether or not affiliated with the Republic of Congo) on whatever grounds, in connection with the Bank's provision of the support described above, or the reliance by any person on anything done or not done by the Bank ; and (ii) reimburse the Bank for any expenses, including any legal expenses, reasonably incurred by the Bank in connection therewith.

Once the Financing Agreement is declared effective by the Bank, we may make payments on your behalf to the contractors, suppliers, or consultants through the Bank's system of making Direct Payments or Special Commitments from the proceeds of the financing, in accordance with the terms of the Financing Agreement.

If you agree, please countersign two originals of this Letter Agreement, and return one countersigned original of this Letter Agreement to us. You should keep the second countersigned original for your records.

We look forward to working with you.

Sincerely,
Sincerely,

Abdoulaye Seck
Country Director for Republic of Congo
Africa West and Central Region

ACKNOWLEDGE AND AGREED BY :
MINISTER OF FINANCE AND BUDGET
REPUBLIC OF CONGO

BY : _____

Name : **Rigobert Roger ANDELY**
Title : Ministre des Finances, du Budget et du
Portefeuille public
Date : 30/06/2021

CONFIDENTIEL
A NE PAS DIFFUSER
_____.docx

Département Juridique
VERSION PRELIMINAIRE CONFIDENTIELLE
(Sujette à modifications)
Marie Nezam
5 Avril 2021

CREDIT NUMERO _ _ _

Accord de financement
(Financement additionnel du projet de riposte
d'urgence à la COVID-19 en République du Congo)

entre

La République du Congo

Et

L'Association Internationale de Développement

ACCORD DE FINANCEMENT

Accord en date du jour de sa signature entre la République du Congo (« Bénéficiaire ») et l'Association Internationale de Développement (« Association ») aux fins de fournir un financement supplémentaire pour les nouvelles activités et la mise à l'échelle des activités en rapport au projet décrit dans l'accord de financement pour un Projet de riposte d'urgence à la COVID-19 (« Projet initial ») entre le Bénéficiaire et l'Association, en date du 24 avril 2020 (Crédit « 6634-CG) (« Accord de Financement Initial »).

Attendu que :

(A) en vertu de l'Accord de Financement Initial, l'Association a décidé d'octroyer au Bénéficiaire un don d'un montant équivalent à dix millions quatre cent mille Euros (10 400 000 EUR) (« Financement Initial ») pour l'aider à financer le Projet Initial ;

et

(B) le Bénéficiaire a demandé à l'Association de fournir une aide financière supplémentaire pour appuyer les activités en rapport au Projet initial et décrites dans l'Annexe 1 à cet Accord (« Projet ») en fournissant un crédit d'un montant équivalent à douze millions de Dollars des Etats-Unis (12000000 USD) (« Financement Supplémentaire ») ;

Le Bénéficiaire et l'Association conviennent par la présente de ce qui suit :

Article 1 - Conditions Générales ; Définitions

1.01. Les Conditions Générales (définies dans l'Appendice à cet Accord) s'appliquent à cet Accord et en font partie.

1.02. Sauf si le contexte l'exige autrement, les termes en majuscules utilisés dans cet Accord ont le sens qui leur est donné dans les Conditions Générales ou dans le Préambule ou dans l'Appendice à cet Accord.

Article II – Financement

2.01. L'Association accepte d'octroyer au Bénéficiaire un crédit, qui est réputé être un Financement Concessionnel aux fins des Conditions Générales, d'un montant équivalent à douze millions de dollars américains (DTS)] (12 millions USD) (selon le cas, « Crédit » et « Financement»), pour aider à financer le projet décrit dans l'Annexe 1 à cet Accord (« Projet »).]

2.02. Le Bénéficiaire peut retirer les produits de ce Financement conformément à la Section III de

l'Annexe 2 à cet Accord.

2.03. Le Taux Maximal de la Commission d'Engagement est la moitié d'un pour cent (1/2 de 1%) par année sur le Solde du Financement Non Décaissé.

2.04. La Commission de Service est [¹ de trois quarts d'un pour cent (3/4 de 1%) par année sur le Solde de Crédit Retiré] [² le montant le plus élevé entre : (a) la somme de trois quarts d'un pour cent (3/4 de 1%) par année plus l'Ajustement de la Valeur de Base de la Commission de Service ; et (b) les trois quarts d'un pour cent (3/4 de 1%) par année; sur le Solde de Crédit Retiré.]

2.05. Les Intérêts à Courir s'élèvent [³ à un et un quart de pour cent (1,25 %) par an sur le Solde du Crédit Retiré) [au plus élevé des montants entre : (a) la somme d'un et un quart de pour cent (1,25%) par an plus l'Ajustement de la Valeur de Base des Intérêts à Courir ; et (b) zéro pour cent (0 %) par an ; sur le Solde du Crédit Retiré]]

2.06. Les Dates de paiement sont les _____ [1] (15) et _____ [1] (15) de chaque année.

2.07. Le montant du principal du Crédit est remboursé conformément à l'échéancier de remboursement établi dans l'Annexe 3 à cet Accord.

2.08. La Monnaie de Paiement est [le Dollar] [l'Euro].

Article III – Projet

3.01. Le Bénéficiaire affirme son engagement à réaliser l'objectif du Projet et du Programme d'APM. A cette fin, le Bénéficiaire exécute le Projet, à travers le Ministère de la Santé, de la Population, de la Promotion de la Femme et de l'Intégration de la Femme au Développement (« MinSan »), conformément aux dispositions de l'Article V des Conditions Générales et de l'Annexe 2 à cet Accord.

Article IV - Entrée en vigueur ; Résiliation

4.01. Les Autres Conditions d'Entrée en Vigueur comprennent ce qui suit, à savoir que le Bénéficiaire a mis à jour le CGES d'une manière jugée acceptable par l'Association.

4.02. La Date Limite d'Entrée en Vigueur est à quatre-vingt-dix (90) jours après la Date de Signature.

4.03. Aux fins de la Section 10.05 (b) des Conditions Générales, la date à laquelle les obligations du Bénéficiaire en vertu de cet Accord (autres que celles prévoyant les obligations de paiement) sont résiliées est vingt (20) ans après la Date de Signature.

¹ DTS

² Monnaie

³ DTS

⁴ Monnaie

Article IV - Représentant; Adresses

5.01. Le Représentant du Bénéficiaire est le ministère chargé des finances et du budget.

5.02. Aux fins de la Section 11.01 des Conditions Générales :

(a) l'adresse du Bénéficiaire est :

Ministère des Finances et du Budget
Boulevard Denis Sassou-N'guesso
B.P. : 2083 - Brazzaville
République du Congo ; et

(b) l'Adresse Electronique du Bénéficiaire est :

Télécopie : (242) 2281 43 69

5.03. Aux fins de la Section 11.01 des Conditions Générales :

(a) L'adresse de l'Association est :

Association internationale de développement
1818 H Street, N.W.
Washington, OC 20433
Etats-Unis d'Amérique ; et

(b) l'Adresse Electronique de l'Association est :

Télex : 248423 (MCI)
Télécopie : 1-202-477-6391

Convenu à la Date de Signature.

République du Congo

Par : _____
Représentant Habilité

Nom : _____
Titre : _____
Date : _____

Et

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT

Par : _____
Représentant Habilité

Nom : _____
Titre : _____
Date : _____

Annexe 1 Description du Projet

L'objectif du Projet est de prévenir, détecter et riposter à la menace posée par la COVID-19 et de renforcer les systèmes nationaux de préparation de la santé publique en République du Congo.

Le Projet fait partie du Programme d'APM et comprend le Projet Initial et les activités supplémentaires

suivantes dans le cadre des Parties I.I(g), 1.2(e)(f)(g) (h), 1.4, 2.3, 3.1(c) et 3.2(c) :

Partie 1 : Riposte d'urgence à la COVID-19 et renforcement du système de santé

Fournir une assistance dans les efforts urgents visant à riposter à la pandémie de COVID-19 à travers :

1.1. Détection précoce des cas, capacité de diagnostic, recherche des contacts, enregistrement, rapports

Amélioration de la détection précoce des cas, de la confirmation en laboratoire, de la recherche des contacts, de l'enregistrement et du rapport, entre autres : [...] et (g) appui à la surveillance des vaccins et à l'élargissement des tests, à travers l'acquisition et la distribution d'équipements et de fournitures de tests de laboratoire, d'équipements de protection individuelle et d'équipements médicaux de secours pour riposter à la COVID-19, des tests et la prise en charge des cas, le tout au profit de formations sanitaires et laboratoires sélectionnés.

1.2. Renforcement du système de santé

(e) Appui à l'élaboration d'unités mobiles de livraison de vaccins ainsi qu'à l'acquisition d'équipements mobiles de sensibilisation et à leur distribution à des agents de santé sélectionnés.

(f) Renforcer les ressources humaines à travers le financement d'activités, entre autres : (i) activités de communication afin d'identifier du personnel des formations sanitaires et du personnel auxiliaire de première ligne sur le territoire du Bénéficiaire ; (ii) formation du personnel des formations sanitaires et des agents auxiliaires de première ligne sur la préparation à la vaccination; et (iii) création d'un système d'information sanitaire sur les ressources humaines.

(g) Renforcement de la capacité des systèmes de réglementation, incluant entre autres : (i) le renforcement et l'adaptation du système de pharmacovigilance pour détecter les effets indésirables suite à la vaccination contre la COVID-19 ; (ii) l'élaboration d'un système de signalement des événements indésirables liés aux vaccins ; et (iii) la mise en œuvre des activités de traçabilité pertinentes pour suivre les Vaccins contre la COVID-19 du Projet.

(h) Appui à l'élaboration d'infrastructures en rapport aux données sanitaires du Bénéficiaire, y compris, entre autres : (i) des modèles de programmes de suivi innovants, des dossiers sanitaires numérisés, des dossiers de vaccination électroniques, des méthodes de cartographie de la couverture ; et (ii) la numérisation de la chaîne logistique.

1.4 Amélioration du système de vaccination et vaccination contre la COVID-19

Appui à l'acquisition, la planification et la distribution des vaccins contre la COVID-19 du projet, y compris :

(a) le financement de : (i) l'acquisition, l'importation, le stockage, le transport et la distribution de Vaccins contre la COVID-19 du Projet, y compris l'élargissement de l'accès/le renforcement de l'équité de l'accès aux Vaccins contre la COVID-19 du Projet achetés à travers des mécanismes d'achat anticipé ou des achats directs ; (ii) l'élaboration d'un plan de passation des marchés de vaccins contre la COVID-19 du Projet ; (iii) l'acquisition et la distribution de kits de fournitures auxiliaires de vaccination (aiguilles, seringues, fiches de vaccination, tampons alcoolisés, équipements de protection individuelle pour vaccinateurs), de boîtes de gestion des déchets, de blocs réfrigérants non énergivores, et de dispositifs de contrôle de température ;

(b) le renforcement du programme de vaccination visant à déployer et livrer efficacement les Vaccins contre la COVID-19 du Projet, à travers la mise à niveau des infrastructures de la chaîne du froid existantes, l'acquisition d'équipements de la chaîne de l'ultra-froid et la fourniture d'infrastructures logistiques ; et

(c) le renforcement des politiques et du cadre institutionnel du Bénéficiaire pour permettre un déploiement sûr et efficace des vaccins contre la COVID-19 du Projet, y compris : (i) l'élaboration et/ou la révision des politiques garantissant l'absence de vaccination forcée ; et (ii) l'élaboration d'une politique de priorisation de l'allocation des vaccins à l'intérieur du pays.

Partie 2 : Campagne de communication, mobilisation communautaire et changement de comportement

2.3. Mise en œuvre de campagnes nationales de communication et de plaidoyer sur les risques en rapport aux Vaccins contre la COVID-19 du Projet ; et renforcement de l'engagement communautaire et multipartite visant à renforcer la sensibilisation sur la prévention de la COVID-19, les Vaccins contre la Covid-19 du Projet et les services de santé publique associés.

Partie 3 : Gestion de mise en œuvre et suivi et évaluation

3.1. Coordination, gestion financière et approvisionnement

Appuyer la coordination du projet par : [...] et (c) le financement des activités de coordination du projet, y compris : (i) la réalisation d'activités d'administration du projet, de passation des marchés, de gestion environnementale, sociale et financière ; (ii) l'élaboration d'un manuel de livraison et de distribution des vaccins ; et (iii) la mise en place de mécanismes de responsabilisation, de griefs et d'engagement citoyen et communautaire.

3.2. Suivi et évaluation

Appuyer le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du projet, (a) sur la base d'une section de suivi et d'évaluation convenue dans le manuel d'exécution du projet ; (h) utiliser des outils traditionnels et innovants

pour la surveillance à distance selon les besoins ; et (c) en s'appuyant sur les comités de vérification et de validation chargés de la vérification des registres des établissements de santé et du suivi post-vaccination.

Annexe 2 Exécution du Projet

Section 1. Modalités de mise en œuvre

A. Montage Institutionnel

1. Ministère de la Santé, de la Population, de la Promotion de la Femme et de l'Intégration de la Femme au Développement (« MinSan »)

Le Bénéficiaire, à travers le MinSan, assume la responsabilité de la mise en œuvre du Projet en mettant à contribution les autres ministères concernés, le cas échéant.

2. Comité de Pilotage de Projet

(a) Le Bénéficiaire maintient à tout moment tout au long de la période de mise en œuvre du Projet, un comité de pilotage de projet dont la composition et le mandat sont jugés acceptables par l'Association (« Comité de Pilotage du Projet »). Le Comité de Pilotage du Projet est présidé par le Ministère de la Planification, des Statistiques, de l'Intégration régionale, des Transports, de l'Aviation Civile et de la Marine Marchande du Bénéficiaire, avec le MinSan du Bénéficiaire à la vice-présidence.

(b) Le Bénéficiaire veille à ce que le Comité de Pilotage du Projet soit chargé :

(a) de fournir des orientations stratégiques et politiques à l'UEP-REDISSE ; (b) d'assurer la coordination intersectorielle et la conformité aux politiques et stratégies sectorielles ; et (c) d'approuver les Plans de Travail et Budgets Annuels détaillés dans le Manuel d'Exécution de Projet.

3. Comité Technique de Projet

Le Bénéficiaire maintient, à tout moment tout au long de la période de mise en œuvre du projet, le Comité Technique du Projet, sous la présidence du Ministre de la Santé, de la Population, de la Promotion de la Femme et de l'Intégration de la Femme au Développement du Bénéficiaire et la supervision du Premier Ministre du Bénéficiaire, et chargé : (a) d'assurer la supervision technique du Projet ; (b) de suivre la performance du Projet ; (c) d'élaborer et d'approuver les Plans de Travail et Budgets Annuels et de suivre leur mise en œuvre ; et (d) d'élaborer des plans de passation des marchés et des rapports d'avancement.

4. Unité d'Exécution de Projet

(a) Le Bénéficiaire maintient à tout moment tout au long de la période de mise en œuvre du Projet une Unité d'Exécution de Projet établie dans le cadre du Projet REDISSE IV (« UEP-REDISSE »), satisfaisant l'Association quant à la composition, aux fonctions

ainsi qu'à la dotation en personnel, en installations et en autres ressources.

(b) Le Bénéficiaire désigne l'UEP-REDISSE en tant que responsable de la gestion courante des activités du Projet, y compris : (i) fournir une assistance technique au Projet ; (ii) assurer la gestion fiduciaire du Projet (y compris la gestion financière, l'audit interne, les activités de décaissement et de passation des marchés) ; (iii) suivre et évaluer les activités du Projet ; (iv) collaborer avec le Comité Technique du Projet dans la préparation des Plans de Travail et Budgets Annuels ; (v) préparer et consolider les rapports d'avancement périodiques conformément aux dispositions du Manuel d'Exécution de Projet ; (vi) coordonner les parties prenantes participant à la mise en œuvre du Projet ; (vii) suivre et évaluer le Projet ; et (viii) assurer la conformité au Plan d'Engagement Environnemental et Social (« PEES ») et aux instruments environnementaux et sociaux qui y figurent pour les activités du Projet.

(c) L'UEP-REDISSE est à tout moment tout au long de la période de mise en œuvre du Projet, une équipe de Projet dédiée comprenant, entre autres : (i) un coordinateur ; (ii) un spécialiste en gestion financière ; (iii) un comptable ; (iv) un spécialiste en sauvegardes environnementales ; (v) un spécialiste en sauvegardes sociales ; (vi) un spécialiste en exploitation et abus sexuels/harcèlement sexuel ; chacun ayant des qualifications, une expérience et des termes de référence jugés acceptables par l'Association.

(d) L'UEP-REDISSE recrute, au plus tard soixante (60) jours après la Date d'Entrée en Vigueur, pour l'équipe de Projet dédiée, un Point Focal de Vaccination, satisfaisant l'Association quant à ses qualifications, son expérience et termes de référence, conformément aux dispositions du Manuel d'Exécution de Projet.

(e) Le Bénéficiaire recrute, au plus tard soixante (60) jours après la Date d'Entrée en Vigueur, à travers l'UEP-REDISSE, un consultant en suivi par une tierce partie (« Consultant STP »), conformément aux Règlements sur la Passation des Marchés, ayant des termes de référence, des qualifications et une expérience jugés acceptables par l'Association, pour suivre le déploiement des Vaccins contre la COVID-19 du Projet, collecter les données pertinentes et communiquer avec les parties prenantes et les bénéficiaires du Projet. A cette fin, le Bénéficiaire : (i) veille à ce que le Consultant STP prépare et soumette des rapports de suivi, qui sont sans délai mis à la disposition de l'Association et discutés avec elle ; et (ii) prend rapidement toutes les mesures qui pourraient être demandées par l'Association lors de l'examen des rapports du Consultant STP.

5. Plan national intégré de préparation et de riposte à la COVID-19 et Plan national de développement et de vaccination

Sans préjudice des dispositions de la Section 3.01 de cet Accord, le Bénéficiaire veille à ce que le Projet soit exécuté conformément au Plan national intégré de préparation et de riposte à la COVID-19 et au Plan national de développement et de vaccination, le tout d'une manière jugée acceptable par l'Association.

B. Manuels du Projet.

Manuel d'Exécution de Projet

1. Au plus tard trente (30) jours après la Date d'Entrée en Vigueur, le Bénéficiaire, à travers le MinSan :

(a) met à jour et adopte le manuel d'exécution de projet pour le Projet Initial (tel qu'il a été mis à jour, le « Manuel d'Exécution de Projet » ou « MEP ») d'une manière et à des conditions jugées acceptables par l'Association, contenant les spécificités du Projet telles que les dispositions et les procédures détaillées pour : (i) les modalités d'exécution ; (ii) les aspects administratifs ; (iii) la passation des marchés ; (iv) les modalités et les conditions, les critères et les procédures à appliquer pour la fourniture de la Prime de Risque ; (v) la mise en œuvre des Normes Environnementales et Sociales ; (vi) la gestion financière et la comptabilité ; (vii) le suivi et évaluation ; (viii) la collecte et le traitement des données à caractère personnel conformément à la législation nationale et aux bonnes pratiques internationales applicables : (ix) l'élaboration et l'approbation des Plans de Travail et Budgets Annuels ; et (x) toute autre modalité technique, administrative, fiduciaire ou de coordination qui peut être nécessaire pour assurer la mise en œuvre efficace du Projet ; et

(b) (i) fournir le MEP mis à jour, mentionné dans la section LB. 1 (a) ci-dessus à l'Association pour examen ; (ii) donner à l'Association une opportunité raisonnable d'échanger des vues avec le Bénéficiaire sur ledit MEP et (iii) adopter ledit MEP mis à jour tel qu'il aura été approuvé par l'Association.

Manuel de Livraison et de Distribution des Vaccins.

2. Sans préjudice des dispositions de la Section I.B.1 précédente, afin d'assurer la mise en œuvre adéquate de la Partie 1.4 du Projet, le Bénéficiaire, au plus tard (30) jours après la Date d'Entrée en Vigueur, prépare et adopte un manuel pour la livraison et la distribution des Vaccins contre la COVID-19 du Projet (« Manuel de Livraison et de Distribution des Vaccins »), satisfaisant à l'Association quant à la forme et au fond, qui comprend :

(a) les règles et les procédures de priorisation de l'attribution des vaccins à l'intérieur du pays conformément aux principes établis dans le Cadre d'Allocation Equitable de l'OMS, y compris un plan d'action établissant le calendrier et les étapes de mise en œuvre de ces règles ;

(b) les règles et les procédures établissant les normes minimales pour la gestion et le suivi des vaccins, y compris les critères médicaux et techniques, le plan de communication et de sensibilisation, les infrastructures de la chaîne du froid et les autres infrastructures logistiques connexes ;

(c) les règles et les procédures de traitement et de collecte des Données à Caractère Personnel conformément à la législation nationale sur la protection des Données à Caractère Personnel et aux bonnes pratiques internationales ;

(d) le plan de distribution des vaccins, y compris un plan d'action établissant le calendrier et les étapes de la vaccination ; et

(e) les critères de passation des marchés (que ce soit à travers des mécanismes d'achat anticipé, l'approvisionnement direct ou le mécanisme COVAX), l'importation, le stockage et le déploiement des Vaccins contre la COVID-19 du Projet, y compris un accès accru/équitable aux Vaccins contre la COVID-19 du Projet ; et

(f) les mécanismes de vérification (y compris les dispositions de vérification croisée effectuées par le service d'inspection du Ministère de la Santé du Bénéficiaire et le VVC) du déploiement du vaccin COVID-19.

3. Le Bénéficiaire exécute le Projet conformément à cet Accord, au Manuel d'Exécution de Projet et au Manuel de Livraison et de Distribution des Vaccins.

4. A moins d'en avoir convenu autrement avec l'Association, le Bénéficiaire ne cède, ne modifie, n'abroge ni ne renonce aux dispositions du Manuel d'Exécution de Projet et au Manuel de Livraison et de Distribution des Vaccins sans l'approbation écrite préalable de l'Association.

5. En cas de conflit entre les dispositions du Manuel d'Exécution du Projet ou celles du Manuel de Livraison et de Distribution des Vaccins et celles de cet Accord, les dispositions de cet Accord prévalent.

C. Normes pour l'Approbation des Vaccins contre la COVID-19

Tous les Vaccins contre la COVID-19 du Projet acquis dans le cadre de la Partie 1.4 du Projet satisfont aux Critères d'Approbation des Vaccins.

D. Plans de Travail et Budgets Annuels

1. Le Bénéficiaire :

(a) au plus tard le 30 novembre de chaque année calendaire pendant la mise en œuvre du Projet (mais au plus tard le 30 juin 2021 [ou toute date ultérieure convenue avec la Banque] pour la première année de mise en œuvre du Projet), prépare et soumet à l'Association pour approbation, le Plan de Travail et Budget Annuels (« PTBA »), présentant, entre autres :

(i) une description détaillée des activités prévues du Projet pour l'année calendaire suivante ; (ii) les sources et les utilisations des fonds à cet effet ; (iii) la responsabilité de l'exécution des activités du Projet ; (iv) un calendrier détaillé pour l'ordonnancement et la mise en œuvre de ces activités ; et (v) les types de dépenses nécessaires pour ces activités, une proposition de plan de financement et un budget, les produits et les indicateurs de suivi pour suivre l'avancement de chaque activité ;

(b) donne à l'Association une opportunité raisonnable

d'échanger ses points de vue avec le Bénéficiaire sur cette proposition de PTBA ; et par la suite approuve le PTBA, sur la base de l'avis de non objection du Comité de Pilotage du Projet (tel qu'il est détaillé dans le MEP) ; (c) veille à ce que le Projet soit exécuté conformément au PTBA approuvé par l'Association, et que seules les activités incluses dans le PTBA soient mises en œuvre (étant entendu qu'en cas de conflit entre le PTBA et les dispositions de cet Accord, les dispositions de cet Accord prévalent).

2. Le Bénéficiaire dispense la Formation en se basant sur les PTBA qui précisent :

(a) les caractéristiques de la formation envisagée ; (b) le personnel à former ; (c) la méthode de sélection et les critères de l'institution ou des personnes qui dispensent la formation ; (d) l'institution qui dispense la formation si elle est déjà connue ; (e) le but et le justificatif de la formation ; (f) le lieu et la durée de la formation proposée ; et (g) le coût estimatif de la formation.

3. Sauf avec l'assentiment préalable et écrit de l'Association, les PTBA ne font l'objet de renonciation, d'amendement ou de toute autre modification en vue d'y inclure de nouvelles activités.

E. Normes Environnementales et Sociales

1. Le Bénéficiaire veille à ce que le Projet soit exécuté conformément aux Normes Environnementales et Sociales, d'une manière jugée acceptable par l'Association.

2. Sans préjudice des dispositions du Paragraphe 1 précédent, le Bénéficiaire veille à ce que le Projet soit mis en œuvre conformément au Plan d'Engagement Environnemental et Social (« PEES »), d'une manière jugée acceptable par l'Association. A cette fin, le Bénéficiaire veille à ce que :

(a) les mesures et les actions énoncées dans le PEES soient mises en œuvre avec diligence raisonnable et l'efficacité voulue, et prévues dans le PEES ;

(b) des fonds suffisants soient disponibles pour couvrir les coûts de mise en œuvre du PEES ;

(c) les politiques et les procédures soient maintenues, et du personnel qualifié et expérimenté en effectif suffisant soit retenu pour mettre en œuvre le PEES, tel qu'il est prévu dans le PEES ; et

(d) le PEES et aucune de ses dispositions, ne fassent l'objet d'amendement, de révocation, de suspension ou de renonciation, sauf si l'Association en convient autrement par écrit, tel qu'il est spécifié dans le PEES, et veille à ce que le PEES révisé soit rapidement rendu public par la suite.

3. En cas d'incohérence entre le PEES et les dispositions de cet Accord, les dispositions de cet Accord prévalent.

4. Le Bénéficiaire veille à ce que :

(a) toutes les mesures nécessaires soient prises pour collecter, compiler et fournir à l'Association à travers des rapports réguliers, à la fréquence précisée dans le PEES, et sans délai dans un ou des rapports séparés, si l'Association le demande, les informations sur l'état de conformité au PEES et aux instruments environnementaux et sociaux qui y sont mentionnés, tous ces rapports étant dans le fond et dans la forme jugés acceptables par l'Association, présentant, entre autres : (i) l'état d'avancement de la mise en œuvre du PEES ; (b) les situations, le cas échéant, qui entravent ou menacent d'entraver la mise en œuvre du PEES ; et (c) les mesures correctives et préventives prises ou devant être prises pour remédier à ces situations ; et

(b) l'Association soit avisée sans délai de tout incident ou accident en rapport au Projet ou ayant un impact sur le Projet qui a, ou qui est susceptible d'avoir, un effet néfaste significatif sur l'environnement, les communautés affectées, le public ou les employés, conformément au PEES, aux instruments environnementaux et sociaux qui y sont mentionnés et les Normes environnementales et sociales.

5. Le Bénéficiaire établit, rend public, maintient et gère un mécanisme de traitement des plaintes accessible, pour recevoir et faciliter la résolution des préoccupations et la prise en compte des doléances des personnes affectées par le Projet, et prend toutes les mesures nécessaires et appropriées pour résoudre ou faciliter la résolution de ces préoccupations et la prise en compte des doléances, d'une manière jugée acceptable par l'Association.

6. Le Bénéficiaire veille à ce que tous les dossiers d'appel d'offres et les contrats de travaux de génie civil dans le cadre du Projet incluent l'obligation pour les entrepreneurs, les sous-traitants et les entités de supervision de : (a) se conformer aux aspects pertinents du PEES et des instruments environnementaux et sociaux qui y sont mentionnés ; et (b) adopter et appliquer des codes de conduite qui devraient être communiqués et signés par tous les travailleurs, détaillant les mesures à prendre pour lutter contre les risques environnementaux, sociaux, sanitaires et sécuritaires, ainsi que les risques d'exploitation et d'abus sexuels, de harcèlement sexuel et de violence contre les enfants, le tout selon ce qui est applicable aux travaux de génie civil commandés ou exécutés en vertu des contrats.

Section II. Suivi, Rapport et Evaluation du Projet

1. Le Bénéficiaire soumet à l'Association chaque Rapport de Projet couvrant le semestre calendaire, au plus tard un mois après la fin de celui-ci.

2. Sauf dans les cas où cela peut être explicitement requis ou autorisé en vertu de cet Accord ou tel qu'il peut être explicitement demandé par l'Association, en partageant toute information, rapport ou document en rapport aux activités décrites à l'Annexe 1 à cet Accord, le Bénéficiaire veille à ce que ces informations, rapport ou document n'incluent pas de Données à Caractère Personnel.

Section III. Retrait des Produits du Financement

A. Généralités

Sans préjudice des dispositions de l'Article II des Conditions Générales et conformément à la Lettre de Décaissement et d'Information Financière, le Bénéficiaire peut retirer les produits du Financement pour financer des Dépenses Admissibles ; du montant alloué et, le cas échéant, à concurrence du pourcentage établi pour chaque Catégorie du tableau suivant :

Catégorie	Montant du Crédit Alloué (libellé en EUR)	Pourcentage des Dépenses à Financer (Hors Taxes)
(1) Biens (y compris les vaccins du projet COVID-19), travaux, services autres que de conseil, services de conseil, frais de fonctionnement et formation au titre de la partie 1.4 du projet.		100%
2) Biens (y compris les Vaccins contre la COVID-19 du Projet), travaux, services autres que de conseil, services de conseil, Frais de Fonctionnement et Formation au titre des Parties 1.1(g), 1.2(e) (f)(g) (h), 1.4,2.3 , 3. 1(c) et 3.2 du Projet		
MONTANT TOTAL		

B. Conditions de Retrait; Période de Retrait

1. Nonobstant les dispositions de la Partie A précédente, aucun retrait n'est effectué :

(a) pour les paiements effectués avant la Date de Signature ;

(b) au titre de la Catégorie (1), pour la livraison ou la distribution des Vaccins contre la COVID-19 du Projet dans le cadre de la Partie 1.4 du Projet, tant que le Manuel de Livraison et de Distribution des Vaccins, jugé acceptable par l'Association dans la forme et dans le fond, n'a pas été dûment adopté conformément à la Section I.B.2 de l'Annexe 2 à cet Accord.

2. La Date de Clôture est le 30 avril 2023.

ANNEXE 3

Echéancier de Remboursement

Date d'Echéance du Paiement	Montant du Principal du Crédit à rembourser (exprimé en pourcentage)*
A chaque _____ et _____ :	
A partir du _____ jusqu'au _____ inclus	1,65 %
A partir du _____ jusqu'au _____ inclus	3,40%

• Les pourcentages représentent le pourcentage du montant principal du Crédit à rembourser, sauf indication contraire de J'Association en vertu de la Section 3.05 (b) des Conditions Générales.

APPENDICE

Définitions

1. L'expression « Plan de Travail et Budget Annuels » ou l'abréviation « PTBA » désigne chaque plan de travail annuel, avec le budget correspondant, à préparer par le Bénéficiaire pour le Projet approuvé par l'Association conformément aux dispositions de la Section I.E de l'Annexe 2 à cet Accord.

2. L'expression « Directives de lutte contre la corruption » désigne, aux fins du paragraphe 5 de l'Appendice aux Conditions Générales, les « Directives sur la prévention et la lutte contre la fraude et la corruption dans les projets financés par des prêts de la BIRD et des crédits et dons de l'IDA », en date du 15 octobre 2006 et révisées en janvier 2011 et en vigueur au 1^{er} juillet 2016.

3. L'expression « Ajustement de la Valeur de Base des Intérêts à courir » désigne l'ajustement standard par l'Association de la valeur de base des Intérêts à Courir pour les crédits libellés dans la monnaie du Crédit, en vigueur à 12:01, heure de Washington, OC, à la date à laquelle le Crédit est approuvé par les Administrateurs de l'Association, et exprimé sous forme de pourcentage positif ou négatif par an.

4. L'expression « Ajustement de la Valeur de Base des Commissions de Service » désigne l'ajustement standard par l'Association de la valeur de base des Commissions de Service pour les crédits libellés dans la monnaie du Crédit, en vigueur à 12:01 heure de Washington, OC, à la date à laquelle le Crédit est approuvé par les Administrateurs de l'Association, et exprimé sous forme de pourcentage positif ou négatif par an.

5. Le terme « Catégorie » désigne une catégorie établie dans le tableau de la Section III.A de l'Annexe 2 à cet Accord.

6. L'abréviation « COVID-19 » désigne la maladie à coronavirus causée par le nouveau coronavirus de 2019 (SRAS-CoV-2).

7. L'abréviation « MIE » désigne une maladie infectieuse émergente.

8. L'expression « Plan d'Engagement Environnemental et Social » ou l'abréviation « PEES » désigne le plan d'engagement environnemental et social pour le Projet, en date du 10 avril 2020 et mis à jour le _____ 2021, ce dernier pouvant être amendé à tout moment conformément aux dispositions de celui-ci, qui présente les mesures et actions substantielles que le Bénéficiaire met en œuvre ou veille à mettre en œuvre pour traiter les risques et impacts environnementaux et sociaux potentiels du Projet, comprenant le calendrier des actions et des mesures ; le montage institutionnel; les modalités de dotation en personnel, de formation, de suivi et d'établissement de rapport ; et tout instrument à préparer en vertu de ceux-ci.

9. L'expression « Cadre de Gestion Environnementale et Sociale » ou l'abréviation « CGES » désigne le même plan préparé pour le Projet Initial et à préparer, rendre public, mettre en consultations et adopter pour ce Financement Supplémentaire.

10. L'expression « Normes Environnementales et Sociales » ou l'acronyme « NES » désigne, collectivement: (i) « Norme Environnementale et Sociale 1 : Evaluation et gestion des risques et impacts environnementaux et sociaux » ; (ii) « Norme Environnementale et Sociale 2 : Emploi et conditions de travail » ; (iii) « Norme environnementale et Sociale 3 : Utilisation rationnelle des ressources et prévention et gestion de la pollution » ; (iv) « Norme Environnementale et Sociale 4 : Santé et sécurité des populations » ; (v) « Norme Environnementale et Sociale 5 : Acquisition de terres, restrictions à l'utilisation des terres et réinstallation forcée » ; (vi) « Norme Environnementale et Sociale 6 : Conservation de la biodiversité et gestion durable des ressources naturelles vivantes » ; (vii) « Norme environnementale et sociale 7 : Peuples autochtones/Communautés locales traditionnelles d'Afrique subsaharienne historiquement

défavorisées » ; (viii) « Norme Environnementale et Sociale 8 : Patrimoine culturel » ; (ix) « Norme Environnementale et Sociale 9 : Intermédiaires financiers » ; (x) « Norme Environnementale et Sociale 10 : Participation des parties prenantes et information » entrées en vigueur 1^{er} octobre 2018, telles que publiées par l'Association.

11. L'expression « Conditions Générales » désigne les « Conditions générales de l'Association Internationale de Développement pour les financements de l'IDA, Financement en modalité projet », en date du 14 décembre 2018 (révisées le 1^{er} août 2020).

12. L'expression « Prime de Risque » désigne un avantage raisonnable fourni directement aux agents communautaires/professionnels de la santé admissibles mettant en œuvre les activités de riposte à la pandémie de COVID-19 dans le cadre du Projet, conformément aux modalités et conditions (y compris, entre autres, les critères d'admissibilité, les modalités et méthodes de paiement, le montant maximal par personne et par période de paie) indiquées dans le Manuel d'Exécution de Projet.

13. L'expression « Plan national intégré de préparation et de riposte à la COVID-19 » désigne le plan de riposte d'urgence du Bénéficiaire à la COVID-19, datant de mars 2020, ce document pouvant être modifié à tout moment, et ce terme couvrant toutes les annexes et tous les avenants à ce document.

14. L'expression « Ministère de la Santé, de la Population, de la Promotion de la Femme et de l'Intégration de la Femme au Développement » et l'abréviation « MinSan » désignent chacun le ministère du Bénéficiaire chargé de la santé, ou tout successeur de celui-ci.

15. L'expression « Ministre du Plan, de la Statistique, de l'Intégration Régionale, des Transports, de l'Aviation Civile et de la Marine Marchande » désigne le ministère du Bénéficiaire chargé de la planification, ou tout successeur de celui-ci.

16. L'expression « Programme d'APM » désigne le programme mondial d'urgence d'approche programmatique multiphase conçu pour aider les pays à prévenir et détecter la menace posée par la COVID-19, à y riposter et à renforcer les systèmes nationaux de préparation en matière de santé publique.

17. L'expression « Plan national de développement et de vaccination » désigne le plan de vaccination du Bénéficiaire pour la COVID-19, en date du 15 février 2021, et jugé acceptable par l'Association, ce document pouvant être modifié à tout moment, et ce terme couvre tous les avenants et annexes à ce document.

18. L'expression « Une seule santé » désigne le concept selon lequel la santé des animaux, la santé des personnes et la viabilité des écosystèmes sont

inextricablement liées.

19. L'expression « Coûts de Fonctionnement » désigne les dépenses supplémentaires raisonnables engagées par le Bénéficiaire à cause de la mise en œuvre du Projet, y compris les coûts liés aux équipements et aux fournitures de bureau, à l'utilisation et à l'entretien des véhicules, aux frais d'expédition, à la location des bureaux, aux frais de communication et d'assurance, aux coûts administratifs du bureau, aux frais bancaires, aux services publics, aux frais de transport, aux frais de voyage, aux indemnités journalières et aux frais de supervision, ainsi que les salaires des employés contractuels, y compris les primes de risque/indemnités raisonnables, mais excluant les salaires des fonctionnaires de la fonction publique du Bénéficiaire.

20. L'expression « Accord de Financement Initial » désigne l'accord de financement entre le Bénéficiaire et l'Association, en date du 24 avril 2020 (Crédit n° 6634-CG) pour le Projet d'urgence de riposte à la COVID-19, tel qu'amendé à ce jour.

21. L'expression « Projet Initial » désigne le Projet décrit à l'Annexe 1 à l'Accord de Financement Initial.

22. L'expression « Données à Caractère Personnel » désigne toute information relative à une personne identifiée ou identifiable. Une personne identifiable est une personne qui peut être identifiée par des moyens raisonnables, directement ou indirectement, par référence à un attribut ou à une combinaison d'attributs contenus dans les données, ou à une combinaison des données avec d'autres informations disponibles. Les attributs qui peuvent être utilisés pour identifier une personne identifiable comprennent, mais sans s'y limiter, le nom, le numéro d'identification, les données de localisation, l'identifiant en ligne, les métadonnées et les facteurs particuliers à l'identité physique, physiologique, génétique, mentale, économique, culturelle ou sociale d'un individu.

23. L'expression « Règlements sur la Passation des Marchés » désigne, aux fins du Paragraphe 87 de l'Appendice aux Conditions Générales, les « Règlements sur la Passation des Marchés de la Banque mondiale pour les Emprunteurs de FMP », datant de novembre 2020.

24. L'expression « Manuel d'Exécution de Projet » ou l'abréviation « MEP » désigne le manuel de mise en œuvre du Projet mentionné à la Section I.B.I de l'Annexe 2 à cet Accord, celui-ci pouvant être modifié à tout moment avec l'approbation écrite préalable de l'Association. L'expression « Vaccin contre la COVID-19 du Projet » désigne un vaccin pour la prévention de la COVID-19, autorisé par l'autorité de réglementation nationale du Bénéficiaire pour distribution, commercialisation et administration sur le territoire du Bénéficiaire, et

acheté ou déployé dans le cadre du projet ; l'expression « Vaccins contre la COVID-19 du Projet » désigne plusieurs d'un tel vaccin.

26. L'expression « Unité d'Exécution de Projet » ou l'abréviation « UEP » désigne l'unité de mise en œuvre du projet du Projet REDISSE IV établie au sein du MinSan (« UEP-REDISSE »), mentionnée à la Section LA.4 de l'Annexe 2 à cet Accord.

27. L'expression « Comité de Pilotage de Projet » désigne le comité de pilotage établi et fonctionnant en vertu du Décret n° 2020-112 en date du 16 avril 2020 du Bénéficiaire, aux fins de la mise en œuvre du Projet, tel qu'il est mentionné à la Section LA.2 de l'Annexe 2 à cet Accord.

28. L'expression « Comité Technique de Projet » désigne le comité technique établi et fonctionnant en vertu du Décret n° 2020-91 en date du 27 mars 2020 du Bénéficiaire, aux fins de la riposte nationale à la COVID-19, tel qu'il est mentionné à la Section 1.A.2 de l'Annexe 2 à cet Accord.

29. L'expression « Projet de réforme intégrée du secteur public » et l'abréviation « PRISP » désigne le projet financé par l'Association au titre de l'Accord de Financement (Crédit n° 6023-CG) entre le Bénéficiaire et l'Association en date du 23 juin 2017.

30. Le terme « Régions » désigne les zones régionales d'Amérique du Nord, d'Amérique du Sud, d'Europe, d'Asie, d'Asie Pacifique et d'Afrique.

31. L'expression « Date de Signature » désigne la dernière des deux dates auxquelles le Bénéficiaire et l'Association ont signé le présent Accord et cette définition s'applique à toutes les références à la « Date de l'Accord de Financement » dans les Conditions Générales.

32. L'expression « Plan d'Engagement des Parties Prenantes » ou l'abréviation « PEP » désigne le même plan préparé pour le Projet Initial et à mettre à jour, à rendre public, à mettre en consultations et à adopter pour ce Financement Supplémentaire.

33. L'expression « Autorité de Réglementation Stricte » désigne une Autorité de Réglementation Nationale (« ARN ») classée par l'OMS comme une Autorité de Réglementation Stricte.

34. Le terme « Formation » désigne les coûts raisonnables engagés par le Bénéficiaire associés à la formation dans le cadre du Projet, basés sur le Plan de Travail et Budget Annuels pertinents et imputables aux voyages d'étude, aux cours de formation, aux séminaires, aux ateliers et aux autres activités non inclus dans les contrats avec les prestataires de services, y compris les coûts d'achat et de publication des supports de formation, des installations et la location des équipements, des

déplacements, de l'hébergement, des indemnités journalières des personnes formées et des formateurs, des honoraires des formateurs et des autres frais divers associés à la formation.

35. L'acronyme « UNICEF » désigne le Fonds des Nations Unies pour l'enfance.

36. L'expression « Critères d'Approbation des Vaccins » signifie que le Vaccin contre la COVID-19 du Projet : (a) a été approuvé par trois (3) Autorités de Réglementation Strictes (y compris par Autorisation d'Utilisation d'Urgence) dans deux (2) Régions ; ou (b) a été inclus dans la Liste d'Utilisation d'Urgence de l'OMS et a été produit sous licence ou dans le cadre d'un accord similaire avec un fabricant d'un vaccin parent/bioéquivalent qui a été approuvé par une Autorité de Réglementation Stricte (ARS) (y compris une Autorisation d'Utilisation d'Urgence) ; ou (c) a satisfait aux autres critères ayant pu être convenus par écrit entre le Bénéficiaire et l'Association.

37. L'expression « Manuel de Livraison et de Distribution des Vaccins » désigne le manuel du Bénéficiaire mentionné à la Section I.B.2 de l'Annexe 2 à cet Accord, celui-ci pouvant être modifié à tout moment avec l'approbation écrite préalable de l'Association.

38. L'expression « Point Focal Vaccination » désigne le point focal à recruter au sein de l'UEP-REDISSE, satisfaisant l'Association quant à ses qualifications, son expérience et ses termes de référence, et conformément aux dispositions du MEP et de la Section 1 .A.4(d) de l'Annexe 2 à cet Accord.

39. Les «comités de vérification et de validation ou «CVV» désignent chacun les comités qui seront créés par le bénéficiaire au niveau du district et composés de représentants des autorités locales, de la société civile et de l'administration locale de la santé, chargés du suivi du déploiement du vaccin COYID-19., comme indiqué dans la section I.A 4 (e) de l'annexe 2 du présent accord et plus en détail dans le manuel de livraison et de distribution des vaccins.

40. L'acronyme « OMS » désigne l'Organisation mondiale de la santé.

41. L'expression « Liste des Utilisations d'Urgence de l'OMS » désigne une procédure fondée sur les risques pour une évaluation et un recensement par l'OMS de vaccins, de produits thérapeutiques et de diagnostics in vitro non autorisés afin d'accélérer la disponibilité de ces produits pour les personnes affectées par une urgence de santé publique déclarée.

42. L'expression « Cadre d'Allocation Equitable de l'OMS » désigne le cadre d'allocation de l'OMS élaboré dans son document de travail sur le « Mécanisme d'allocation équitable des vaccins contre la COYID-19 à travers le mécanisme COVAX » en date du 9 septembre 2020, visant à prioriser : (a) les travailleurs de première ligne dans les structures sanitaires et de services sociaux ; (b) les personnes âgées ; et (c) et les

personnes ayant une comorbidité qui les expose à un risque plus élevé de décès.

43. L'acronyme « PAM » désigne le Programme alimentaire mondial.

Décret n° 2021-405 du 3 août 2021 portant ratification de l'accord de financement additionnel « 6890-CG » pour le « projet de renforcement du système de santé (KOBIKISA) », entre la République du Congo et la Banque mondiale.

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 35-2021 du 3 août 2021 autorisant la ratification de l'accord de financement additionnel « 6890-CG » pour le « projet de renforcement du système de santé (KOBIKISA) », entre la République du Congo et la Banque mondiale ;
Vu le décret n° 2021-300 du 12 mai 2021 portant nomination du Premier ministre, chef du Gouvernement ;
Vu ensemble les décrets n°s 2021-301 du 15 mai 2021 et 2021-302 du 16 mai 2021 portant nomination des membres du Gouvernement.

Décète :

Article premier : Est ratifié l'accord de financement additionnel « 6890-CG » pour le « projet de renforcement du système de santé (KOBIKISA) », entre la République du Congo et la Banque mondiale d'un montant de 42 700 000 Euros, dont le texte est annexé au présent décret.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 3 août 2021

Par le Président de la République,

Denis SASSOU-N'GUESSO

Le Premier ministre, chef du Gouvernement,

Anatole Collinet MAKOSSO

Le ministre des finances, du budget et du portefeuille public,

Rigobert Roger ANDELY

Le ministre de la santé et de la population,

Gilbert MOKOKI

La ministre de l'économie, du plan, de la statistique et de l'intégration régionale,

Ingrid Olga Ghislaine EBOUKA-BABACKAS
THE WORLD BANK

H.E. Roger Rigobert Andely
Minister of Finance, Budget and Public Portfolio
Ministry of Finance, Budget and Public Portfolio
Brazzaville - Republic of Congo

Re : Credit 6890.-CG
Republic of Congo (Kobikisa Health System
Strengthening Project)

Excellency :

Enclosed are the following documents regarding the above-mentioned Credit, which are delivered to you as the authorized representative of the Republic of Congo (The «Recipient») :

1. One signed original of the Financing Agreement, of even date herewith, between the Recipient and the International Development Association (the Association);
2. One signed original of the Disbursement and Financial Information Letter.
3. One copy of the «International Development Association General Conditions for IDA Financing, Investment Project Financing», dated December 14, 2018 (revised on August 1, 2020 and April 1, 2021).
4. One copy of the «World Bank Procurement Regulations for World Bank Procurement Regulations for IPF Borrowers» dated November 2020.
5. One copy of the «Guidelines on Preventing and Combating Fraud and Corruption in Projects Financed by IBRD Loans and IDA Credits and Grants» dated October 15, 2006, and revised in January 2011 and as of July 1, 2016.
6. One copy of the «Disbursement Guidelines for Investment Project Financing» dated February 2017.

Pursuant to Section 4.02 of the Financing Agreement, September 29, 2021 is the terminal date for the effectiveness of the Financing Agreement.

Please confirm, on behalf of the Recipient, receipt of the documents listed above, by signing the enclosed copy of this letter.

Sincerely,

for Escarlata Baza Nunez
Counsel
West and Central Africa Region
Legal Vice Presidency

Enclosures

CREDIT NUMBER 6890-CG
Financing Agreement

(Kobikisa Health System Strengthening Project)

between

Republic of Congo

And

International Development Association

Financing Agreement

Agreement dated as of the Signature Date between Republic of Congo («Recipient») and International Development Association («Association») for the purpose of assisting in financing the project described in Schedule 1 to this Agreement («Project»). The Recipient and the Association hereby agree as follows :

Article I - General Conditions ; Definitions

1.01. The General Conditions (as defined in the Appendix to this Agreement) apply to and form part of this Agreement.

1.02. Unless the context requires otherwise, the capitalized terms used in this Agreement have the meanings ascribed to them in the General Conditions or in the Appendix to this Agreement.

Article II – Financing

2.01. The Association agrees to extend to the Recipient a credit, which is deemed as Concessional Financing for purposes of the General Conditions, in an amount equivalent to forty two million seven hundred Euros (€42,700,000) (variously, «Credit» and «Financing»), to assist in financing the project described in Schedule 1 to this Agreement («Project»).

2.02. The Recipient may withdraw the proceeds of the Financing in accordance with Section III of Schedule 2 to this Agreement.

2.03. The Maximum Commitment Charge Rate is one-half of one percent (1/2 of 1%) per annum on the Unwithdrawn Financing Balance.

2.04. The Service Charge is the greater of : (a) the sum of three-fourths of one percent (3/4 of 1%) per annum plus the Basis Adjustment to the Service Charge ; and (b) three-fourths of one percent (3/4 of 1 %) per annum ; on the Withdrawn Credit Balance.

2.05. The Interest Charge is the greater of : (a) the sum of one and a quarter percent (1.25%) per annum plus the Basis Adjustment to the Interest Charge ; and (b) zero percent (0%) per annum ; on the Withdrawn Credit Balance.

2.06. The Payment Dates are February 15 and August 15 in each year.

2.07. The principal amount of the Credit shall be repaid in accordance with the repayment schedule set forth in Schedule 3 to this Agreement.

2.08. The Payment Currency is Euro.

Article III – Project

3.01. The Recipient declares its commitment to the objective of the Project. To this end, the Recipient, through the Ministry of Health, shall carry out the Project in accordance with the provisions of Article V of the General Conditions and Schedule 2 to this Agreement.

Article IV – Effectiveness ; Termination

4.01. The Additional Condition of Effectiveness consist of the following :

(a) The Recipient, through the Ministry of Health, has updated the Project Operational Manual, in a manner and with contents acceptable to the Association.

(b) The Recipient, through the Ministry of Health has updated and disclosed the ESMF (including the LMP and GRM), in a manner and with contents acceptable to the Association.

4.02. The Effectiveness Deadline is the date ninety (90) days after the Signature Date.

4.03. For purposes of Section 10.05 (b) of the General Conditions, the date on which the obligations of the Recipient under this Agreement (other than those providing for payment obligations) shall terminate is twenty (20) years after the Signature Date.

Article V – Representative ; Addresses

5.01. The Recipient's Representative its ils minister responsible for finance.

5.02. For purposes of Section 11.01 of the General Conditions :

(a) the Recipient's address is :

Ministère l'Economie, des Finances, du Plan,
du Portefeuille Public et de l'Intégration

B.P. : 2083 - Blvd Denis Sassou-Nguesso
Brazzaville - Republic of Congo ;

and

(b) the Recipient's Electronic Address is :

Facsimile : 2422281 4369

5.03. For purposes of Section II.01 of the General Conditions :

(a) The Association's address is :

International Development Association
1818 H Street, N.W.
Washington, D.C. 20433

United States of America ; and

(b) the Association's Electronic Address is :

Telex : 248423 (MCI)

Facsimile : 1-202-477-6391

Agreed as of the Signature Date.

Republic of Congo

By _____
Authorized Representative

Name : **Rigobert Roger ANDELY**

Title : Ministre des Finances, du Budget et du
Portefeuille Public

Date : 30/06/2021

International Development Association

By _____
Authorized Representative

Name : **Abdoulaye SECK**

Title : Directeur des opérations

Date : 30/06/2021

Schedule 1 Project Description

The objective of the Project is to increase utilization and quality of reproductive, maternai and child services in targeted areas, especially among the poorest households.

The Project consists of the following parts :

Part 1. PBF and supporting the implementation of free health care for pregnant women and children and fee exceptions for poorest households

1.1. Provision of performance-based payments («PBF Payments») to strengthen Health Care Facilities for, *inter alia* :

(a) the delivery of Health Care Services to women and children, covering *inter alia* :

(i) reproductive health services including family planning, pre- and post-natal care, emergency obstetric care and delivery ; (ii) child health services; and (iii) nutrition services;

(b) the provision of performance-based bonuses to Health Facilities and Community Health Workers ; and

(c) the delivery of Health Care Services provided under the Recipient's Free Care Policy.

1.2. Implementation support to for the verification and counter-verification of PBF Payments, though, *inter alia* :

(a) Provision of technical assistance and payment of performance bonuses to the DVVCs and the Ministry of Health's Inspection Department, in charge of the verification and counter-verifications of the PBF Payments referred to in Part 1.1. above ; and

(b) design and implementation of capacity building activities and Training to selected DVVCs personnel, as well as outreach and awareness-raising campaigns, aimed at increasing access to Health Care Services in hard to reach regions within the Recipient's territory.

Part 2. Support public finance governance, sector PFM and health system strengthening

2.1. Support the alignment of the PBF Payments, including accounting and reporting with the Recipient's national Public Financial Management (PFM) systems, though :

(a) The carrying out of an assessment of the public finance management environment of Health Care Facilities, of *inter alia*, the following pillars : (i) flow of public funds ; (ii) «functional classification» (i.e. human resources, investments, operational budget); (iii) institutional autonomy ; (iv) basic financial management capacity ; and (v) resources at the level of the Health Care Facility ; and the provision of support to the Health Care Facilities to address the bottlenecks identified in said assessment.

(b) The provision of Public Expenditure Tracking Surveys (PETS) to be completed by Health Care Facilities, to collect data on the extent to which the government budgets link to execution and desired service delivery objectives and beneficiaries.

(c) Support the Ministry of Health in adopting the foundations for a performance based budgeting approach by providing support to, *inter alia* : (i) ensure strategic allocation of resources to the critical needs in the health sector ; (ii) prioritize and design programs, with emphasis on the PBF services covered under Part 1 of the Project ; (iii) harmonize Health Care Facilities business plans in the targeted areas with the budgeting processes ; (iv) ensure harmonization of the Recipient's pluriannual management of investment projects (including associated recurrent costs) and three-year program budgeting plan ; and (v) adopt and implement a ministerial management charter.

2.2. Strengthen the Recipient's health system, though, *inter alia* :

(a) Support to the Ministry of Health to enhance the existing national system for delivery of pharmaceutical products, including activities to improve, *inter alia* : (i) the visibility of the supply chain to the public sector Health Care Facilities ; (ii) the Ministry of Health's regulatory role to control the quality of essential medicines in the market and ; and (iii) the Ministry of Health's information system, blood transfusion system and community health policy.

(b) Provision of technical assistance to the Ministry of Health in : (i) the development and implementation of a health financing strategy; and (ii) the performance of external audits to take stock of current deficiencies in the health sector and provide recommendations.

Part 3. Project management and monitoring

Support the Ministry of Health in the coordination, supervision, monitoring and evaluation of the Project.

Part 4. Contingency Emergency Response

Providing an immediate response to an Eligible Crisis or Emergency, as needed.

Schedule 2 Project Execution

Section I. Implementation Arrangements

A. Institutional Arrangements

1. The Recipient shall, though the Ministry of Health, maintain a Project Implementation Unit (the «PIU») at all times during the implementation of the Project, with sufficient resources to carry out its operational and management responsibilities, and with competent staff in adequate numbers and responsibilities, including, *inter alia*, two social specialists, two environmental specialists, and one gender-based violence specialist all acceptable to the Association and as set forth in the Project Operational Manual.

2. No later than three (3) months after the Effective Date, the Recipient, through the Ministry of Health shall hire one social specialist and one environmental specialist with qualifications acceptable to the Association.

3. The Recipient, through the Ministry of Health, shall maintain during the implementation of the Project a steering committee (the «National Steering Committee») with compositions, mandate, terms of reference and resources satisfactory to the Association, to be responsible for, *inter alia*, providing strategic and policy guidance on matters relating to the Project, and which shall be chaired by the Recipient's Ministry of Planning, Statistics and Regional Integration, the vice-presidency shall be the Ministry of Health and shall comprise of representatives from the Ministry of Health and Ministry of Finance, while the Project Coordinator shall act as the secretary.

B. Operational Manual

1. The Recipient, through the Ministry of Health, shall adopt, and thereafter carry out the Project in accordance with a manual (the «Project Operational Manual»), which shall set forth, *inter alia* : (a) a detailed description of Project activities and institutional arrangements ; (b) the Project administrative, budgeting, accounting, auditing, reporting, financial, procurement and disbursement procedures ; (c) the monitoring indicators for the Project ; (d) the detailed

procedures for coordination and collaboration among the relevant Recipient's institutions, and other stakeholders in the carrying out of the Project ; (e) the minimum terms and conditions of each PBF Agreement ; and (f) the Anti-Corruption Guidelines.

2. Except as the Recipient and the Association may otherwise agree in writing, the Recipient, through the Ministry of Health, shall not abrogate, amend, suspend, terminate, or waive the Project Operational Manual or any provision thereof.

3. In case of a conflict between the terms of the Project Operational Manual and those in this Agreement, the terms of this Agreement shall prevail.

4. The Recipient shall ensure that the collection, use and processing (including transfers to third parties) of any personal data collected under this Project shall be done in accordance with the national law on Personal Data Protection (Loi No 29-1019 du 10 Octobre 2019 portant protection des données à caractère personnel) , and in accordance with best international practice, ensuring legitimate, appropriate, and proportionate treatment of such data.

C. Performance Based Financing (PBF) Part 1 of the Project

PBF Unit and PBF Manual

1. To facilitate the implementation of Part 1 of the Project, the Recipient, through the Ministry of Health, shall establish and maintain at all times during the implementation of the Project, a technical unit (the «PBF Technical Unit») within the Ministry of Health, with sufficient resources to provide technical guidance on the PBF Payments design and operationalization, and with competent staff in adequate numbers and responsibilities, all acceptable to the Association and as set forth in the Project Operational Manual and the PBF Manual.

2. To facilitate the implementation of Part 1 of the Project, the Recipient, shall adopt and thereafter implement Part 1 of the Project in accordance with a manual (the «PBF Manual») which shall include the rules, methods, guidelines and procedures for the carrying out Part 1 of the Project, including the following :

(a) implementation arrangements ; (b) flow of funds and mechanisms for the implementation of Part 1 of the Project ; (c) the verification protocols and verification arrangements for the PBF Payments ; (d) penalties and sanctions for over-reporting by Health Care Facilities ; (e) eligibility criteria for the selection of the DVVCs personnel, Health Care Facilities, and Community Health Workers ; (f) a detailed description of the Health Care Services; (g) a model form of Payment Contracts ; and (h) the performance-based indicators.

Health Care Service Contracts

3. Upon selection of a Health Care Facility, the

Recipient, through the Ministry of Health, shall enter into a contract («Health Care Service Contract») with each relevant Health Care Facility under terms and conditions satisfactory to the Association, which shall set forth, *inter alia* :

(a) the responsibilities and obligations of each party ; a description of the Health Care Services provided by the Health Care Facilities and the technical, administrative and fiduciary aspects of its participation to the implementation and the use of funds under Part 1 of the Project, including *inter alia* : number of beneficiaries targeted; disbursement requirements and procedures ; payment modalities ; verification and counter-verification modalities ; and other relevant clinical, financial and administrative data required pursuant to the Recipient's health information regulations ;

(b) the obligations for the Health Facilities to :

(i) carry out and ensure that the activities and obligations (including the obligation to payment of performance based bonuses to Health Workers and Community Health Workers), under the Health Care Service Contracts, with due diligence and efficiency and in accordance with sound public health, environmental and social and administrative standards and practices acceptable to the Association, in particular in accordance with this Agreement, the Project Operational Manual, and the PBF Manual ;

(iii) adhere to the Anti-Corruption Guidelines and ensure that the goods and services required are procured in accordance with the Procurement Regulations ;

(iv) maintain adequate records to reflect, in accordance with sound accounting practices, the resources, operations and expenditures received pursuant to the provisions of the Health Care Service Contract and submit its financial statements to the Recipient, through the Ministry of Health ; and

(v) enable the Association and the Recipient to inspect its facilities, operations and any records and documents relevant to the Health Care Service Contract ; and prepare and furnish to the Association and Recipient all such information as either shall reasonably request relating to the Health Care Service Contract.

(c) The obligations of the Recipient, through the Ministry of Health to :

(i) provide PBF Payments to Health Care Facilities ;

(ii) exercise its rights and carry out its obligations under each Health Care Service Contract in such a manner as to protect the interests of the Recipient and the Association and to accomplish the purpose of the Financing ; and

(iii) except as the Association shall otherwise agree, the Recipient shall not sign, amend, abrogate, repeal, terminate, waive or fail to enforce any Health Care Service Contract or any of its provisions.

Verification and Counter-verification

Verification

4. Prior to the implementation of the activities under Part 1 of the Project in each corresponding department (province) of the Recipient territory, the Recipient, through the Ministry of Health, shall: (a) recruit, through a competitive process, professionals with qualification and experience acceptable to the Association («Verification Experts») to provide technical support to the DVVCs; and (b) establish the Verification and Validation Departmental Committees («DVVCs») comprised by, *inter alia*, representatives of local organizations, local health administrations, civil society and NGOs to: (i) carry out the verification of the achievement of the performance-based indicators set forth in the pertinent Health Care Services Contracts and the Project Operational Manual, including the PBF Payments to said Health Care Facilities, at the departmental (provincial) level ; and (ii) prepare and furnish to the Ministry of Health's Inspection Department (IGS) a semestral report of such scope and in such detail as the Association shall reasonably reflecting the results of the verification referred to in (i) herein, all in accordance with the provisions set forth in the Project Operational Manual and the PBF Manual.

Counter-verification

5. Upon receipt of the pertinent report by ISG mentioned in paragraph 4 above, the Recipient, through the Ministry of Health, shall ensure that the Ministry of Health's Inspection Department (IGS) reviews each of said reports for purposes of counter verifying the information contained therein, all in accordance with the provisions of the Project Operational Manual and the PBF Manual.

D. Environmental and Social Standards.

1. The Recipient shall, through the Ministry of Health, ensure that the Project is carried out in accordance with the Environmental and Social Standards, in a manner acceptable to the Association.

2. Without limitation upon paragraph 1 above, the Recipient shall, through the Ministry of Health, ensure that the Project is implemented in accordance with the Environmental and Social Commitment Plan («ESCP»), in a manner acceptable to the Association. To this end, the Recipient, through the Ministry of Health, shall ensure that :

(a) the measures and actions specified in the ESCP are implemented with due diligence and efficiency, as provided in the ESCP;

(b) sufficient funds are available to cover the costs of implementing the ESCP;

(c) policies and procedures are maintained, and qualified and experienced staff in adequate numbers are retained to implement the ESCP, as provided in

the ESCP ; and

(d) the ESCP, or any provision thereof, is not amended, repealed, suspended or waived, except as the Association shall otherwise agree in writing, as specified in the ESCP, and ensure that the revised ESCP is disclosed promptly thereafter.

3. In case of any inconsistencies between the ESCP and the provisions of this Agreement, the provisions of this Agreement shall prevail.

4. The Recipient, through the Ministry of Health, shall ensure that :

(a) all measures necessary are taken to collect, compile, and furnish to the Association through regular reports, with the frequency specified in the ESCP, and promptly in a separate report or reports, if so requested by the Association, information on the status of compliance with the ESCP and the environmental and social instruments referred to therein, all such reports in form an substance acceptable to the Association, setting out, *inter alia* : (i) the status of implementation of the ESCP, (ii) conditions, if any, which interfere or threaten to interfere with the implementation of the ESCP ; and (iii) corrective and preventive measures taken or required to be taken to address such conditions ; and

(b) the Associations is promptly notified of any incident or accident related to or having an impact on the Project which has, or is likely to have, a significant adverse effect on the environment, the affected communities, the public or workers, in accordance with the ESCP, the environmental and social instruments referenced therein and the Environmental and Social Standards.

5. The Recipients through the Ministry of Health, shall establish, publicize, maintain and operate an accessible grievance mechanism, to receive and facilitate resolution of concerns and grievances of Project-affected people, and take all measures necessary and appropriate to resolve, or facilitate the resolution of, such concerns and grievances, in manner acceptable to the Association.

E. Contingency Emergency Response

1. In order to ensure the proper implementation of Part 4 of the Project ("CERC Part"), the Recipient shall :

a) prepare and furnish to the Association for its review and approval, a CERC operations manual which shall set forth detailed implementation arrangements for the CERC Part, including : (i) designation of terms of reference for, and resources to be allocated to the entity to be responsible for coordinating and implementing the CERC Part («Coordinating Authority»); (ii) specific activities which may be included in the CERC Part, Eligible Expenditures required therefor («Emergency Expenditures»), and any procedures for such inclusion ; (iii) financial management arrangements for the CERC Part ; (iv) procurement methods and procedures for CERC Part ; (v) documentation required

for withdrawals of Emergency Expenditures ; (vi) environmental and social safeguard management frameworks for the CERC Part, consistent with the Association's policies on the matter ; and (vii) any other arrangements necessary to ensure proper coordination and implementation of the CERC Part ;

(b) afford the Association a reasonable opportunity to review said proposed CERC Operations Manual ;

(c) promptly adopt such CERC Operations Manual for the CERC Part as shall have been approved by the Association ;

(d) ensure that the CERC Part is carried out in accordance with the CERC Operations Manual ; provided, however, that in the event of any inconsistency between the provisions of the CERC Operations Manual and this Agreement, the provisions of this Agreement shall prevail ; and

(e) not amend, suspend, abrogate, repeal or waive any provision of the CERC Operations Manual without prior agreement by the Association («CERC Operations Manual»).

2. The Recipient shall, throughout the implementation of the CERC Part, maintain the Coordinating Authority, with adequate staff and resources satisfactory to the Association.

3. The Recipient shall undertake no activities under the CERC Part (and no activities shall be included in the CERC Part) unless and until the following conditions have been met in respect of said activities :

(a) the Recipient has determined that an Eligible Crisis or Emergency has occurred, has furnished to the Association a request to include said activities in the CERC Part in order to respond to said Eligible Crisis or Emergency, and the Association has agreed with such determination, accepted said request and notified the Recipient thereof ; and

(b) the Recipient has prepared and disclosed all safeguards documents required for said activities, in accordance with the CERC Operations Manual, the Association has approved all such documents, and the Recipient has implemented any actions which are required to be taken under said documents.

Section II. Project Monitoring, Reporting and Evaluation

The Recipient shall furnish to the Association each Project Report not later than one (1) month after the end of each calendar semester, covering the calendar semester.

Section III. Withdrawal of the Proceeds of the Financing

A. General

Without limitation upon the provisions of Article II of the General Conditions and in accordance with the Disbursement and Financial Information Letter, the Recipient may withdraw the proceeds of the Financing to finance Eligible Expenditures in the amount allocated and, if applicable, up to the percentage set forth against each Category of the following table :

Category	Amount of the Credit Allocated (expressed in Euro)	Percentage of Expenditures to be Financed (inclusive of Taxes)
(1) Eligible Expenditures for the PBF Payments under Part I.I of the Project	29,000,000	100%
(2) Goods, works, non-consulting services, and consulting services, Training and Operating Costs under Parts 1.2 and 2.1 of the Project	10,3 00,000	100%
(3) Goods, works, Non-consulting services, and consulting services, Training and Operating Costs under Part 2.2 of the Project	1,700,000	100%
(4) Goods, works, non-consulting services, and consulting services, Training and Operating Costs under Part 3 of the Project	1,700,000	100%
(5) Emergency Expenditures under Part 4 of the Project	0	100%
TOTAL AMOUNT		42,700,000

B. Withdrawal Conditions; Withdrawal Period

1. Notwithstanding the provisions of Part A above, no withdrawal shall be made :

(a) for payments made prior to the Signature Date ;

(b) for payments under Category (1), unless and until the Association has received evidence acceptable to the Association in its form and content of :

(i) the establishment of the PBF Technical Unit, by the Recipient, through the Ministry of Health, referred to in Section I.C.1 of Schedule 2 to this Agreement ;

(ii) the adoption of the PBF Manual, by the Recipient, through the Ministry of Health, referred to in Section I.C.2 of Schedule 2 to this Agreement ;

(iii) the adoption and disclosure of the IPPF by the Recipient, through the Ministry of Health, in a manner and with contents acceptable to the Association ; and

(iv) the adoption and disclosure of the HCFWMF by the Recipient, through the Ministry of Health, in a manner and with contents acceptable to the Association;

(c) for payments under Category (3) unless and until the Association has received evidence acceptable to the Association in its form and content of the adoption and disclosure of the HCFWMF by the Recipient, through the Ministry of Health, in a manner and with contents acceptable to the Association ; and

(d) for payments under Category (5) for Emergency Expenditures under Part 4 of the Project, unless and until the Association is satisfied, and has notified the Recipient of its satisfaction, that all of the following conditions have been met in respect of said activities :

(i) the Recipient has determined that Eligible Crisis or Emergency has occurred, has furnished the Association a request to include said activities in the CERC Part in order to respond to said Eligible Crisis or Emergency, and the Association has agreed with such determination, accepted said request and notified the Recipient thereof ;

(ii) the Recipient has prepared and disclosed all safeguards documents required for said activities, and the Recipient has fulfilled any actions which are required to be taken under said documents, all in accordance with the provisions of Section I.E of Schedule 2 to this Agreement, for purposes of such activities ;

(iii) the Recipient's Coordinating Authority has adequate staff and resources, in accordance with the provisions of Section I.E of Schedule 2 to this Agreement for the purposes of such activities ; and

(iv) the Recipient has adopted an CERC Operations Manual in form, substance and manner acceptable to the Association and the provisions of the CERC Operations Manual remain, or have been updated in accordance with the provisions of Section I.E of Schedule 2 to this Agreement so as to be appropriate for the inclusion and implementation of said activities under the CERC Part.

2. The Closing Date is August 8, 2024.

SCHEDULE 3 Repayment Schedule

Date Payment Due	Principal Amount of the Credit repayable (expressed as a percentage)*
On each February 15 and August 15 :	
commencing August 15, 2026 to and including February 15 2046	1.65%
commencing August 15, 2046 to and including February 15 2051	3.40%

* The percentages represent the percentage of the principal amount of the Credit to be repaid, except as the Association may otherwise specify pursuant to Section 3.05 (b) of the General Conditions.

APPENDIX Section I. Definitions

1. «*Anti-Corruption Guidelines*» means, for purposes of paragraph 5 of the Appendix to the General Conditions, the «*Guidelines on Preventing and Combating Fraud and Corruption in Projects Financed by ffrRD Loans and IDA Credits and Grants*», dated October 15, 2006 and revised in January 2011 and as of July 1, 2016.

2. «*Basis Adjustment to the Interest Charge*» means the Association's standard basis adjustment to the Interest Charge for credits in the currency of denomination of the Credit, in effect at 12:01 a.m. Washington, D.C. time, on the date on which the Credit is approved by the Executive Directors of the Association, and expressed either as a positive or negative percentage per annum.

3. «*Basis Adjustment to the Service Charge*» means the Association's standard basis adjustment to the Service Charge for credits in the currency of denomination of the Credit, in effect at 12:01 a.m. Washington, D.C. time, on the date on which the Credit is approved by the Executive Directors of the Association, and expressed either as a positive or negative percentage per annum.

4. «*Category*» means a category set forth in the table in Section III.A of Schedule 2 to this Agreement.

5. «*Community Health Worker*» means community health workers, selected to participate in the Project in accordance with the Project Operational Manual and the PBF Manual.

6. «*DVVC*» means departmental (provincial) verification and validation committees referred to in Section CA of Schedule 2 to this Agreement, selected to participate in the Project in accordance with the Project Operational Manual and the PBF Manual.

7. «*Environmental and Social Commitment Plan*» or «*ESCP*» means the environmental and social commitment plan for the Project, dated April 19, 2021 as the same may be amended from time to time in accordance with the provisions thereof, which sets out the material measures and actions that the Recipient shall carry out or cause to be carried out to address the potential environmental and social risks and impacts of the Project, including the timeframes of the actions and measures, institutional, staffing, training, monitoring and reporting arrangements, and any environmental and social instruments to be prepared thereunder.

8. «*ESMF*» means the Project's environmental and social management framework, an instrument dated April 19, 2021, to be updated, adopted and disclosed by the Recipient, in a manner and with contents satisfactory to the Association, which sets out, *inter alia*, the environmental and social principles of the Project, and which shall include the Project's LMP and GRM and the principles for the preparation of environmental and social management plans, as such framework may be amended from time to time with the prior written agreement of the Association.

9. «*Environmental and Social Standards*» or «*ESSs*» means, collectively : (i) «*Environmental and Social Standard 1 : Assessment and Management of Environmental and Social Risks and Impacts*»; (ii) «*Environmental and Social Standard 2 : Labor and Working Conditions*»; (iii) «*Environmental and Social*

Standard 3 : Resource Efficiency and Pollution Prevention and Management»; (iv) «*Environmental and Social Standard 4 : Community Health and Safety*»; (v) «*Environmental and Social Standard 5 : Land Acquisition, Restrictions on Land Use and Involuntary Resettlement*»; (vi) «*Environmental and Social Standard 6 : Biodiversity Conservation and Sustainable Management of Living Natural Resources*» ; (vii) «*Environmental and Social Standard 7 : Indigenous Peoples/Sub-Saharan Historically Underserved Traditional Local Communities*» ; (viii) «*Environmental and Social Standard 8 : Cultural Heritage*» ; (ix) «*Environmental and Social Standard 9 : Financial Intermediaries*»; (x) «*Environmental and Social Standard 10 : Stakeholder Engagement and Information Disclosure*» ; effective on October 1, 2018, as published by the Association.

10. «*Free Health Care Policy*» means the Recipient's national Cree health care policy established by Presidential Decree No. 2011-493 dated July 29, 2011.

11. «*General Conditions*» means the «*International Development Association General Conditions for IDA Financing, Investment Project Financing*», dated December 14, 2018 (revised on August 1, 2020 and April 1, 2021).

12. «*GRM*» means the Project's grievance redress mechanism.

13. «*Health Care Facilities*» means any primary health care centers and referral hospitals in the Recipient's territory, selected to participate in the Project and be beneficiary of PBF Payments, in accordance the corresponding Payment Contract, and Project Operational Manual and the PBF Manual.

14. «*Health Worker*» means any doctors, nurses, midwives and physician assistants, in the Recipient's territory, selected to participate in the Project in accordance the Project Operational Manual and the PBF Manual.

15. «*Health Care Service Contract*» means any of the contracts referred to in referred to in Section I.C of Schedule 2 to this Agreement.

16. «*Health Care Services*» means the services referred to in Part 1.1 of the Project, and as detailed in the Project Operational Manual and the PBF Manual.

17. «*HCFWFMF*» means the Project Health Care Facility Waste Management Framework an instrument to be prepared, adopted and disclosed by the Recipient, satisfactory to the Association, which sets out, *inter alia*, the measures regarding resource efficiency, and pollution prevention and management, as such framework may be amended from time to time with the prior written agreement of the Association.

18. «*IPPF*» means the Project Indigenous Peoples Planning Framework, an instrument to be prepared, adopted and disclosed by the Recipient, satisfactory to the Association, which sets out, *inter alia*, the

principles, organizational arrangements (including consultation, budget and disclosure), and design criteria to be applied to Project activities which affect indigenous peoples, including the preparation of indigenous peoples plans, as such framework may be amended From time to time with the prior written agreement of the Association.

19. «*LMP*» means the Project's Labor Management procedures, an instrument to be prepared, adopted and disclosed as part of the ESMF, by the Recipient, in a manner and with contents satisfactory to the Association, which sets out the labor management procedures of the Project as such instrument may be amended from time to time with the prior written agreement of the Association.

20. «*Ministry of Health's Inspection Department (IGS)*» means the department within the Recipient's Ministry of Health, created pursuant to Decree no. 2018-269 of July 2, 2018, responsible for the control of administrative, financial and technical management services.

21. «*National Steering Committee*» means the Recipients steering committee established pursuant 10 Decree No.2020/112 April 16, 2020 referred to in Section I.A.3 of Schedule 2 to this Agreement.

22. «*Operating Costs*» means reasonable cost of eligible expenditures incurred by the Recipient in connection with the daily operation of the Project and which would not have been incurred absent the Project, including, *inter alia*, travel costs, accommodation and *per diem*, utilities, maintenance of offices and equipment, insurance, office supplies and materials, banking charges, vehicle maintenance and operation, communication, printing, costs related to strengthening communication and disseminating results (events, communication plans, publications), but excluding salaries, fees, honoraria, and bonuses of members of the Recipient's civil service.

23. «*PBF*» means Performance-Based Financing.

24. «*PBF Payment*» means a payment made or proposed to be made out of the proceeds of the Financing to a Health Care Service Facility for the achievement of measured outputs (performance targets) under Part 1 of the Project.

25. «*PIU*» means project implementation unit established by the Recipient on November 20,2020, referred to in Section I.A.1 of this Agreement.

26. «*Procurement Regulations*» means, for purposes of paragraph 87 of the Appendix to the General Conditions, the «*World Bank Procurement Regulations for IPF Borrowers*», dated November 2020.

27. «*Signature Date*» means the later of the two dates on which the Recipient and the Association signed this Agreement and such definition applies to all references to «*the date of the Financing Agreement*» in the General Conditions.

28. «*Training*» means expenditures (other than for consultants' services) incurred in connection with the carrying out of training, seminars, and workshops under the Project, including, *inter alia*: logistics, the reasonable travel cost (including transportation and lodging), *per diem* of the trainers, and training materials.

29. «*Operational Manual*» means the manual dated Mareh 30, 2020 to be updated and adopted by the Recipient pursuant to Section I.B of this Agreement.

30. «*Operating Costs*» means the incremental operating costs under the Project, based on the Annual Work Plans and Budgets approved by the Association, and incurred by the Ministry of Health, on account of utilities and supplies, bank charges, communications, vehicle operation, maintenance, and insurance, office space rental, building and equipment maintenance, public awareness-related media expenses, travel and supervision, and salaries of contractual and temporary staff, but excluding salaries, fees, honoraria, and bonuses of members of the Recipient's civil service.

Date : July 30, 2021

H.E. Roger Rigobert Andely
Minister of Finance, Budget and Public Portfolio
Ministry of Finance, Budget and Public Portfolio
Brazzaville
Republic of Congo

Re : Republic of Congo
IDA Credit 6890.-CG

Kobikisa Health System Strengthening Project
Additional Instructions: Disbursement and Financial
Information Letter.

Excellency :

I refer to the Financing Agreement between Republic of Congo (the «Recipient») and the International Development Association (the «Association») for the above-referenced Project. The General Conditions, as defined in the Financing Agreement, provide that the Recipient may from time to time request withdrawals of Credit amounts from the Credit Account in accordance with the Disbursement and Financial Information Letter, and such additional instructions as the Association may specify from time to time by notice to the Recipient. The General Conditions also provide that the Disbursement and Financial Information Letter may set out Project specific financial reporting requirements. This letter constitutes such Disbursement and Financial Information Letter («OFIL») and may be revised from time to time.

I. Disbursement Arrangements, Withdrawal of Credit Funds, and Reporting of Uses of Credit Funds.

The *Disbursement Guidelines for Investment Project Financing*, dated February 2017, («Disbursement Guidelines») are available in the Association's public website at <https://www.worldbank.org> and its secure website «Client Connection» at <https://>

clientconnection.worldbank.org. The Disbursement Guidelines are an integral part of the DFIL, and the manner in which the provisions in the guidelines apply to the Credit is specified below.

(i) Disbursement Arrangements

• *General Provisions* (Schedule 1). The table in Schedule 1 sets out the disbursement methods which may be used by the Recipient, and conditions, information on registration of authorized signatures, processing of withdrawal applications (including minimum value of applications and processing of advances), instructions on supporting documentation, and frequency of reporting on the Designated Account.

(ii) *Electronic Delivery*. Section 11.01 (c) of the General Conditions.

The Recipient will deliver Withdrawal Applications (with supporting documents) electronically through the Association's web-based portal «Client Connection» at <https://clientconnection.worldbank.org>.

This option will be effected after the officials designated in writing by the Recipient who are authorized to sign and deliver Withdrawal Applications have registered as users of «Client Connection». The designated officials will deliver Applications electronically by completing the Form 2380, which is accessible through «Client Connection». By signing the Authorized Signatory Letter, the Recipient confirms that it is authorizing such persons to accept Secure Identification Credentials (SIDC) and to deliver the Applications and supporting documents to the Association by electronic means. The Recipient may exercise the option of preparing and delivering Withdrawal Applications in paper form on exceptional cases (including those where the Borrower encounters legal limitations), and which were previously agreed with the Association.

By designating officials to use SIDC and by choosing to deliver the Applications electronically, the Recipient confirms through the authorized signatory letter its agreement to : (a) abide by the Terms and Conditions of Use of Secure Identification Credentials in connection with Use of Electronic Means to Process Applications and Supporting Documentation, available in the Association's public website at <https://worldbank.org> and «Client Connection»; and (b) to cause such official to abide by those terms and conditions.

II. Financial Reports and Audits

(i) *Financial Reports*. The Recipient must prepare and furnish to the Association not later than forty-five (45) days after the end of each calendar quarter, interim unaudited financial reports («IFR») for the Project covering the quarter.

(ii) *Audits*. Each audit of the Financial Statements must cover the period of one fiscal year of the Recipient, commencing with the fiscal year in which the first withdrawal was made. The audited Financial Statements for each such period must be furnished to the Association not later than six (6) months after the end of such period.

III. Other Information

For additional information on disbursement arrangements, please refer to the Loan Handbook available on the Association's website (<http://www.worldbank.org/>) and «Client Connection». The Association recommends that you register as a user of «Client Connection». From this website you will be able to prepare and deliver Applications, monitor the near real-time status of the Credit, and retrieve related policy, financial, and procurement information. For more information about the website and registration arrangements, or if you have any queries in relation to be above, please contact the Association by email at AskLoan@WorldBank.org using the above reference.

Very truly yours,

INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION
Abdoulaye Seck
Country Director for the Republic of Congo
Africa Region

Attachments :

1. Form of Authorized Signatory Letter
2. Form Statement of Expenditures
3. Customized Statement of Expenditures for Eligible Expenditures under Category 1 (PBF/Cash Transfer) of the Financing Agreement

Schedule 1 : Disbursement Provisions

Basic Information					
Credit Number	6890-CG	Country	Republic of Congo	Closing Date	Section Financi
		Recipient	Republic of Congo		
		Name of the Project	Kobikisa Health System Strengthening Project	Disbursement Deadline Date <i>Subsection 3.7</i> ••	Four
Disbursement Methods and Supporting Documentation					
Disbursement Methods <i>Section 2 (**)</i>		Methods	Supporting Documentation <i>Subsections 4.3 and 4.4 (**)</i>		
Direct Payment		Yes	COPY of records		
Reimbursement		Yes	1. Customized Statement of Expenditures (SOE) in the format Eligible Expenditures under Category 1 of Section III.A of S. Financing Agreement 2. Statement of Expenditures (SOE) in the format provided in A Eligible Expenditures		
Advance (into a Designated Account)		Yes	1. Customized Statement of Expenditures (SOE) in the format p. Eligible Expenditures under Category 1 of Section III.A of S. Financing Agreement 2. Statement of Expenditures (SOE) in the format provided in A Eligible Expenditures		
Special Commitments		Yes	Copy of Letter of Credit		
Designated Account (Sections 5 and 6 **)					
Type		Segregated	Ceiling	Variable	
Financial Institution - Name		Credit du Congo	Currency	XAF	
Frequency of Reporting <i>Subsection 6.3 (**)</i>		Monthly	Amount	06 month for Expenditure	
Minimum Value of Applications (subsection 3.5)					
The minimum value of applications for Direct Payment and Special Commitment is 20 percent of the Designated Account Ceiling.					
Authorized Signatures (<i>Subsection 3.1 and 3.2 **</i>) <i>The form for Authorized Signatories Letter is provided in Attachment. Withdrawal and Documentation Applications (Subsection 3.3 and 3.4 ..)</i>					
Authorized Signatures (subsection 3.1 and 3.2). A letter in the form attached (attached 1) should be furnished to the World Bank at the address indicated below providing the name signature(s) of the official(s) authorized to sign Application : The World Bank Resident Mission Brazzaville Republic of Congo Attention : Country Director for Republic of the Republic of Congo					
Applications (subsections 3.4 - 3.4). All Withdrawal Applications and their supporting documentation will be electronically submitted via Client Connection.					
Additional Information					
Disbursements under Category 5 of Section III.A of Schedule 2 of the Financing Agreement (Part 3 of the Project - Contingent Em (CERC) will be subject to the conditions precedent to accessing the CERC funds, namely that the Recipient has provided, and the _____ of the occurrence of an eligible crisis or emergency and the Recipient has prepared and adopted/adhered to the CERC Operations _____ this component will follow procedures described in the CERC Manual including supporting documentation ; provided that this dis_____ to be amended and reinstated at a later date to reflect those specific arrangements. In order to provide necessary liquidity for fa_____ Advance under the CERC could be up to 100% of the amount allocated to the CERC category.					
Other					

•• Sections and subsections relate to the «Disbursement Guidelines for Investment Project Financing», dated February 2017.

Attachment I - Form of Authorized Signatory Letter

[Letterhead]
Ministry of Finance
[Street address]
[City] [Country]

[DATE]

International Development Association
1818 H Street, N.W.
Washington, D.C. 20433
United States of America

Re: Credit No. 6890-CG (Kobikisa Health System Strengthening Project)

Attention: _____, Country Director

I refer to the [Grant] [Credit] Agreement («Agreement») between the International Development Association (the «Association») [, acting as implementing of the]¹ and [name of recipient] (the «Recipient»), dated _____ , providing the above [Grant] [Credit]. For the purposes of Section 2.03 of the General Conditions as defined in the Agreement, any ²[one] of the persons whose authenticated specimen signatures appear below is authorized on behalf of the Recipient to sign applications for withdrawal [and applications for a special commitment] under this [Grant] [Credit].

For the purpose of delivering Applications to the Association, including by electronic means, ³[each] of the persons whose authenticated specimen signatures appears below is authorized on behalf of the Recipient, acting ⁴[individually] ⁵[jointly], to deliver Applications, and evidence in support thereof on the terms and conditions specified by the Association.

¹ Instruction to the Recipient : add text in line with the Grant Agreement if applicable ; if not applicable delete it. Please delete this footnote in final letter that is sent to the Associations.

² Instruction to the Recipient : stipulate if more than one person needs to sign Applications, and how many or which positions, and if any thresholds apply. Please delete this footnote in final letter that is sent to the Association.

³ Instruction to the Recipient : stipulate if more than one person needs to jointly sign Applications, if so, please indicate the actual number. Please delete this footnote in final letter that is sent to the Association.

⁴ Instruction to the Recipient : use this bracket if any one of the authorized persons may sign ; if this is not applicable, please delete. Please delete this footnote in final letter that is sent to the Association.

⁵ Instruction to the Recipient : use this bracket only if several individuals must jointly sign each Application; if this is not applicable, please delete. Please delete this footnote in final letter that is sent to the Association.

This confirms that the Recipient is authorizing such persons to accept Secure Identification Credentials (SIDC) and to deliver the Applications and supporting documents to the Association by electronic means. In full recognition that the Association shall rely upon such representations and warranties, including without limitation, the representations and warranties contained in the Terms and Conditions of Use of Secure Identification Credentials in collection with Use of Electronic Means to Process Applications and Supporting Documentation («Terms and Conditions of Use of SIDC»), the Recipient represents and warrants to the Association that it will cause such persons to abide by those terms and conditions.

This Authorization replaces and supersedes any Authorization currently in the Association records with respect to this Agreement.

[Name], [position] Specimen Signature : _____
[Name], [position] Specimen Signature : _____
[Name], [position] Specimen Signature : _____

Yours truly,
/ signed /

Attachment 2 - Statement of Expenditures

Attachment 3

IDA Credit No. _ _ _ _ _

Customized Statement of Expenditures for Performance Based Activities

Category _ _ _ _ _

Period : DD/MMfYY to DD/MM/YY

Item No.	Name of Health Care facility	Technical Assistance Essential Benefits Package	Essential Benefits Package planned for the period	Essentials Benefits Package delivered during the period	Unit Cost	Quality Adjustment (%)	Net Amount to be paid to the Health Care Facility Faire à
		Total					

We, _____, the undersigned, certify that the above information has been verified in accordance with the Performance Based Manual and that the Unit Costs have been calculated in accordance with the Performance Based Manual as set out in Section Section C.2 of Schedule 2 of the Financing Agreement.

Accord de Financement

(Projet de renforcement du système de santé
Kobikisa)

entre

République du Congo

et

Association Internationale de Développement

NUMERO DE CREDIT _____ - _____

ACCORD DE FINANCEMENT

Accord en date du jour de Signature entre la République du Congo («Bénéficiaire») et l'Association Internationale de Développement («Association») aux fins d'aider à financer le projet décrit à l'Annexe 1 de cet Accord («Projet»). Le Bénéficiaire et l'Association conviennent par la présente ce qui suit :

Article I - Conditions Générales ; Définitions

1.01. Les Conditions Générales (définies dans l'Appendice à cet Accord) s'appliquent à cet Accord et en font partie.

1.02. Sauf si le contexte l'exige autrement, les termes en majuscules utilisés dans cet Accord ont le sens qui leur est attribué dans les Conditions Générales ou dans l'Appendice à cet Accord.

Article II – Financement

2.01. L'Association accepte d'octroyer au Bénéficiaire un crédit, qui est réputé être un Financement Concessionnel aux fins des Conditions Générales, d'un montant équivalent à quarante-deux millions sept cent mille Euros (€42,700,000) (selon le cas, «Crédit» ou «Financement»), pour aider au financement du projet décrit dans l'Annexe 1 à cet Accord («Projet»).

2.02. Le Bénéficiaire peut retirer les produits de ce Financement conformément à la Section III de l'Annexe 2 à cet Accord.

2.03. Le Taux Maximal de la Commission d'Engagement est la moitié d'un pour cent (1/2 de 1%) par année sur le Solde du Financement Non Décaissé.

2.04. Les frais de service sont le plus élevé des montants suivants : (a) la somme des trois quarts d'un pour cent (3/4 de 1%) par an plus le rajustement de base des frais de service ; et (b) trois quarts d'un pour cent (3/4 de 1%) par an ; sur le solde créditeur retiré.

2.05. Les frais d'intérêt sont le plus élevé des montants suivants : (a) la somme d'un et quart pour cent (1,25%) par année plus le rajustement de base des frais d'intérêt ; et (b) zéro pour cent (0%) par an ; sur le solde créditeur retiré.

2.06. Les Dates de paiement sont le 15 février et 15 août de chaque année.

2.07. Le montant du principal du Crédit est remboursé conformément à l'échéancier de remboursement établi dans l'Annexe 3 à cet Accord.

2.08. La Monnaie de Paiement est l'Euro.

Article III - Projet

3.01. Le Bénéficiaire déclare son engagement envers l'objectif du Projet. A cette fin, le Bénéficiaire, à travers le Ministère de la Santé, de la Population, de la Promotion de la Femme et de l'intégration de la Femme au Développement, exécute le Projet conformément aux dispositions de l'Article V des Conditions Générales et de l'Annexe 2 à cet Accord.

Article IV - Entrée en vigueur ; Résiliation

4.0 1. Les Autres Conditions d'Entrée en Vigueur comprennent les éléments suivants :

(a) le Bénéficiaire, par l'intermédiaire du Ministère de la Santé, s'assurera de la mise à jour du Manuel Opérationnel du Projet, d'une manière et avec un contenu jugé acceptable pour l'Association.

(b) le Bénéficiaire, par l'intermédiaire du Ministère de la Santé, s'assurera de la mise à jour et de la divulgation du CGES (y compris le LMP et le GRM), d'une manière et avec un contenu jugé acceptable pour l'Association.

4.02. La Date Limite d'Entrée en Vigueur est à quatre-vingt-dix (90) jours après la Date de Signature.

4.03. Aux fins de la Section 10.05 (b) des Conditions Générales, la date à laquelle les obligations du Bénéficiaire en vertu de cet Accord (autres que celles prévoyant les obligations de paiement) sont résiliées est à vingt ans après la Date de Signature.

Article V - Représentant ; Adresses

5.01. Le Représentant du Bénéficiaire est le ministère chargé des finances et du budget.

5.02. Aux fins de la Section 11.01 des Conditions Générales :

(a) l'adresse du Bénéficiaire est :

Ministère des Finances et du Budget
B.P. : 2083 - Bd Denis Sassou-Nguesso
Brazzaville, République du Congo ; et

(b) l'adresse électronique du Bénéficiaire est :

Télécopie : 242 2281 4369

5.03. Aux fins de la Section 11.01 des Conditions Générales :

(a) L'adresse de l'Association est :

Association internationale de développement
1818 H Street, N.W.
Washington, DC 20433
Etats-Unis d'Amérique ; et

(b) l'adresse électronique de l'Association est :

Télex : 248423 (MCI)
Télécopie : 1-202-477-6391

Convenu à la Date de Signature.

REPUBLIQUE DU CONGO

Par : _____
Représentant Habilité

Nom : _____

Titre : _____

Date : _____

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE
DEVELOPPEMENT

Et

Représentant Habilité

Nom : _____

Titre : _____

Date : _____

Annexe I

Description du Projet

Le Projet vise à optimiser l'utilisation des ressources du système de santé et à améliorer sa performance en termes d'utilisation et de qualité des services de santé de la reproduction, de la mère et de l'enfant dans les zones ciblées, en particulier parmi les ménages les plus pauvres.

Le Projet comprend les parties suivantes :

Partie 1. FBP et appui à la mise en œuvre de la gratuité des soins de santé pour les femmes enceintes et les enfants et de l'exonération de frais pour les ménages les plus pauvres

1.1. Fourniture de paiements basés sur la performance (« Paiements FBP ») pour renforcer les Centres de Soins de Santé dans, entre autres :

(a) la prestation de Services de soins de santé aux femmes et aux enfants, couvrant entre autres :

(i) les services de santé de la reproduction, y compris la planification familiale, les consultations prénatales et postnatales, les soins obstétricaux d'urgence et l'accouchement ; (ii) les services de santé de l'enfant ; et (iii) et les services de nutrition ;

(b) l'attribution de primes basées sur la performance aux Agents de Santé et aux Agents de Santé Communautaires ; et

(c) la prestation de Services de soins de santé dans le cadre de la Politique de gratuité du Bénéficiaire.

1.2. Appui à la mise en œuvre de la vérification et de la contre-vérification des paiements FBP, à travers, entre autres :

(a) Une assistance technique et le paiement de primes de performance aux CDVV et au Service de l'inspection du Ministère de la Santé, de la Population, de la Promotion de la Femme et de l'intégration de la Femme au Développement en charge de la vérification et des contre-vérifications des Paiements FBP mentionnés dans la Partie 1.1 précédente ; et

(b) La conception et la mise en œuvre d'activités de renforcement de capacité et de formation du personnel des CDVV sélectionnés, ainsi que de campagnes de sensibilisation et de conscientisation, visant à accroître l'accès aux Services de soins de santé dans chaque région difficile d'accès du territoire du Bénéficiaire.

Partie 2. Appui à la gouvernance des finances publiques, à la GFP sectorielle et au renforcement des systèmes de santé

2.1. Appui à la conformité des Paiements FBP, y compris la comptabilité et les rapports, aux systèmes nationaux de Gestion des finances publiques (GFP) du Bénéficiaire, à travers :

(a) L'évaluation du cadre de gestion des finances publiques des Centres de Soins de Santé, notamment les piliers suivants : (i) les flux de fonds publics ; (ii) la « classification fonctionnelle » (exemple: ressources humaines, investissements, budget opérationnel) ; (iii) l'autonomie institutionnelle ; (iv) la capacité de gestion financière de base ; et (v) les ressources au niveau des Centres de Soins de Santé ; et l'appui aux Centres de Soins de Santé pour éliminer les goulots d'étranglement relevés lors de l'évaluation.

(b) La préparation d'Enquêtes de suivi des dépenses publiques (ESDP) que les Centres de Soins de Santé rempliront, afin de collecter des données pour voir dans quelle mesure les budgets publics sont liés à l'exécution et aux objectifs de prestation de services et aux bénéficiaires ciblés.

(c) L'appui au Ministère de la Santé, de la Population, de la Promotion de la Femme et de l'Intégration de la Femme au Développement dans l'adoption des bases d'une approche de budgétisation basée sur la performance en l'aidant, entre autres, à : (i) assurer l'allocation stratégique des ressources aux besoins critiques du secteur de la santé ; (ii) prioriser et concevoir les programmes, en mettant l'accent sur les services de FBP couverts par la Partie 1 du Projet ; (iii) harmoniser les plans d'affaires des Centres de Soins de Santé dans les zones ciblées avec les processus

de budgétisation ; (iv) assurer l'harmonisation de la gestion pluriannuelle par le Bénéficiaire des projets d'investissement (y compris les coûts récurrents associés) et du plan de budgétisation du programme triennal ; et (v) adopter et mettre en œuvre une charte de gestion ministérielle.

2.2. Renforcement du système de santé des finances publiques du Bénéficiaire, à travers entre autres :

(a) une assistance technique au Ministère de la Santé, de la Population, de la Promotion de la Femme et de l'intégration de la Femme au Développement pour améliorer le système national existant de fourniture de produits pharmaceutiques, y compris les activités visant à renforcer, entre autres : (i) la visibilité de la chaîne logistique auprès des Centres de Soins de Santé du secteur public ; et (ii) le rôle réglementaire du Ministère de la Santé, de la Population, de la Promotion de la Femme et de l'intégration de la Femme au Développement dans le contrôle de la qualité des médicaments essentiels sur le marché, et (iii) le système d'information du ministère de la santé, le système de transfusion sanguine et la politique de santé communautaire.

(b) Fournir une assistance technique au Ministère de la Santé pour : (i) l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de financement de la santé ; et (ii) la réalisation d'audits externes pour faire le point sur les carences actuelles du secteur de la santé et formuler des recommandations.

Partie 3. Gestion de projet et suivi

Appui au Ministère de la Santé, de la Population, de la Promotion de la Femme et de l'Intégration de la Femme au Développement à la coordination, à la supervision, et au suivi et évaluation du Projet.

Partie 4. Intervention d'urgence conditionnelle

Fournir une réponse immédiate à une Situation de Crise ou d'Urgence Admissible, selon les besoins.

Annexe 2

Exécution du Projet

Section I. Modalités de mise en œuvre

A. Montage institutionnel

1. Le Bénéficiaire, par l'intermédiaire du Ministère de la Santé, de la Population, de la Promotion de la Femme et de l'intégration de la Femme au Développement, maintient une Unité d'exécution de projet (« l'UEP ») tout au long de la mise en œuvre du Projet, dotée des ressources suffisantes pour s'acquitter de ses responsabilités opérationnelles et de gestion, ainsi que de personnel compétent et adéquat en termes d'effectif et de responsabilités, comprenant entre autres, deux spécialistes sociaux, deux spécialistes de l'environnement et un spécialiste de la violence basée sur le genre, le tout jugé acceptable par l'Association

et tel qu'énoncé dans le Manuel des opérations du Projet.

2. Au plus tard trois (3) mois après la date d'entrée en vigueur, le bénéficiaire, par l'intermédiaire du ministère en charge de la Santé, recrutera un spécialiste social et un spécialiste de l'environnement avec des qualifications acceptables pour l'Association.

3. Le Bénéficiaire, à travers le Ministère de la Santé, de la Population, de la Promotion de la Femme et de l'intégration de la Femme au Développement, maintient tout au long de la mise en œuvre du Projet un comité de pilotage (le « Comité National de Pilotage ») selon une composition et un mandat, des termes de référence et des ressources jugés satisfaisants par l'Association, chargé, entre autres, de fournir les orientations stratégiques et politiques sur les questions en rapport au Projet. Le Comité National de Pilotage est présidé par le Ministère du Plan, de la Statistique et de l'Intégration Régionale du Bénéficiaire et la vice-présidence sera assurée par le Ministère de la Santé, de la Population, de la Promotion de la Femme et de l'intégration de la Femme au Développement et comprend le Ministère des Finances et du Budget tandis que le coordonnateur du projet assure la fonction de secrétaire.

B. Manuel des Opérations

1. Le Bénéficiaire, à travers le Ministère de la Santé, de la Population, de la Promotion de la Femme et de l'Intégration de la Femme au Développement, adopte un manuel (le « Manuel des opérations du Projet ») et par la suite exécute le Projet conformément à ce manuel, qui contient, entre autres : (i) une description détaillée des activités du Projet et du montage institutionnel ; (ii) les procédures administratives, de budgétisation, de comptabilité, d'audit, de rapport, de financement, de passation des marchés et de décaissement du Projet ; (iii) les indicateurs de suivi du Projet ; (iv) les procédures détaillées de coordination et de collaboration entre les institutions concernées du Bénéficiaire, et les autres parties prenantes dans l'exécution du Projet ; (v) les conditions minimales de chaque Accord de FBP ; et (vi) les Directives de lutte contre la corruption.

2. Sauf s'il en est convenu autrement par écrit entre le Bénéficiaire et l'Association, le Bénéficiaire, à travers le Ministère de la Santé, de la Population, de la Promotion de la Femme et de l'intégration de la Femme au Développement, n'abroge, n'amende, ne suspend, ne résilie et ne renonce au Manuel des opérations du Projet ou à toute disposition de celui-ci.

3. En cas de conflit entre les termes du Manuel des opérations du Projet et ceux de cet Accord, les termes de cet Accord prévalent.

4. Le Bénéficiaire veille à ce que la collecte, l'utilisation et le traitement (y compris les transferts à des tiers) de toutes les données à caractère personnel collectées dans le cadre de ce Projet soient effectués selon la loi nationale sur la protection des données, (*Loi n° 29-1019 du 10 octobre 2019 portant protection des*

données à caractère personnel), et également conforme aux pratiques d'excellence internationales, assurant le traitement légitime, approprié et proportionné de ces données.

C. Financement basé sur la performance (FBP) - Partie I du Projet

Unité de FBP et manuel de FBP

1. Pour faciliter l'exécution de la Partie I du Projet, le Bénéficiaire, à travers le Ministère de la Santé, de la Population, de la Promotion de la Femme et de l'intégration de la Femme au Développement établi et maintient tout au long de la mise en œuvre du Projet, une unité technique (« l'Unité technique de FBP ») au sein du Ministère de la Santé, de la Population, de la Promotion de la Femme et de l'Intégration de la Femme au Développement, dotée de ressources suffisantes pour dispenser des conseils techniques sur la conception et l'opérationnalisation des Paiements FBP, ainsi que de personnel compétent et adéquat en termes d'effectif et de responsabilités, le tout jugé acceptable par l'Association et tel qu'énoncé dans le Manuel des opérations du Projet et le Manuel de FBP.

2. Pour faciliter l'exécution de la Partie I du Projet, le Bénéficiaire adopte un manuel (le « Manuel de FBP ») et par la suite exécute la Partie I du Projet conformément à ce manuel, qui comprend les règles, les méthodes, les directives et les procédures pour exécuter la Partie I du Projet, y compris ce qui suit :

(i) les modalités d'exécution ; (ii) les flux de fonds et les mécanismes pour exécuter la Partie I du Projet ; (iii) les protocoles de vérification et les modalités de vérification des Paiements FBP ; (iv) les pénalités et les sanctions en cas de sur déclaration par les Centres de Soins de Santé ; (v) les critères d'admissibilité à la sélection du personnel des CDVV, des Centres de Soins de Santé, des Agents de Santé et des Agents de Santé Communautaires ; (vi) une description détaillée des Services de soins de santé ; (vii) un modèle-type de Contrat de paiement ; et (viii) les indicateurs basés sur la performance.

Contrats de services de soins de santé

3. A la sélection d'un Centre de Soins de Santé, le Bénéficiaire, à travers le Ministère de la Santé, de la Population, de la Promotion de la Femme et de l'intégration de la Femme au Développement, conclut un contrat (« Contrat de Services de Soins de Santé ») avec chaque Centre de Soins de Santé concerné selon des conditions satisfaisantes à l'Association, qui énonce, entre autres : (a) les responsabilités et les obligations de chaque partie ; une description des Services de soins de santé fournis par les Centres de Soins de Santé et ainsi que des aspects techniques, administratifs et fiduciaires de sa participation à la mise en œuvre et à l'utilisation des fonds au titre de la Partie I du projet, y compris entre autres : le nombre de bénéficiaires ciblés ; les exigences et les procédures de décaissement ; les modalités de paiement ; les modalités de vérification et de contre-vérification ; et les autres

données cliniques, financières et administratives pertinentes requises conformément aux règlements sur les informations sanitaires du Bénéficiaire ; (b) les obligations des Centres de Santé de :

(i) exécuter les activités et les obligations en vertu des Contrats de Services de Soins de Santé et veiller à ce qu'elles soient exécutées [y compris l'obligation de verser des primes basées sur la performance aux Agents de Santé et aux Agents de Santé Communautaires], avec la diligence et l'efficacité voulues et conformément aux normes et pratiques reconnues de santé publique, environnementale, sociale et administrative jugées acceptables par l'Association, en particulier conformément à cet Accord, au Manuel des opérations du Projet et au Manuel de FBP ; (iii) adhérer aux Directives de lutte contre la corruption et veiller à ce que les biens et services requis soient acquis conformément au Règlement sur la passation des marchés ; (iv) tenir des dossiers adéquats pour tenir compte, conformément à de saines pratiques comptables, des ressources, des opérations et des dépenses engagées conformément aux dispositions du Contrat de Services de Soins de Santé et soumettre ses états financiers au Bénéficiaire, à travers le Ministère de la Santé, de la Population, de la Promotion de la Femme et de l'Intégration de la Femme au Développement ; et (v) permettre à l'Association et au Bénéficiaire d'inspecter ses locaux, ses opérations et tous les dossiers et documents pertinents au Contrat de Services de Soins de Santé ; et préparer et fournir à l'Association et au Bénéficiaire toutes les informations pouvant être raisonnablement demandées par l'un ou l'autre en rapport au Contrat de Services de Soins de Santé.

(b) Les obligations du Bénéficiaire, à travers le Ministère de la Santé, de la Population, de la Promotion de la Femme et de l'Intégration de la Femme au Développement, de :

(i) verser les Paiements FBP aux Centres de Soins de Santé ;
 (ii) exercer ses droits et s'acquitter de ses obligations en vertu de chaque Contrat de Services de Soins de Santé de manière à protéger les intérêts du Bénéficiaire et de l'Association et à réaliser les objectifs du Financement ; et
 (iii) à moins qu'il en soit convenu autrement avec l'Association, le Bénéficiaire ne conclut, n'amende, n'abroge, ne révoque, ne résilie, ne renonce et ne manque à appliquer tout Contrat de Service de Soins de Santé ou l'une de ses dispositions.

Vérification et contre-vérification

Vérification

4. Avant la mise en œuvre des activités de la Partie I du Projet dans chaque département (province) correspondant du territoire du Bénéficiaire, le Bénéficiaire, à travers le Ministère de la Santé, de la Population, de la Promotion de la Femme et de l'intégration de la Femme au Développement : (a) recrute, par le biais d'un processus concurrentiel, des

professionnels ayant les qualifications et l'expérience jugées acceptables par l'Association, pour fournir un appui technique aux CDW; et (b) établir les « Comités Départementaux de Vérification et de Validation » ou « CDVV ») composés, entre autres, des représentants d'organisations locales, des administrations sanitaires locales, de la société civile et d'ONG ; pour (: (i) vérifier la réalisation des indicateurs basés sur la performance établis dans les Contrats de Services de Santé concernés et le Manuel des opérations du Projet, y compris les Paiements FBP à ces Centres de Soins de Santé, au niveau départemental (provincial) ; et (b) préparer et fournir au Département de l'Inspection du Ministère de la Santé, de la Population, de la Promotion de la Femme et de l'intégration de la Femme au Développement (IGS) un rapport semestriel d'une teneur et d'un degré de détails que l'Association pourrait raisonnablement demander, présentant les résultats de la vérification mentionnée au point (i) ci-après, le tout conformément aux dispositions énoncées dans le Manuel des opérations du Projet et au Manuel de FBP.

Contre-vérification

5. A la réception par l'ISG du rapport pertinent mentionné au paragraphe 4 précédent, le Bénéficiaire, à travers le Ministère de la Santé, de la Population, de la Promotion de la Femme et de l'intégration de la Femme au Développement, veille à ce que le Service d'inspection du Ministère de la Santé, de la Population, de la Promotion de la Femme et de l'intégration de la Femme au Développement (IGS) examine chacun des rapports à des fins de contre-vérification des informations qui y sont contenues, le tout conformément aux dispositions du Manuel des opérations du Projet et au Manuel de FBP.

D. Normes environnementales et sociales.

1. Le Bénéficiaire veille à ce que le Projet soit exécuté conformément aux Normes Environnementales et Sociales, d'une manière jugée acceptable par l'Association.

2. Sans préjudice des dispositions du Paragraphe 1 précédent, le Bénéficiaire veille à ce que le Projet soit mis en œuvre conformément au Plan d'Engagement Environnemental et Social (« PEES »), d'une manière jugée acceptable par l'Association. À cette fin, le Bénéficiaire, par l'intermédiaire du Ministère de la Santé, veille à ce que :

- (a) les mesures et les actions énoncées dans le PEES soient mises en œuvre avec diligence raisonnable et l'efficacité voulue, telles que prévues dans le PEES;
- (b) des fonds suffisants soient disponibles pour couvrir les coûts de mise en œuvre du PEES ;
- (c) les politiques et les procédures soient maintenues, et du personnel qualifié, expérimenté et en effectif suffisant soit recruté pour mettre en œuvre le PEES, tel qu'il est prévu dans le PEES ; et
- (d) ni le PEES ni aucune de ses dispositions ne soient amendés, abrogés, suspendus ou fasse l'objet de dérogation sauf si l'Association en convient autrement

par écrit, tel qu'il est spécifié dans le PEES, et veille à ce que le PEES révisé soit rapidement rendu public par la suite.

3. En cas d'incohérence entre le PEES et les dispositions de cet Accord, les dispositions de cet Accord prévalent.

4. Le Bénéficiaire, par l'intermédiaire du Ministère de la Santé, veille à ce que :

- (a) Toutes les mesures nécessaires soient prises pour collecter, compiler et fournir à l'Association, par le biais de rapports réguliers, selon la fréquence spécifiée dans le PEES, et rapidement dans un ou plusieurs rapports distincts, sur demande de l'Association, des informations sur la conformité au PEES et aux instruments environnementaux et sociaux qui y sont mentionnés, tous ces rappo lis étant, tant sur la fond que sur la forme, jugés acceptables pour l' Association et exposant, entre autres, les éléments suivants (i) l'état d'avancement de la mise en œuvre du PEES; (ii) les situations, le cas échéant, qui entravent ou menacent d'entraver la mise en œuvre du PEES ; et (iii) les mesures correctives et préventives prises ou devant être prises pour remédier à ces situations ; (b) L'Association soit rapidement avisée de tout incident ou accident lié au Projet ou ayant un impact sur le Projet qui a, ou qui est susceptible d'avoir, un effet néfaste significatif sur l'environnement, les communautés affectées, le public ou les employés, conformément au PEES, aux instruments environnementaux et sociaux qui y sont mentionnés et aux Normes environnementales et sociales.

5. Le Bénéficiaire, par l'intermédiaire du Ministère de la Santé, établit, fait connaître, maintient et gère un mécanisme de traitement des plaintes facilement accessible pour recevoir et faciliter la résolution des préoccupations et la prise en compte des doléances des personnes affectées par le Projet, et prend toutes les mesures nécessaires et appropriées pour résoudre ou faciliter la résolution de ces préoccupations et la prise en compte des doléances, d'une manière jugée acceptable par l'Association.

E. Intervention d'urgence

1. Afin d'assurer une mise en œuvre adéquate de la Partie C du Projet (« Partie CIUC »), le Bénéficiaire :

- (a) prépare et soumet à l'Association, pour examen et approbation, un Manuel des Opérations qui établit les modalités d'exécution détaillées de la Partie CIUC, comprenant: (i) la désignation de l'entité responsable de la coordination et de la mise en œuvre de la Partie CIUC (« Autorité de Coordination »), ses termes de référence et les ressources à lui allouer ; (ii) les activités précises qui peuvent être intégrées à la Partie CIUC, les Dépenses admissibles requises à cet effet (« Dépenses d'Urgence ») et toute procédure relative à cette intégration ; (iii) les modalités de gestion financière pour la Partie CIUC ; (iv) les méthodes et les procédures de passation de marchés pour la Partie CIUC ; (v) la documentation requise pour les

décaissements de Dépenses d'Urgence ; (vi) les cadres de gestion de sauvegardes environnementales et sociales pour la Partie CIUC, conformément aux politiques de l'Association en la matière ; et (vii) toute autre disposition nécessaire pour assurer une coordination et une mise en œuvre adéquates de la Partie CIUC ;

(b) accorde à l'Association une période raisonnable pour examiner la proposition de Manuel des Opérations ;

(c) adopte rapidement le Manuel des Opérations pour la Partie CIUC, tel qu'approuvé par l'Association (« Manuel des Opérations de la CIUC ») ;

(d) veille à ce que la Partie CIUC soit exécutée conformément au Manuel des Opérations de la CIUC, sous réserve toutefois qu'en cas d'incohérence entre les dispositions du Manuel des Opérations de la CIUC et celles de cet Accord, les dispositions de cet Accord prévalent ; et

(e) N'amende, ne suspend, n'abroge, ne dénonce ni ne renonce à toute disposition du Manuel des Opérations de la CJUC sans l'approbation préalable de l'Association (« Manuel des Opérations de la CIUC »).

2. Le Bénéficiaire maintient en service, tout au long de la mise en œuvre de la Partie CIUC, l'Autorité de Coordination, et la dote de personnel et de ressources adéquats et jugés satisfaisants par l'Association.

3. Le Bénéficiaire n'entreprend aucune activité dans le cadre de la Partie CIUC (et aucune activité n'est intégrée à la Partie CIUC) tant que les conditions suivantes ne sont pas remplies en ce qui concerne ces activités :

(a) Le Bénéficiaire a constaté qu'une Situation de Crise ou d'Urgence Admissible s'est produite, a transmis à l'Association une demande pour intégrer ces activités à la Partie CIUC afin de répondre à la Situation de Crise ou d'Urgence Admissible, et l'Association a approuvé la décision, a accepté la demande et en a avisé le Bénéficiaire ; et

(b) Le Bénéficiaire a préparé et diffusé tous les instruments de sauvegarde requis pour ces activités, conformément au Manuel des Opérations de la CIUC, l'Association a approuvé tous ces instruments et le Bénéficiaire a mis en œuvre les mesures nécessaires à prendre en vertu de ces instruments.

Section II. Suivi, rapport et évaluation du Projet

Le Bénéficiaire soumet à l'Association chaque Rapport de Projet au plus tard un mois après la fin de chaque semestre civil, couvrant ledit semestre civil.

Section III. Utilisation du produit du financement

A. Généralités

Sans préjudice des dispositions de l'Article II des Conditions Générales et conformément à la Lettre de Décaissement et d'information Financière, le Bénéficiaire peut décaisser les produits du Financement pour : financer les Dépenses Admissibles dans la limite du montant alloué et, le cas échéant, du pourcentage indiqué pour chaque Catégorie du tableau suivant :

Catégorie	Montant du Crédit Alloué (libellé en Euros)	Pourcentage des Dépenses à Financer (Taxes comprises)
(1) Dépenses admissibles pour les paiements FPB au titre de la partie 1.1 du Projet	29,900,000	100%
(2) Biens, travaux, services autres que de conseil, services de conseil, Formation et Frais de Fonctionnement au titre des Parties 1.2 et 2.1 du Projet	10,300,000	100%
(3) Biens, travaux, services autres que de conseil et services de conseil, frais de formation et de fonctionnement au titre de la partie 2.2 du projet	1.700.000	100%
(4) Biens, travaux, services autres que de conseil et services de conseil, formation et frais de fonctionnement au titre de la partie 3 du projet	1.700.000	100%
(5) Dépenses d'Urgence au titre de la Partie 4 du Projet	0	100%
MONTANT TOTAL	42,700,000	

B. Conditions de Retrait ; Période de décaissement

1. Nonobstant les dispositions de la Partie A précédente, aucun décaissement n'est effectué :

(a) pour les paiements effectués avant la date de signature ;
 (b) pour les paiements au titre de la Catégorie (1), tant que l'Association n'a pas reçu des pièces justificatives acceptables pour l'Association quant à leur forme et leur contenu :

(i) de la création de l'Unité technique FBP visée à la Section C. 1 de l'Annexe 2 du présent Accord ; et
 (ii) de l'adoption du Manuel FBP visé à la Section C.2 de l'Annexe 2 du présent Accord ;
 (iii) l'adoption et la divulgation de l'IPPF par le Bénéficiaire, par l'intermédiaire du Ministère de la Santé, d'une manière et avec un contenu acceptable pour l'Association ;
 (iv) l'adoption et la divulgation du HCFWMF par le Bénéficiaire, par l'intermédiaire du Ministère de la Santé, d'une manière et avec un contenu acceptable pour l'Association.

(c) pour les paiements en vertu de la catégorie (3) à moins que et jusqu'à ce que l'Association ait reçu des preuves acceptables pour l'Association dans sa forme et son contenu de l'adoption et de la divulgation de la FHCE par le bénéficiaire, par l'intermédiaire du ministère de la Santé, d'une manière et avec un contenu acceptable pour l'association.

(d) pour les paiements au titre de la Catégorie (5) pour les Dépenses d'urgence de la Partie 4 du Projet, tant que l'Association n'est pas convaincue, et qu'elle n'a pas informé le Bénéficiaire de son accord, que toutes les conditions suivantes ont été remplies en ce qui concerne lesdites activités :

(i) le Bénéficiaire a établi qu'une Situation de Crise ou d'Urgence Admissible s'est produite, a transmis à l'Association une demande pour intégrer ces activités à la Partie CJUC afin de répondre à la Situation de Crise ou d'Urgence Eligible, et l'Association a approuvé la décision, a accepté la demande et en a avisé le Bénéficiaire ; et
 (ii) le Bénéficiaire a préparé et soumis tous les documents de sauvegarde requis pour lesdites activités, et le Bénéficiaire a pris toutes les mesures qui doivent être prises en vertu desdits documents, le tout conformément aux dispositions de la Section I.E de l'Annexe 2 du présent Accord, aux fins de ces activités ;
 (iii) l'Autorité de Coordination du Bénéficiaire dispose du personnel et des ressources nécessaires, conformément aux dispositions de la Section I.E de l'Annexe 2 à cet Accord, aux fins de ces activités ; et
 (iv) le Bénéficiaire a adopté le Manuel des Opérations CIUC acceptable à l'Association dans le fond et dans la forme, et les dispositions du Manuel des Opérations de la CIUC sont maintenues - ou ont été mises à jour conformément aux dispositions de la Section I.E de l'Annexe 2 de cet Accord pour permettre l'intégration et la mise en œuvre de ces activités dans le cadre de la Partie CIUC.

2. La Date de Clôture est le 8 août 2024.

Annexe 3 Echéancier de Remboursement

Date d'Echéance du Paiement	Montant du Principal du Crédit à rembourser (exprimé en pourcentage)*
A chaque 15 Février et 15 Août :	
A partir du 15 Août 2026 jusqu'au 15 Février 2046 inclus	1,65%
A partir du 15 Août 2046 jusqu'au 15 Février 2051 inclus	3,40%

*Les pourcentages représentent le pourcentage du montant principal du Crédit à rembourser, sauf disposition contraire de l'Association conformément à la Section 3 .05 (b) des Conditions générales.

APPENDICE Section I. Définitions

1. L'expression « *Directives sur la lutte contre la corruption* » désigne, aux fins du paragraphe 5 de l'Appendice des Conditions Générales, les « *Directives sur la prévention et la lutte contre la fraude et la corruption dans les projets financés par des prêts de la BIRD et des crédits et dons de l'IDA* », en date du 15 octobre 2006 et révisées en janvier 2011 et au 1^{er} juillet 2016.

2. « *Ajustement de base de la charge d'intérêt* » désigne l'ajustement de base standard de l'Association à la charge d'intérêt pour les crédits dans la devise de dénomination du crédit, en vigueur à 00 h 01, heure de Washington, DC, à la date à laquelle le crédit est approuvé par les directeurs exécutifs de l'Association, et exprimé en pourcentage positif ou négatif par an.

3. « *Ajustement de base des frais de service* » désigne l'ajustement de base standard de l'Association des frais de service pour les crédits dans la devise de dénomination du crédit, en vigueur à 00 h 01, heure de Washington, DC, à la date à laquelle le crédit est approuvé par les directeurs exécutifs de l'Association, et exprimé soit en pourcentage positif ou négatif par an.

4. Le terme « *Catégorie* » désigne une catégorie établie dans le tableau de la Section III.A de l'Annexe 2 de cet Accord.

5. Le terme « *Agent de Santé Communautaire* » désigne les agents de santé communautaires, sélectionnés pour participer au Projet conformément au Manuel des Opérations du Projet et au Manuel FBP.

6. L'acronyme « *CVVD* » désigne les comités départementaux (provinciaux) de vérification et de validation mentionnés à la Section C.4 de l'Annexe 2 du présent Accord, sélectionnés pour participer au Projet conformément au Manuel des Opérations du Projet et au Manuel FBP.

7. L'expression « *Plan d'Engagement Environnemental et Social* » ou l'acronyme « *PEES* » désigne le plan d'engagement environnemental et social pour le Projet, en date du 19 avril 2021, tel qu'il peut être modifié à tout moment conformément à ses dispositions, qui présente les mesures et actions concrètes que le Bénéficiaire met en œuvre ou veille à mettre en œuvre pour faire face aux risques et impacts environnementaux et sociaux potentiels du Projet, incluant le calendrier des actions et des mesures ; les dispositions institutionnelles ; les modalités de dotation en personnel, de formation, de suivi et d'établissement de rapport ; tous les instruments environnementaux et sociaux à préparer dans ce cadre.

8. « *CGES* » désigne le cadre de gestion environnementale et sociale du Projet, un instrument daté du 19 avril 2021, à mettre à jour, adopté et divulgué par le Bénéficiaire, d'une manière et avec un contenu satisfaisant pour l'Association, qui énonce, entre autres, les principes sociaux du Projet, et qui comprendront les PGD et GRM du Projet et les principes de préparation des plans de gestion environnementale et sociale, car ce cadre peut être modifié de temps à autre avec l'accord écrit préalable de l'Association.

9. L'expression « *Normes Environnementales et Sociales* » ou l'acronyme « *NES* » désigne, collectivement : (i) « *Norme Environnementale et Sociale 1 : Evaluation et gestion des risques et effets environnementaux et sociaux* » ; (ii) « *Norme Environnementale et Sociale 2 : Emploi et conditions de travail* » ; (iii) « *Norme environnementale et Sociale 3 : Utilisation rationnelle des ressources et prévention et gestion de la pollution* » ; (iv) « *Norme Environnementale et Sociale 4: Santé et sécurité des populations* » ; (v) « *Norme Environnementale et Sociale 5 : Acquisition de terres, restrictions sur l'utilisation des terres et réinstallation forcée* » ; (vi) « *Norme Environnementale et Sociale 6 : Préservation de la biodiversité et gestion durable des ressources naturelles biologiques* » ; (vii) « *Norme environnementale et sociale 7 : Peuples autochtones/Communautés locales traditionnelles d'Afrique subsaharienne historiquement défavorisées* » ; (viii) « *Norme Environnementale et Sociale 8 : Patrimoine culturel* » ; (ix) « *Norme Environnementale et Sociale 9 : Intermédiaires financiers* » ; (x) « *Norme Environnementale et Sociale 10 : Mobilisation des parties prenantes et information* » ; ayant pris effet le

1^{er} octobre 2018, telles que publiées par l'Association.

10. L'expression « *Politique de Soins de Santé Gratuits* » désigne la politique nationale de soins de santé gratuits du Bénéficiaire établie par le décret présidentiel n° 2011-493 du 29 juillet 2011.

11. L'expression « *Conditions Générales* » désigne les « *Conditions générales de l'Association Internationale de Développement pour les financements de l'IDA, Financement en modalité projet* », en date du 14 décembre 2018 (révisées le 1^{er} août 2020 et le 1^{er} avril 2021).

12. « *MRR* » désigne le mécanisme de règlement des réclamations du Projet.

13. L'expression « *Centres de Soins de Santé* » désigne tous les centres de soins de santé primaires et les hôpitaux de référence sur le territoire du Bénéficiaire, sélectionnés pour participer au Projet et être bénéficiaires des Paiements FBP, conformément au Contrat de Paiement correspondant, au Manuel des Opérations du Projet et au Manuel FBP.

14. L'expression « *Agent de Santé* » désigne tous les médecins, infirmières, sages-femmes et assistants médicaux travaillant sur le territoire du Bénéficiaire, sélectionnés pour participer au Projet conformément au Manuel des Opérations du projet et au Manuel FBP.

15. L'expression « *Contrat de Service de Soins de Santé* » désigne l'un des contrats mentionnés dans la Section IC de l'Annexe 2 du présent Accord.

16. L'expression « *Services de soins de santé* » désigne les services mentionnés dans la partie I.I du Projet et tels que détaillés dans le Manuel des Opérations du projet et le Manuel FBP.

17. « *CGDISS* » désigne le cadre de gestion des déchets des installations de soins de santé du projet, un instrument à préparer, à adopter et à divulguer par le bénéficiaire, à la satisfaction de l'Association, qui définit, entre autres, les mesures concernant l'utilisation efficace des ressources et la prévention et la gestion de la pollution, à ce titre, ce cadre peut être modifié de temps à autre avec l'accord écrit préalable de l'Association.

18. « *CPPPA* » désigne le cadre de planification du projet pour les peuples autochtones, un instrument devant être préparé, adopté et divulgué par le bénéficiaire, satisfaisant l'Association, qui énonce, entre autres, les principes, les dispositions organisationnelles (y compris la consultation, le budget et la divulgation) les critères de conception à appliquer aux activités du projet qui affectent les peuples autochtones, y compris la préparation de plans pour les peuples autochtones, car ce cadre peut être modifié de temps à autre avec l'accord écrit préalable de l'Association.

19. « *GMP* » désigne les procédures de gestion de la main-d'œuvre du projet, un instrument devant

être préparé, adopté et divulgué dans le cadre du CGES, par le bénéficiaire, d'une manière et avec un contenu satisfaisant pour l'Association, qui définit les procédures de gestion de la main-d'œuvre du projet comme cet instrument peut être modifié de temps à autre avec l'accord écrit préalable de l'Association.

20. L'expression « *Département de l'Inspection du Ministère de la Santé (IGS)* » désigne le département au sein du Ministère de la Santé du Bénéficiaire, créé en vertu du Décret no. 2018-269 du 2 juillet 2018, chargé du contrôle des services de gestion administrative, financière et technique.

21. L'expression « *Comité National de Pilotage* » désigne le comité de pilotage du Bénéficiaire établi conformément au [décret ? n° 2020/112 daté du 16 avril 2020 ...] visée à la Section I.A.3 de l'Annexe 2 du présent Accord.

22. L'expression « *Frais de fonctionnement* » désigne le coût raisonnable des dépenses admissibles engagées par le Bénéficiaire dans le cadre de l'exécution quotidienne du Projet et qui n'auraient pas été engagées en l'absence du Projet, y compris, entre autres, les frais de déplacement, d'hébergement et d'indemnités journalières, les charges de services publics, l'entretien des bureaux et du matériel, les assurances, les fournitures et le matériel de bureau, les frais bancaires, les coûts d'entretien et du fonctionnement des véhicules, de communication, d'impression, des coûts liés au renforcement de la communication et à la diffusion des résultats (événements, plans de communication, publications), mais à l'exclusion des salaires, des indemnités, des rémunérations et des primes pour les agents de la fonction publique du Bénéficiaire.

23. L'acronyme « *FBP* » désigne un Financement Basé sur la Performance.

24. L'expression « *Paiement FBP* » désigne un paiement effectué ou proposé à partir du produit du financement à un Centre de Services de Soins de Santé pour la réalisation des résultats mesurés (objectifs de performance) au titre de la Partie I du Projet.

25. L'acronyme « *UEP* » désigne l'unité d'exécution du projet créée par le Bénéficiaire le 20 novembre 2020, visée à la Section I.A 1 du présent Accord.

26. L'expression « *Règlements sur la Passation des Marchés* » désigne, aux fins du Paragraphe 87 de l'Appendice des Conditions Générales, les « *Règlements sur la Passation des Marché de la Banque mondiale pour les Emprunteurs de FMP* », datant de novembre 2020.

27. L'expression « *Date de Signature* » désigne la dernière des deux dates auxquelles le Bénéficiaire et l'Association ont respectivement signé cet Accord et cette définition s'applique à toutes les références à « *la Date de l'Accord de financement* » dans les Conditions générales.

28. Le terme « *Formation* » désigne les dépenses (autres que pour les services de consultants) engagés pour la réalisation de formations, de séminaires et d'ateliers dans le cadre du projet, y compris, entre autres : la logistique, le coût de voyage raisonnable (y compris le transport et l'hébergement), les indemnités journalières des formateurs et le matériel de formation.

29. L'expression « *Manuel des Opérations* » désigne le manuel daté du 30 mars 2020 qui doit être mis à jour et adopté par le Bénéficiaire conformément à la Section I.B du présent Accord

30. L'expression « *Coûts de Fonctionnement* » désigne les coûts de fonctionnement supplémentaires du Projet, basés sur les Plans de Travail et des Budgets Annuels approuvés par l'Association, et encourus par le Ministère de la Santé, au titre des services publics et des fournitures, des frais bancaires, des communications, de l'exploitation, de l'entretien et de l'assurance des véhicules, de la location de bureaux, de l'entretien des bâtiments et des équipements, des dépenses médiatiques liées à la sensibilisation du public, des voyages et de la supervision, et des salaires du personnel contractuel et temporaire, mais à l'exclusion des salaires, des indemnités, des rémunérations et des primes pour les agents de la fonction publique du Bénéficiaire.

Imprimé dans les ateliers
de l'imprimerie du Journal officiel
B.P.: 2087 Brazzaville